



UPSTI

Octobre 2016 – mars 2017

Relations avec les journalistes de l'éducation

Press Book – 13 articles

AEF	17 octobre 2016
LES ECHOS	18 octobre 2016
LES ECHOS.FR	18 octobre 2016
L'ETUDIANT.FR	20 octobre 2016
LA LETTRE D'EDUCPROS	28 octobre 2016
NEWS TANK	16 décembre 2016
AEF	20 décembre 2016
www.snalc.fr	21 décembre 2016
NEWS TANK	8 février 2017
STUDYRAMA.COM	21 mars 2017
NEWS TANK	28 mars 2017
AEF	28 mars 2017
MONDE DES GRANDES ECOLES & UNIVERSITES	28 mars 2017



AEF Dépêche n°547690 - Paris, le 17/10/2016 17:06:00
- Coursus et Insertion -

Compte : riou (76738) - 82.234.22.207 - www.aef.info

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

Pour l'Upsti les CPGE doivent être labellisées "Made in France" et structurées nationalement dans un "collège"

Par Judith Blanes



teaching sciences
for innovation

L'Upsti, qui poursuit son travail de formation auprès des enseignants et étudiants autour des sciences et techniques industrielles à l'étranger, veut donner encore davantage de "visibilité" aux CPGE à l'international, défend son président Hervé Riou, lors d'une conférence de presse le 14 octobre 2016. Il souhaite qu'un label "Made in France" soit apposé sur ces formations que "personne ne connaît à l'étranger" et qu'il juge efficace. De même il souhaite que l'actuel comité de suivi des classes préparatoires devienne "décisionnaire" et soit transformé en structure assimilée à un "collège des classes préparatoires" ou "une université décentralisée", nationale, placée au-dessus

des lycées. Ce type de structure pourrait être "intégré aux classements" internationaux, estime-t-il en comparant les effectifs étudiants des Comue et ceux des CPGE.

De retour d'une rencontre avec le MIT qui réfléchit aux standards de formation sur les Stem, Hervé Riou qui promeut avec l'Upsti qu'il préside "l'ingénierie de pédagogie à la française", constate que "personne ne connaît les classes préparatoires à l'étranger". L'association, qui a travaillé avec la CGE sur ses propositions dans le cadre de la présidentielle (lire sur AEF ici et ici), estime qu'il faudrait créer un "label 'Made in France' " sur les formations de classes préparatoires. Cette proposition, que la CGE n'a pas retenue "protégerait considérablement les classes préparatoires des critiques et améliorerait leur visibilité à l'international", estime Hervé Riou, qui précise que pour le moment ni Yves Jégo, ni Arnaud Montebourg, défenseurs du concept, n'y ont répondu.

Que dit la CGE ?

La CGE, dans ses 24 propositions pour la présidentielle de 2017, est peu bavarde sur les classes préparatoires. Elle en parle comme d'un "modèle d'excellence à part entière se matérialisant in fine par un concours classant", d'un système "qui a fait ses preuves, [et qui] peut inspirer le développement de cursus préparatoires favorisant la réussite dans l'enseignement supérieur et répondant aux besoins de la société française et du monde économique." Pour Hervé Riou, il s'agit d'une proposition "modeste et pragmatique en même temps" (lire sur AEF).

"CRÉER UNE GOUVERNANCE NATIONALE AU-DESSUS DES LYCÉES"

Autre proposition en termes de pilotage des classes préparatoires : rendre "décisionnaire" le comité de suivi des classes préparatoires créé en 2007 au sein du MENESR qui rassemble les principales associations représentants les enseignants et proviseurs des classes préparatoires. Ce concept était jusqu'à présent défendu par ces associations pour réfléchir à l'équilibre territorial des CPGE, pensé en termes de carte nationale alors que celles-ci se plaignaient que les recteurs décident trop indépendamment des ouvertures et fermetures (lire sur AEF).

Pour Hervé **Riou**, il faudrait aller plus loin et le transformer en "structure unique", dont le statut reste à inventer. "On pourrait très bien dire que c'est un collège des classes préparatoires, une université décentralisée", explique Hervé **Riou**. "Il faudra créer une gouvernance nationale, au-dessus des lycées, et selon les statuts, il y aura un président ou un directeur", imagine-t-il. "Ce serait plus bénéfique pour les prépa qu'une intégration aux Comue." Hervé **Riou** considère que "si on créait cette structure unique, nous serions dans les cinq premiers" dans les classements du type Shanghai, car les CPGE font partie "de ceux qui contribuent au classement de l'ENS", illustre-t-il (lire sur AEF).

Si on considère que demain les Comue seront la référence des classements internationaux (lire sur AEF), avec 85 938 étudiants inscrits en CPGE en 2015-2016 (source : RERS 2016), les classes préparatoires pèsent en effectifs l'équivalent d'Aix-Marseille Université et plus qu'une Comue comme Saclay avec 65 000 étudiants. "Jouons à armes égales avec les standards internationaux", défend Hervé **Riou** qui assure que Bruno Le Maire "vend cette idée" également (lire sur AEF). Hervé **Riou** se fonde également sur le classement réalisé par la revue *Nature* qui classe l'ENS comme première institution au monde pour la proportion de Nobel parmi ses anciens étudiants, dont la plupart sont issus des CPGE, rappelle-t-il (lire sur AEF).

UN DÉVELOPPEMENT VERS DE NOUVELLES ÉCOLES ET VERS LES ENSEIGNANTS DU SCOLAIRE

En attendant, l'Upsti poursuit son travail de formation des élèves et des enseignants étrangers aux enseignements expérimentaux. Cette année, comme elle l'avait annoncé (lire sur AEF), elle travaillera avec l'Institut des sciences mathématiques et de sciences physiques, rattaché à une université béninoise au Bénin pour des demi-classes de 60 élèves qui souhaitent se préparer aux concours des écoles françaises qui recrutent dans les filières PSI. Sur le modèle de ce qu'elle fait à Centrale Pékin, elle pourrait engager avec cette école un partenariat sur son site indien et compte développer un projet avec Arts et métiers pour former des étudiants étrangers sur sites français. Plus globalement, l'association devrait mener un "vrai travail de prospection avec les grandes écoles" sur les besoins de formation locaux.

764

ce serait le nombre de bénéficiaires du dispositif des meilleurs bacheliers en 2016. Leur nombre en 2015 serait actualisé à 1 599. Ils étaient 223 en 2014. Pourquoi si peu ? "Parce qu'APB fonctionne", répond Hervé **Riou** qui ne compte pas sur ce dispositif mais plutôt sur les "cordées de la réussite" pour encourager les poursuites d'études notamment en

L'association va évoluer car elle souhaite avoir des représentants au CSP (Conseil supérieur des programmes). Convaincu que "de plus en plus les programmes vont être écrits par des organes indépendants", l'Upsti va "s'ouvrir à tous les champs de l'ingénierie dans le bac -3/bac +3 de manière à devenir le référent" sur ces matières dont l'informatique doit faire partie et y compris en descendant jusqu'aux professeurs de collèges.

La mise en place d'enseignements pratiques interdisciplinaires issus de la réforme du collège pourrait être l'occasion pour l'association de s'étoffer en nombre d'adhérents. Ils sont 1 000 environ aujourd'hui, dont plus de 700 professeurs, le reste étant constitué de partenaires (industriels notamment comme Renault, Thalès, SNCF, Schneider Electric...). L'Upsti compte sur l'inspection pour s'en faire le relais et les enseignants chefs de travaux. Elle a aussi pris contact avec l'Assetec (Association nationale pour l'enseignement de la technologie).

CPGE et diversifier le
profil des néo-entrants.



FRANCE

Le classement de Shanghai à portée de main des communautés d'universités

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le grand manitou du classement de Shanghai, Ying Cheng, est à Paris ce mardi.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Figurer parmi les meilleurs dans le fameux classement de Shanghai, qui dresse chaque année la carte mondiale des universités de recherche : c'est le pari de Thierry Coulhon, président de Paris Sciences et Lettres (PSL), une communauté (Comue) qui regroupe 25 membres parmi lesquels le Collège de France, l'ENS, l'école des Mines ou l'université Paris-Dauphine. Ce mardi, PSL a invité à Paris le grand manitou du classement de Shanghai, Ying Cheng, et l'expert de la Banque mondiale Jamil Salmi, qui travaille sur ce classement, pour un « workshop » sur le paysage mondial des universités. Jusqu'ici

les établissements français d'enseignement supérieur ont été classés individuellement, les regroupements universitaires n'ayant jamais été pris en compte. D'autres universités ont pourtant tenté – en vain – de faire classer les communautés d'universités (Comue) nées de la loi Fioraso de 2013. « Les auteurs du classement de Shanghai ne veulent pas classer les Comue... », entend-on régulièrement, comme une fatalité.

La réplique agace Thierry Coulhon : « Dans le monde anglo-saxon, la forme juridique n'a aucune importance ! lance-t-il. Est-ce qu'on connaît la forme juridique de Cambridge ? » Il entend convaincre les auteurs du classement que PSL « existe en tant qu'institution, avec un périmètre scientifique clair et déterminé, une gouvernance forte et une stratégie ». Ses espoirs sont renforcés par une simulation, faite par les auteurs du classement chinois, qui place « l'entité PSL » au 23^e rang mondial. Autrement dit, parmi les 30 premiers, au côté de Harvard, Princeton, Yale ou du MIT. Encore faut-il passer de la simulation à la réalité... Thierry Coulhon dit vou-



loir « *entrer dans un dialogue avec les Chinois* » pour être classé « *en 2017 ou 2018* ». Ce qui serait un atout pour convaincre le jury international Idex de renouveler la période probatoire accordée fin avril.

« Depuis 2012, on a pris des biscottos »

PSL a déjà tenté à deux reprises de se faire classer dans Shanghai. Une première fois, à l'époque des pôles de recherche d'enseignement supérieur (PRES), ancêtres des COMUE. La deuxième fois, c'était en 2012, alors que PSL venait d'être sélectionné comme initiative d'excellence (Idex). Depuis, les choses ont changé, assure Thierry Coulhon : « *Il fallait du temps aux Chinois pour voir quelle était notre stabilité et la liste des décisions que nous prenons en commun. Depuis 2012, on a pris des biscottos, on a appris à fonctionner ensemble.* » L'entité PSL figurera d'ailleurs l'an prochain dans le classement anglo-saxon, respecté, du Times Higher Education (THE). Elle doit y occuper la 39^e place, soit largement devant l'ENS qui était jusqu'ici classée seule. « *C'est un*

autre point essentiel, commente Thierry Coulhon. Nos établissements ont clairement dit que, le jour où PSL serait en position d'être classé nettement au dessus d'eux – ce qui est le cas –, ils renonceraient à leur classement spécifique. ».

Dans la simulation annuelle que Daniel Egret, chargé de mission pour PSL, dresse depuis trois ans, d'autres regroupements arrivent en bonne place, comme Saclay ou Sorbonne Universités, respectivement 26^e et 40^e. Encore faut-il, concernant Saclay, que ses membres surmontent leurs divergences. Ce qui n'est pas gagné.



À NOTER

Les classes préparatoires aussi rêvent du classement de Shanghai. Avec leurs 40.000 élèves, elles pourraient être considérées comme une université, revendique le président de l'Union des professeurs de sciences et techniques industrielles (UPSTI), Hervé Riou.



Thierry Coulhon, président de Paris Sciences et Lettres (PSL), qui regroupe 25 membres parmi lesquels le Collège de France, l'ENS, l'école des Mines ou l'université Paris-Dauphine. Photo PSL



Le classement de Shanghai à portée de main des communautés d'universités



Thierry Coulhon, président de Paris Sciences et Lettres (PSL), qui regroupe 25 membres parmi lesquels le Collège de France, l'ENS, l'école des Mines ou l'université Paris-Dauphine. - Photo PSL

Le grand manitou du classement de Shanghai, Ying Cheng, est à Paris ce mardi. Figurer parmi les meilleurs dans le fameux classement de Shanghai, qui dresse chaque année la carte mondiale des universités de recherche : c'est le pari de Thierry Coulhon, président de Paris Sciences et Lettres (PSL), une communauté (Comue) qui regroupe 25 membres parmi lesquels le Collège de France, l'ENS, l'école des Mines ou l'université Paris-Dauphine. Ce mardi, PSL a invité à Paris le grand manitou du classement de Shanghai, Ying Cheng, et l'expert de la Banque mondiale Jamil Salmi, qui travaille sur ce classement, pour un « workshop » sur le paysage mondial des universités. Jusqu'ici les établissements français d'enseignement supérieur ont été classés individuellement, les regroupements universitaires n'ayant jamais été pris en compte. D'autres universités ont pourtant tenté - en vain - de faire classer les communautés d'universités (Comue) nées de la loi Fioraso de 2013. « *Les auteurs du classement de Shanghai ne veulent pas classer les Comue...* », entend-on régulièrement, comme une fatalité.

La réplique agace Thierry Coulhon : « *Dans le monde anglo-saxon, la forme juridique n'a aucune importance ! lance-t-il. Est-ce qu'on connaît la forme juridique de Cambridge ?* » Il entend convaincre les auteurs du classement que PSL « *existe en tant qu'institution, avec « un périmètre scientifique clair et déterminé, une gouvernance forte et une stratégie* ». Ses espoirs sont renforcés par une simulation, faite par les auteurs du classement chinois, qui place « l'entité PSL » au 23 e rang mondial. Autrement dit, parmi les 30 premiers, au côté de Harvard, Princeton, Yale ou du MIT. Encore faut-il passer de la simulation à la réalité... Thierry Coulhon dit vouloir « *entrer dans un dialogue avec les Chinois* » pour être classé « *en 2017 ou 2018* ». Ce qui serait un atout pour convaincre le jury international IDEX de renouveler la période probatoire accordée fin avril.

« Depuis 2012, on a pris des biscottes »

www.lesechos.fr

Pays : France

Dynamisme : 0



[Visualiser l'article](#)

PSL a déjà tenté à deux reprises de se faire classer dans Shanghai. Une première fois, à l'époque des pôles de recherche d'enseignement supérieur (PRES), ancêtres des COMUE. La deuxième fois, c'était en 2012, alors que PSL venait d'être sélectionné comme initiative d'excellence (Idex). Depuis, les choses ont changé, assure Thierry Coulhon : « *Il fallait du temps aux Chinois pour voir quelle était notre stabilité et la liste des décisions que nous prenons en commun . Depuis 2012, on a pris des biscottes, on a appris à fonctionner ensemble.* » L'entité PSL figurera d'ailleurs l'an prochain dans le classement anglo-saxon, respecté, du Times Higher Education (THE). Elle doit y occuper la 39^e place, soit largement devant l'ENS qui était jusqu'ici classée seule. « *C'est un autre point essentiel,* commente Thierry Coulhon. *Nos établissements ont clairement dit que, le jour où PSL serait en position d'être classé nettement au dessus d'eux - ce qui est le cas -, ils renonceraient à leur classement spécifique.* ».

Dans la simulation annuelle que Daniel Egret, chargé de mission pour PSL, dresse depuis trois ans, d'autres regroupements arrivent en bonne place, comme Saclay ou Sorbonne Universités, respectivement 26^e et 40^e. Encore faut-il, concernant Saclay, que ses membres surmontent leurs divergences. Ce qui n'est pas gagné.

À noter

Les classes préparatoires aussi rêvent du classement de Shanghai. Avec leurs 40.000 élèves, elles pourraient être considérées comme une université, revendique le président de l'Union des professeurs de sciences et techniques industrielles (UPSTI), Hervé Riou.

Les Echos



Classes prépas : un collège national pour gagner en visibilité



Pour les acteurs du secteur, le collège national des classes prépa permettrait aux CPGE d'être plus visibles en France comme à l'international. // © Camille Stromboni Créer un "collège des classes préparatoires" national, regroupant toutes les CPGE françaises : c'est la proposition portée par plusieurs associations de classes prépas. L'objectif : faire front pour peser davantage en France comme à l'étranger.

Échanger davantage entre cursus, gagner en clarté et en visibilité en France et à l'international, au point de **figurer un jour dans les classements internationaux...** Voilà quelques avantages d'un **collège national des classes prépas**. L'idée de cette superstructure, qui regrouperait toutes les CPGE françaises, a été lancée par l'UPSTI (Union des professeurs de sciences et techniques industrielles), vendredi 14 octobre 2016, lors de son point de rentrée.

Lire aussi

Prépas - universités : les frais de scolarité au cœur de la discorde 30.01.2015

Prépas-universités : un mariage raté 03.03.2016

"Nous pourrions gagner en visibilité à l'étranger et nous retrouver **bien placés dans le classement de Shanghai**, étant donné que presque tous les prix Nobel français sont passés par nos classes préparatoires", lance Hervé Riou, président de l'association.

Une prise de position qui peut surprendre, quand l'ARWU (Academy ranking of world universities), organisme responsable du fameux classement de Shanghai, **refuse encore de prendre en compte les Comue françaises**. "Il faut créer la structure avant de résoudre cette question", tempère Hervé Riou.

Lire aussi : Classement de Shanghai 2016 : la France 6e par le nombre d'établissements le collège national, "Un espace d'échanges"

Quoi qu'il en soit, les associations de professeurs de classes préparatoires sont **unanimes sur les bienfaits d'un tel regroupement**. Ce dernier permettrait de résoudre en partie "un problème institutionnel sur lequel reposent les prépas", estime Sylvie Bonnet, présidente de l'UPS (Union des professeurs de classes préparatoires scientifiques). À savoir la gestion des CPGE par **deux directions différentes** : la Dgesco



[Visualiser l'article](#)

(direction générale de l'enseignement scolaire) pour l'éducation nationale et la Dgesip (direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle) pour l'enseignement supérieur.

"Cet obstacle serait aplani par un tel collège national, qui pourrait **regrouper des représentants de chaque direction**, note la présidente de l'UPS. En 2013, lorsque nous avons introduit de nouveaux enseignements d'informatique dans les programmes des CPGE, la situation était complexe, car il était difficile pour la direction de l'enseignement scolaire, en charge des professeurs des classes prépas, de trouver des enseignants ! Un collège offrirait un espace d'échange et **éviterait ces frictions**", déclare-t-elle.

Cette structure pourrait également rassembler des représentants des universités et fluidifier ainsi la signature des conventions, désormais obligatoires entre universités et classes préparatoires. "L'occasion de **revenir sur les bonnes pratiques de chacun**", souligne la présidente de l'UPS.

Restent à déterminer **la structure et la gouvernance que prendra ce nouveau grand ensemble**. Philippe Heudron, chargé des affaires internationales de l'APHEC (Association des professeurs des classes préparatoires économiques et commerciales) et ex-président de l'organisme, suggère la mise en place d'"**un établissement en réseau**, avec, à sa tête, un recteur, nommé directeur du collège, et un conseil d'administration ouvert aux universités", regroupant les présidents des associations de professeurs et de proviseurs de lycées comptant des classes prépas, des représentants du ministère et de la CPU. "L'entreprise ne serait pas si complexe à monter, les prépas disposent **déjà de programmes et de recrutements nationaux**", plaide Philippe Heudron.

de trop grandes différences d'une académie à l'autre

Cependant, d'autres acteurs du secteur se montrent plus réticents face à ce projet. C'est le cas de l'APLCPGE (Association des proviseurs de CPGE) et de son président, Jean Bastianelli, sceptique quant à la possibilité pour ce collège d'apparaître dans un classement international. "**Les prix Nobel ne travaillent pas dans nos établissements**. Nous ne sommes pas concernés par le périmètre de Shanghai", pointe le proviseur. Ce dernier suggère plutôt des regroupements par académie, voire au sein même des Comue. "Il existe de trop grandes différences dans le paysage de l'enseignement supérieur d'une académie à l'autre", argumente-t-il.

Alors que les discussions se poursuivent, l'UPS envisage de mettre en avant cette thématique, **à l'occasion de la campagne présidentielle**, comme l'indique Sylvie Bonnet : "Nous attendons simplement que le débat se tourne un peu plus vers l'éducation et la recherche..."

Neuf Comue dans le top 200 de Shanghai... d'après une simulation

PSL (Paris Sciences et Lettres) 25e du classement de Shanghai, Saclay 26e, Sorbonne Universités 40e et Université Sorbonne-Paris-Cité 52e. C'est le résultat d'une étude réalisée par Daniel Egret, chercheur et chargé de mission à PSL. Chaque année, depuis 2014, il propose **une simulation de la place des Comue au sein du classement de Shanghai**. Ainsi, en 2016, 17 regroupements français figureraient dans le top 500 du prestigieux classement international.

Pour rappel, en 2016, 22 écoles et universités françaises étaient classées dans le top 500 du classement de Shanghai, dont trois dans le top 100 et neuf dans le top 200.



GOVERNANCE

Classes prépas : un collège national pour plus de visibilité

Échanger davantage entre cursus, gagner en clarté et en visibilité en France et à l'international, au point de figurer un jour dans les classements internationaux.. Voilà quelques avantages d'un collège national des classes prépas. L'idée de cette super-structure, qui regrouperait toutes les CPGE françaises, a été lancée par l'UPSTI (Union des professeurs de sciences et techniques industrielles), le 14 octobre. « *Nous pourrions gagner en visibilité à l'étranger et nous retrouver bien placés dans le classement de Shanghai, étant donné que presque tous les prix Nobel français sont passés par nos classes préparatoires* », lance Hervé Riou, président de l'association. Une prise de position qui peut surprendre, quand l'ARWU (Academy ranking of world universities), organisme responsable du classement de Shanghai, refuse de prendre en compte les Comue françaises.

Le collège national, « un espace d'échanges ». Quoi qu'il en soit, les associations de professeurs de classes préparatoires sont unanimes sur les bienfaits d'un tel regroupement. Ce dernier permettrait de résoudre en partie « *le problème institutionnel sur lequel reposent les prépas* », estime Sylvie Bonnet, présidente de l'UPS (Union des professeurs de classes préparatoires scientifiques). À savoir la gestion des CPGE par deux directions différentes : la Dgesco (Direction générale de l'enseignement scolaire) pour l'éducation nationale et la Dgesip (Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle) pour l'enseignement supérieur. « *Cet obstacle serait aplani par un tel collège national, qui pourrait regrouper des représentants de chaque direction*, note la présidente de l'UPS. *En 2013, lorsque nous avons introduit de nouveaux enseignements d'informatique dans les programmes des CPGE, la situation était complexe, car il était difficile pour la direction de l'enseignement scolaire, en charge des professeurs des classes prépas, de trouver des enseignants ! Un collège offrirait un espace d'échange et éviterait ces frictions.* » Cette structure pourrait rassembler des représentants des universités et fluidifier ainsi la signature des conventions, désormais obligatoires entre

universités et classes préparatoires. Restent à déterminer la structure et la gouvernance de ce grand ensemble. Philippe Heudron, chargé des affaires internationales de l'APHEC (Association des professeurs des classes préparatoires économiques et commerciales) et ex-président de l'organisme, suggère la mise en place d'« *un établissement en réseau, avec, à sa tête, un recteur, nommé directeur du collège, et un conseil d'administration ouvert aux universités* », regroupant des présidents des associations de professeurs et de proviseurs de lycées comptant des classes prépas, des représentants du ministère et de la CPU. « *L'entreprise ne serait pas si complexe à monter, les prépas disposent déjà de programmes et de recrutements nationaux* », plaide Philippe Heudron. **De trop grandes différences d'une académie à l'autre.** Cependant, certains se montrent plus réticents. C'est le cas de l'APLCPGE (Association des proviseurs de lycées de CPGE) et son président, Jean Bastianelli : « *Les prix Nobel ne travaillent pas dans nos établissements. Nous ne sommes pas concernés par le périmètre de Shanghai* », pointe-t-il, suggérant plutôt des regroupements par académie, voire au sein même des Comue. L'UPS envisage de mettre en avant cette thématique lors de la présidentielle, comme l'indique Sylvie Bonnet : « *Nous attendons simplement que le débat se tourne un peu plus vers l'éducation et la recherche...* »

Des associations de professeurs en CPGE veulent créer un collège des classes préparatoires

Paris - Publié le jeudi 15 décembre 2016 à 15 h 36 - Essentiel n° 80446

« Créer un collège des classes préparatoires, une structure qui renforcerait le caractère national des CPGE », telle est l'idée lancée par Hervé Riou, président de l'UPSTI, à la rentrée 2016. Selon les informations recueillies par News Tank, le 06/12/2016, différents organismes de professeurs de classes préparatoires participent aux discussions avec l'UPSTI : l'APHEC, l'UPLS, l'UPS, l'UPA et l'APPLS.

« Nous souhaitons créer un "collège des classes préparatoires", dans le sens du terme anglo-saxon "college". Notre volonté est de conserver le caractère national des quatre piliers des classes prépa : les programmes, le recrutement des professeurs, le recrutement des élèves et les concours. Il faudrait aller le plus vite possible, pour profiter de l'échéance électorale, qui pourrait accélérer notre dossier. Nous devons avoir des propositions à faire aux candidats à l'élection présidentielle. Mais nous sommes en phase de discussion et certaines choses ne sont pas encore décidées », indique Hervé Riou, président de l'UPSTI, à News Tank.

Pourquoi un collège des prépas ?

« Il existe, actuellement, un comité de concertation et de suivi des classes préparatoires aux grandes écoles [créé en 2012] pouvant émettre avis et recommandations sur l'organisation et le fonctionnement de ces classes. Mais il est regrettable qu'il ne fonctionne pas de manière efficace et qu'il ne soit pas plus actif. Ce comité se réunit peu et généralement seulement à la demande des associations », déclare Jean-François Beaux, président de l'UPA.

Sylvie Bonnet, présidente de l'UPS, indique également : « actuellement, le comité joue plutôt un rôle de suivi. Il n'est qu'assez peu un organe de concertation, ou un conseil consultatif. Il faudrait avoir une structure ayant un vrai poids. »

Les objectifs du « collège des classes prépa »

Des objectifs nationaux face aux réformes

« Avec une structure nous fédérant, nous aurons plus d'impact pour agir sur les évolutions des classes prépa, en lien avec la réforme du lycée et pour nous adapter aux demandes des écoles pour lesquels on forme des étudiants », indique Hervé Riou.

Alain Joyeux, président de l'APHEC, ajoute : « Nous craignons une régionalisation de la gestion des classes préparatoires, nous avons vu des recteurs décider d'ouverture ou de fermeture de classes prépa. Il est important que le maillage du territoire reste équilibré et que les programmes soient nationaux, car le concours est national. »

national, car le concours est national. »

Et un objectif de visibilité internationale

L'UPS appuie sur le point du maillage territorial et précise : « Il faut une instance forte, qui ait voix au chapitre concernant la carte scolaire, pour négocier les conventions avec les universités et fluidifier les relations. Par exemple, pour la question des conventions entre classe prépa et universités, instaurées par la loi ESR de 2013 : les universités sont autonomes, donc hétérogènes, ce qui n'est pas le cas des classes prépa. Ainsi, nos élèves n'ont pas leur parcours reconnu partout de la même manière. Avec plus de pouvoir, on pourrait imaginer un accord au niveau national. Les attestations en fin de classe préparatoire pourraient porter une mention nationale, au lieu de nommer le lycée d'origine, par exemple. Cela serait un avantage pour les étudiants ingénieurs pour solliciter un échange à l'international durant leur cursus, le début de leur parcours serait plus clair, plus lisible, à l'international », déclare Sylvie Bonnet.

« Nous espérons que cette structure nous donne une visibilité à l'international : elle pourrait nous permettre de discuter avec Shanghai Ranking, et peut-être, apparaître un jour dans leur classement. Je sais que les risques de refus sont très forts car nous ne rentrerons probablement pas dans les critères mais, au moins, nous aurons fait avancer les choses », indique Hervé Riou.

Une idée déjà existante

Il y a quelques années, le projet d'un rassemblement des associations de professeurs de CPGE avait déjà été proposé :

« Cette idée de rassemblement n'est pas nouvelle, j'avais déjà appelé à la création d'un collège national des CPGE, en juin 2014. Nous souhaitons défendre le caractère national du système des classes prépa, sur tout le territoire. Ainsi, mes élèves de Besançon partent faire des études supérieures dans toute la France. Il faut encourager cette mobilité et ne pas les confiner aux formations de leur région », déclare Sylvie Bonnet.

De même, Alain Joyeux indique : « L'Aphec, par la voix de son ancien président Philippe Heudron, avait déjà formulé cette proposition, il y a plus de dix ans. Une dimension institutionnelle donnerait plus de cohérence et de lisibilité. L'Aphec a peut-être eu raison trop tôt mais nous nous réjouissons que cette idée soit reprise désormais par d'autres acteurs de la filière même s'ils n'en ont pas la paternité. L'idée a été évoquée à plusieurs reprises, mais il n'y pas eu de relai de la part des ministères. »

Le fonctionnement envisagé

« Les associations devraient subsister, pour le travail sur le terrain. On a une légitimité. L'organisation serait un lieu qui nous rassemble et qui fait valoir le travail que l'on fait », déclare Sylvie Bonnet.

« Nous réfléchissons à la forme juridique. C'est une vraie question à laquelle nous n'avons pas encore de réponse. On peut s'inspirer de ce qui se passe dans les réseaux Insa ou Polytech, qui sont des structures de formations locales avec un organe pilote national, qui n'interfererait pas dans la vie des établissements. Un président d'association de professeurs de prépa ou une personne tierce, comme dans les CA d'école, pourrait le présider. Il faudrait une visibilité et une notoriété pour être écouté », indique Hervé Riou.

Alain Joyeux, de l'APHEC, avance une autre piste : « Le collège pourrait être présidé, par exemple, par un recteur ; ce qui donnerait plus de visibilité pour les classes préparatoires ».

Les membres du « collège des classes prépa »

La question est en discussion au sein des associations, notamment sur la question de l'ouverture à d'autres acteurs :

« Peut-être pourrions nous, en plus des associations des professeurs de classe prépa, également accueillir des représentants de la Dgesip, la Degsco, de la CPU, de la CGE, de la Cdefi et d'autres, dans un esprit assez proche de ce qui existe dans le comité actuel », indique Sylvie Bonnet.

« Ce serait une sorte de conseil représentant non seulement les classes préparatoires mais aussi des grandes écoles et éventuellement des universités (compte tenu des conventions mises en place depuis la loi ESR, de 2013), il pourrait également inclure un représentant du ministère. Une telle organisation favoriserait les synergies entre les différents acteurs », note Alain Joyeux.

Les associations participant aux discussions

Le projet rassemble, aujourd'hui, des associations de classes préparatoires scientifiques, économiques et littéraires :

« Il ne faut pas y aller en ordre dispersé. L'idée est acceptée, il faut réfléchir ensemble à cette structure pour proposer quelque chose de cohérent. La communication est déjà très bonne entre les associations. Plusieurs associations échangent régulièrement sur ce projet :

- l'APHEC (Association des professeurs de classes préparatoires économiques et commerciales),
- l'APPLS (Association des professeurs de premières et de lettres supérieures) ,
- l'UPA (Union des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles agronomiques, biologiques, géologiques, vétérinaires et aux sections correspondantes des écoles normales supérieures),
- l'UPLS (Union des professeurs enseignant les disciplines littéraires dans les classes préparatoires scientifiques),
- l'UPS (Union des professeurs de classes préparatoires scientifiques) ,
- l'UPSTI (Union des professeurs de sciences et techniques industrielles exerçant en classes préparatoires aux grandes écoles) », indique Hervé Riou, de l'UPSTI.

« L'APLCPGE (Association des proviseurs de lycées à classes préparatoires aux grandes écoles) n'est pas dans notre groupe de réflexion, il faut qu'on convainque ce partenaire », déclare le président de l'UPSTI.



AEF Dépêche n°552503 - Paris, le 20/12/2016 11:14:00
- Enseignement scolaire -

Compte : riou (76738) - 82.234.22.207 - www.aef.info

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

Pisa et Timss : "il faut modifier les programmes et la pédagogie" en sciences (Association d'enseignants de STI)

Par **Laure Delacloche**



Hervé Riou, président de l'UPSTI

"Nous savions que les résultats de Timss et de Pisa allaient être médiocres", déclare à AEF Hervé Riou, président de l'UPSTI, le 14 décembre 2016. "Ces dernières années, peu de choses ont évolué dans l'enseignement des sciences", note-t-il, précisant que les élèves bénéficiant d'un enseignement novateur des sciences "enregistrent de meilleures notes en mathématiques" au bac. Il préconise pour certaines filières un "enseignement plus concret" et intégrant "des exemples technologiques du monde qui nous entoure". À propos des inégalités sociales entre élèves soulignées par Pisa, il répond que "le système éducatif français reproduit les inégalités sociales car pour maîtriser un enseignement très abstrait, certains enfants pourront s'appuyer sur leurs parents tandis que d'autres moins". L'UPSTI compte par ailleurs se développer en direction des professeurs de collège et de lycée.

AEF : Les résultats de Timss Advanced (lire sur AEF), conduite auprès d'élèves de terminale scientifique, montrent que les élèves français enregistrent de mauvais résultats en sciences et en mathématiques. L'étude Pisa, elle, démontre que les élèves âgés de 15 ans sont dans la moyenne de l'OCDE (lire sur AEF). Que vous inspirent ces résultats ?

L'Union des professeurs de sciences et techniques industrielles (UPSTI)

L'Union des Professeurs de Sciences et Techniques Industrielles exerçant en Classes préparatoires compte environ 1 000 membres, dont plus de 700 professeurs. Plusieurs centaines de partenaires (industriels notamment comme Renault, Thalès, SNCF, Schneider Electric...) en font partie.

Hervé Riou : Il ne faut pas les accueillir avec émoi : nous savions que les résultats allaient être médiocres. Ces dernières années, peu de choses ont évolué dans l'enseignement des sciences. Seuls les élèves de bac scientifique suivant une option "sciences de l'ingénieur" ou les élèves de

STI2D bénéficient d'un enseignement des sciences et de technologie novateurs. Les enseignants partent de l'environnement direct des élèves et d'applications concrètes, via des exemples technologiques issus du monde qui nous entoure, ce qui fait prendre du sens aux concepts enseignés.

Nous constatons que lors du baccalauréat, ces élèves enregistrent de meilleures notes en mathématiques car ils bénéficient d'un enseignement technologique. De nombreux travaux de sociologues de l'éducation montrent un phénomène élémentaire : lorsque l'enseignement est concret, les élèves réussissent mieux. Or, en France, l'enseignement des mathématiques reste abstrait. Peu de professeurs mettent en place la pédagogie de projet, ils n'y ont pas été formés et reproduisent ce qu'ils ont vécu en tant qu'élève. Il faudra du temps pour changer leurs pratiques.

Au collège, il existe des initiatives louables mais le programme de physique porte sur l'atome ou encore le système solaire. Ce sont deux échelles très éloignées du monde réel.

AEF : Les résultats de Pisa montrent également l'iniquité du système éducatif français : il y a 118 points d'écart entre les performances des élèves les plus favorisés et les plus défavorisés (lire sur AEF). L'enseignement plus concret des sciences peut-il aider à réduire cet écart ?

Hervé Riou : Tout à fait ! Le système éducatif français reproduit les inégalités sociales car pour maîtriser un enseignement très abstrait, certains enfants pourront s'appuyer sur leurs parents tandis que d'autres moins. C'est aussi pour cette raison qu'il faut modifier les programmes et les pratiques pédagogiques, afin d'encourager l'enseignement des sciences par la technologie. En France, la technologie souffre d'une image dégradée et méprisante : c'est scandaleux !

AEF : L'UPSTI souhaite désormais se développer en direction des enseignants : pourquoi ?

Hervé Riou : Nous avons décidé en mai dernier de nous adresser aux professeurs de collèges, de lycées et de l'enseignement supérieur afin de créer une communauté bien plus large que celle, historique, des enseignants de classes préparatoires. Nous souhaitons représenter une structure unique pour déployer l'idée selon laquelle l'école doit se rapprocher de l'industrie.

Nous allons donner accès, sur notre site internet, à des activités pédagogiques et nous allons créer des formations pour les professeurs qui le désirent. Nous organiserons également des moments d'échanges entre acteurs de l'éducation et de l'industrie, notamment un colloque international qui aura lieu en Île-de-France en mai 2017. Ce sera l'occasion de réfléchir aux modifications de nos programmes pour mieux former les élèves à la technologie.

Carrière en CPGE : lettre à Mme la ministre

Madame Najat VALLAUD-BELKACEM

Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
110 rue de Grenelle
75357 Paris SP 07
Paris, le 16 décembre 2016

Objet : carrières des enseignants et classes préparatoires

Madame la Ministre,

A l'heure où le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche engage une redéfinition des carrières des personnels enseignants portant aussi bien sur la rémunération des professeurs que sur le déroulement de leurs carrières et les modalités de leur évaluation, nous avons l'honneur d'appeler votre attention sur le cas des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles, dont la spécificité n'est pas prise en compte dans l'état actuel des textes.

Nous nous inquiétons tout d'abord de ce que le corps des professeurs de chaire supérieure n'ait pas été évoqué lors de la mise en oeuvre du protocole PPCR. Comme dans ces conditions la promotion d'un professeur agrégé à la chaire supérieure risquerait de se traduire par une régression salariale, il nous apparaît absolument indispensable que ce corps, qui constitue le point d'aboutissement normal de la carrière d'un professeur de CPGE, soit pris en considération au même titre que celui des professeurs agrégés.

Par ailleurs, comme la nomination et la mutation des professeurs des classes préparatoires dépendent de l'Inspection générale, nous souhaiterions obtenir la garantie que leur évaluation pédagogique continuera à relever de sa seule compétence, que ce soit lors des rendez-vous de carrière ou à l'occasion d'autres inspections. De manière générale, il nous apparaît logique que la spécificité des missions des professeurs des classes préparatoires, qui enseignent dans le post-bac, se traduise par des modalités spécifiques d'évaluation. Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour la Conférence des Classes Préparatoires,
le SNALC-FGAF et le SNES-FSU
Sylvie BONNET

Signataires :

Alain JOYEUX, Président de l'APHEC

Marc EVEN, Président de l'APPLS

François PORTZER, Président du SNALC-FGAF

Frédérique ROLET, Secrétaire générale du SNES-FSU

Jean-François BEAUX, Président de l'UPA

Rémy BOULARD, Président de l'UPLS

Sylvie BONNET, Présidente de l'UPS

Hervé RIOU, Président de l'UPSTI

Courrier également adressé à M. Ali SAÏB conseiller en charge de l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche à Matignon

Les défis de la formation technologique en France (Think Technology)

Paris - Publié le mercredi 8 février 2017 à 11 h 53 - Actualité n° 86598

« Il nous faut réexaminer les relations entre recherche et industrie pour former les ingénieurs de demain et les rendre capables d'anticiper les ruptures technologiques », affirme [Yves Bréchet](#), professeur des universités à Grenoble INP et Haut-commissaire à l'énergie atomique, lors de sa conférence d'introduction du séminaire Think Technology, organisé par Ihter Consult dans le cadre de l'événement Think Education, le 07/02/2017, à l'Université Paris-Dauphine.

« La richesse du monde technologique contemporain, son emprise sur tous les domaines de la vie sociale, son contenu scientifique de plus en plus sophistiqué et la rapidité de son évolution nous conduisent à repenser la dualité entre science et technologie, entre recherche et industrie, entre formation par cours magistraux et formation par apprentissage », souligne-t-il.

Le débat « Quelle formation pour la technologie ? », animé par [Agnès Millet](#) (News Tank) a permis aux quatre intervenants, [Christian Lermينياux](#), directeur de Chimie ParisTech ; [Horst Hippler](#), président de la HRK ; [Hervé Riou](#), professeur au lycée Chaptal et président de l'UPSTI, et [Jean-Michel Nicolle](#), président de l'UGEI, d'échanger leurs points de vue sur les défis auxquels l'enseignement technologique en France fait face.

Renforcer les liens entre recherche et industrie

« Il existe une grande tradition de collaboration avec l'industrie en Allemagne. Le système universitaire allemand repose sur de nombreux échanges entre la recherche et l'industrie sous la forme de projets pratiques ou de stages obligatoires pour les étudiants en ingénierie et en sciences humaines. De plus, un enseignant chercheur en ingénierie doit avoir travaillé au moins dix ans dans le milieu industriel avant son entrée en fonction. », explique Horst Hippler, représentant des recteurs d'université allemands.

Selon Yves Bréchet, le modèle allemand décrit par Horst Hippler peine à être appliqué en France. Il cite notamment la disparition du DRT (diplôme de recherche technologique, bac +6).

« Face à un problème technologique concret, ce diplôme poussait l'étudiant à expérimenter dans les laboratoires durant 18 mois. Cette formation, qu'on n'a pas su acclimater en France, a permis à l'Allemagne de tisser des liens solides entre les laboratoires universitaires et les entreprises (notamment les PME et PMI de haute technologie). »

« Dans un monde rempli d'innovations technologiques, la formation des ingénieurs doit les mettre en état de préparer le coup d'après. Cela suppose que le corps enseignant soit en prise directe avec la science au meilleur niveau et avec les préoccupations industrielles. Se dédouaner de cette double exigence en invitant des conférenciers issus du monde industriel ou en ayant des contrats de recherche avec l'industrie n'est plus suffisant. Les enseignants-chercheurs doivent être incités voire encouragés à avoir une activité de consultant dans l'industrie. Il est indispensable de repenser le mode d'interaction entre le corps enseignant et les ingénieurs en activité dans le monde industriel », poursuit Yves Bréchet.

 *Repenser le mode d'interaction entre le corps enseignant et les ingénieurs*

Rendre la technologie attractive pour les jeunes

Selon Christian Lerminiaux, la technologie souffre d'une vision très négative :

« La technologie est ce que l'on fait quand on ne s'oriente pas vers des études générales. La technologie est associée au baccalauréat technologique et, par extension, à la technique. En France, il est noble de comprendre mais très vulgaire de faire. »

Les propositions de Christian Lerminiaux

- « Faire appel aux enseignants des sciences pour prendre en charge l'enseignement technologique dans le but de faire le pont entre la technologie et les sciences. »
- « Faire en sorte que l'objectif fondamental de la formation technologique soit autant de faire que de comprendre. »
- « Promouvoir davantage l'entrepreneuriat. »
- Effectuer des changements structurels au sein de l'enseignement supérieur : « Renommer les filières d'université pour y inclure plus le mot « technologie », encourager le doctorat en entreprise, développer le DRT (diplôme de recherche technologique, bac +6). »

Hervé Riou dresse plusieurs constats quant au rapport de la jeunesse française à la technologie :

- « Le rapport des jeunes au savoir a considérablement changé avec l'arrivée d'Internet. Une question posée en ligne aboutit à des centaines de réponses immédiates. Concernant la formation scientifique, on peut se demander si l'apprentissage par cœur a toujours son importance. Aujourd'hui cet aspect n'est plus si important car les informations sont disponibles à distance. Il ne faut cependant pas confondre savoir et connaissances. »
- « Le rapport des jeunes à la technologie a changé. Aujourd'hui les jeunes sont « techno-addict » et entourés de technologie. Ils maîtrisent et adorent cette nouvelle technologie. »
- « Les gens ont une vision erronée de l'évaluation de l'enseignement technologique. Interrogée sur le commencement des épreuves du baccalauréat, la presse se réfère toujours à l'épreuve de philo-

sophie. C'est faux. Les formations technologiques ont passé de nombreuses épreuves un mois avant celle de philosophie. Mais tout le monde l'ignore. »

- « Quand on s'interroge sur la formation des scientifiques en France, on fait souvent allusion au bac scientifique. Personne ne regarde ce qu'il se passe à côté de ce bac S alors que les filières technologiques, comme celle STI2D, ont complètement changé. Les filières STI2D et S ont les mêmes programmes en mathématiques et en physique chimie. Or personne n'en parle », souligne-t-il.

Hervé Riou ajoute qu'il « faut permettre à ceux qui portent ces convictions d'intégrer les instances de décision. »

Repenser la dualité sciences fondamentales et appliquées

« De toutes les maladies dont souffre notre pays, l'une des plus courantes est celle des oppositions simplistes. S'il y a un domaine où ce réflexe est particulièrement contre-productif, c'est la formation de la jeunesse aux disciplines pour maîtriser les technologies de demain », note Yves Bréchet faisant allusion à l'opposition faite entre sciences fondamentales et appliquées.

Horst Hippler souligne que cette dualité n'a plus lieu d'être :

« La différenciation entre sciences fondamentales et appliquées n'est plus justifiable. Quand on parle de la science fondamentale, on parle en réalité de la science qui n'a pas encore été appliquée. »

Pour Yves Bréchet : « Si on observe l'évolution de nos sociétés, le savoir et l'action scientifique sont de plus en plus entremêlés. Repenser la dualité ne signifie pas la gommer mais cela signifie l'assumer et la dépasser. Nous accroîtrons nos chances de former les ingénieurs de demain au lieu de cloner les professeurs d'hier. La réflexion autour de la formation aux technologies modernes nous pousse à ré-examiner la dualité sciences fondamentales et appliquées pour comprendre ce que l'on doit enseigner. »

 *Inviter les étudiants à imaginer un peu plus le futur*

« La formation à la technologie doit inviter à inventer les technologies de demain. On peut donc se demander comment former les jeunes à une technologie que l'on ne connaît pas encore. Je pense qu'il est important de réhabiliter la technologie

imaginaire dans les formations technologiques. Il faut inviter les étudiants à imaginer un peu plus le futur. La formation au rêve doit être aussi une de nos ambitions. Il faut donc doter les étudiants de compétences nouvelles pour les préparer à la résilience et à l'inconnu », note Jean-Michel Nicolle.

Retranscription de Think Education : un partenariat avec le master journalisme européen de Paris 3 Sorbonne Nouvelle

Cet article est rédigé par les étudiants du master bilingue journalisme européen de Paris 3 Sorbonne Nouvelle avec lequel News Tank a noué un partenariat. Tout au long de Think Education, ils retranscrivent les ateliers avant leur relecture et publication par la rédaction.

© News Tank 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »



www.studyramagrandesecoles.com

Pays : France

Dynamisme : 0



[Visualiser l'article](#)

APB : comment sont traités les dossiers de sélection de prépa ?

Découvrez les dessous de la procédure de sélection pour l'entrée en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) ? Qu'est-ce qu'un bon dossier ? Comment sont jugées les attestations de vos enseignants ? Que valent vos notes ? Existe-t-il un classement des candidats ? Hervé Riou, président de l'UPSTI, a répondu aux questions de la rédaction de Studyrama TV.

Cordées de la réussite : l'Ile-de-France lance un nouvel appel à projets et double son budget

Paris - Publié le mardi 28 mars 2017 à 17 h 57 - Actualité n° 90158

« Un appel à projets pour financer de nouvelles cordées de la réussite est disponible dès aujourd'hui sur le site de la région. Notre objectif est de passer de 79 à l'heure actuelle, à 150 cordées d'ici 2021 », déclare [Valérie Pécresse](#), présidente de la région Ile-de-France, en clôture de la Conférence régionale des cordées de la réussite organisée le 27/03/2017. Elle annonce par ailleurs le doublement du budget régional consacré à ce programme, qui passera à 600 k€ en 2017.

Les cordées de la réussite sont un dispositif créé en 2008 par Valérie Pécresse, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il met en lien des lycées, des grandes écoles, des universités et des instituts, afin de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes « quel que soit leur milieu socio-culturel ». « C'est une fierté de voir que dix ans après, il rencontre un beau succès partout en France, avec 375 cordées labellisées en 2017 contre 100 en 2009 », poursuit Valérie Pécresse. Elle appelle à travailler à son développement autour de trois axes : les lycéens professionnels, les zones rurales, et l'égalité filles/garçons.

Interpellée par un élu étudiant sur « l'oubli » des universités dans ce dispositif, la présidente de la région admet « qu'il y a un travail à faire pour démocratiser l'accès à l'université, non seulement vers les filières sélectives mais aussi la perspective d'études longues ».

Coordonnée par [Hervé Riou](#), président de l'UPSTI et chargé de mission sur les cordées de la réussite à la région Ile-de-France, cette journée a permis de dégager des propositions d'amélioration dans le cadre de quatre groupes de travail :

- groupe 1 : « Les Cordées et le numérique : quelles nouvelles perspectives ? »
- groupe 2 : « Les Cordées de la réussite et les zones rurales : quelles possibilités ? »
- groupe 3 : « La formation des tuteurs : quel programme à mettre en place ? »
- groupe 4 : « L'articulation des différents acteurs des Cordées : quelle animation pour ce réseau ? »

Les propositions issues des ateliers

L'apport du numérique

Le nouveau paysage de l'ESR « appelle un second élan des cordées, afin qu'elle s'enracine, non comme un simple dispositif mais comme un esprit », estime Pascal Charvet, Igen et ancien directeur de l'Onisep. Il juge que le numérique peut jouer un rôle dans « une meilleure identification et fédération des énergies en Ile-de-France ».

Pour cela, il indique trois pistes :

- Créer au sein du futur portail des métiers d'IDF, un espace d'information comprenant une cartographie intelligente des cordées.
- Mettre en place, toujours sur le même portail, une plateforme d'échanges de bonnes pratiques, sur le modèle des réseaux sociaux, afin aussi de créer une image de marque « Cordées Ile-de-France » et de valoriser les expériences.
- Utiliser les heures d'accompagnement personnalisé en lycée pour faire de l'orientation et former à cet égard les enseignants.

Un nouveau portail régional de l'orientation pour l'automne 2017

« L'orientation est une compétence régionale dont nous nous emparons pour créer un portail unique », annonce Valérie Péresse. Pour cela, elle a missionné Pascal Charvet, Igen et ancien directeur de l'Onisep de 2008 et 2013. Le portail devrait être disponible à l'automne 2017.

Les cordées dans les zones rurales

En Ile-de-France, « 40 % de la région est en zone rurale, ce qui implique des problèmes d'éloignement géographique et social. Les familles ont du mal à voir quels sont les champs des possibles et manquent parfois d'ambition ».

- Sur le problème de mobilité et transport, il est avancé la possibilité de créer des cordées plus locales, « en lien avec la commune ou l'agglomération, la CCI, les organisations de métiers, etc. », afin aussi de valoriser la culture locale : « La culture n'est pas seulement à Paris, or souvent les élèves l'ignorent ».
- Afin d'inciter au développement de ces cordées, leur gestion pourrait être confiée à une personne à temps plein, indemnisée, comme un jeune en service civique.

La formation et le recrutement des tuteurs

Le dispositif repose sur l'accompagnement par des tuteurs, qui sont des étudiants volontaires des universités ou grandes écoles. Selon le rapporteur de l'atelier sur le sujet, « il existe peu de formations formalisées alors que certaines choses sont importantes à maîtriser : sur la posture par rapport aux tutorés, la relation jeune adulte adolescent, la gestion du temps, du stress, etc. ».

- Il est proposé de mutualiser les fiches des actions existantes, d'organiser des temps de formation avec des retours d'expériences (déroulement des séances, difficultés rencontrées, etc.).

Autre enjeu : le recrutement des tuteurs face au manque de candidatures.

- Pour cela, il est proposé de développer les actions de reconnaissance du tutorat : certificat, annexe au diplôme, prise en compte de l'engagement étudiant par des ECTS, dans le cadre de la récente

loi Egalité citoyenneté, etc.

L'animation du réseau

Afin de mieux identifier les acteurs et les compétences, il est proposé de mettre en place un outil permettant « l'identification active des partenaires, suivant une typologie à inventer (territoriale, nature des établissements, thématiques, etc.) ».

Autre objectif : harmoniser les pratiques.

- « Cela consiste non à uniformiser le système car chaque cordée doit garder sa spécificité, mais à simplifier la partie administrative (formulaires, documentation des projets) », et à « créer des moments de rencontre entre les partenaires ».

Sur la question du pilotage, les participants se sont accordés sur le fait qu'il faut faire cohabiter trois niveaux : national, académique et local.

- « Le niveau national permet de communiquer sur le dispositif mais il existe un enjeu de déconcentration de la gouvernance pour être au plus proche de la réalité des actions. Or le niveau académique n'est pas toujours suffisant pour appréhender les besoins concrets. Il y a besoin de mieux connaître ses partenaires immédiats, même s'il ne faut pas non plus enfermer les lycéens dans un maillage trop serré. Il faut trouver où placer ce niveau local. »

Conseil régional d'Île-de-France



- Le conseil régional d'Île-de-France est l'assemblée délibérante de la région française Île-de-France.
- Départements :
 - Paris (75)
 - Seine-et-Marne (77)
 - Yvelines (78)
 - Essonne (91)
 - Hauts-de-Seine (92)
 - Seine-Saint-Denis (93)
 - Val-de-Marne (94)
 - Val-d'Oise (95)
- Préfecture : Paris
- Présidente de la Région Île-de-France : Valérie Pécresse
- Vice-présidente en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche : Faten Hidri

Conseil régional d'Île-de-France
33, rue Barbet-de-Jouy
75007 Paris - FRANCE
Téléphone : 01 53 85 53 85



Fiche n° 4145, créée le 01/06/16 à 13:16

© News Tank 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »



AEF Dépêche n°559477 - Paris, le 28/03/2017 11:08:00
- Coursus et Insertion - Enseignement scolaire -

Compte : riou (76738) - 37.165.241.251 - www.aef.info

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

La région Île-de-France veut atteindre 150 Cordées de la réussite en ciblant zones rurales et enseignement professionnel

Par Judith Blanes



Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, souhaite porter le nombre de Cordées de la réussite de 79 à 150 d'ici la fin de sa mandature en 2021 et pour cela elle encourage les proviseurs réunis par la collectivité pour la première fois le 27 mars 2017 à les développer

dans l'enseignement professionnel, où elles sont "trop peu nombreuses" et à "aller vers les zones rurales". Elle annonce l'ouverture d'un appel à projets pour financer les établissements labellisés, y compris ceux qui ne relèvent pas des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Hervé Riou, président de l'Upsti et chargé de mission égalité des chances depuis un an, sera chargé de l'animation du réseau localement. La collectivité a également choisi de doubler le budget des Cordées de la réussite qui s'élève à 600 000 €.

"Notre objectif est de 'doubler' le nombre de Cordées de la réussite. Nous en avons 79 mais nous en voulons 150 d'ici la fin de la mandature en 2021, indique la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse. Pour la première fois la collectivité a réuni près de 200 chefs d'établissements franciliens pour une "conférence régionale des Cordées de la réussite". Objectif : montrer "l'engagement politique sans faille" de la majorité et de sa présidente, qui a lancé ce dispositif d'égalité des chances en 2008 alors qu'elle était ministre de l'Enseignement supérieur.

DES CORDÉES PLUS PRÉSENTES DANS LES "QPV"

La région Île-de-France - "la région des inégalités scolaires" - a "deux frontières", explique Valérie Pécresse : les quartiers populaires et les territoires ruraux. Les premiers, classés quartiers prioritaires de la politique de la ville, sont déjà bénéficiaires de financement au titre de la politique de la ville. Les seconds beaucoup moins, et d'après les travaux d'Hervé Riou, président de l'Upsti missionné depuis un an sur ce sujet, sont moins labellisés Cordées de la réussite et donc reçoivent moins de financements du Commissariat général à l'égalité des territoires et des rectorats.

En effet, dans près de 60 % des Cordées, de la moitié jusqu'à la totalité des bénéficiaires sont issus d'un quartier prioritaire politique de la ville, d'après des données officielles. Pourtant les cartographies du Céreq montrent que dans une partie non négligeable du territoire francilien qui ne rentre pas dans la

18 000

C'est le nombre de bénéficiaires dans les 79 Cordées en Île-de-France. Elles représentent 22 % Cordées au niveau national. L'Île-de-France est ainsi la 1re région en nombre de Cordées devant Auvergne-Rhône Alpes et Paca.

catégorie QPV, les risques d'échecs scolaires sont élevés, notamment en périphérie (*voir photos en fin de dépêche*). Par ailleurs, dans les 227 lycées engagés dans des Cordées, 74 % des élèves bénéficiaires sont scolarisés dans la filière générale.

Hervé Riou, dont la mission est prolongée pour animer ce réseau des Cordées, indique à AEF que les établissements professionnels et situés en zones rurales seront "prioritaires" dans l'attribution des crédits de la région. La collectivité a également doublé le budget des Cordées de la réussite qui s'élève à 600 000 €.

FACILITER LES DÉMARCHES POUR OBTENIR DES FINANCEMENTS PLUS RAPIDES

Pour être "plus réactif", l'examen des dossiers se fera selon la périodicité des commissions permanentes du conseil régional. Les 3 rectorats franciliens, présents lors de cette journée, soumettent leurs formulaires en mai. La région veut d'ailleurs contribuer à l'harmonisation des procédures de demandes de labellisation entre les 3 rectorats (Versailles, Paris et Créteil) et alléger les dossiers de candidatures des établissements.

372 établissements sont concernés : 227 lycées, 145 collèges. Il y a 57 têtes de Cordées, principalement de grandes écoles (23). Les universités (11, plus 2 IUT) sont moins impliquées.

À 61 % les actions sont de nature diverse et dans 31 % des cas elles portent sur des formations scientifiques et très majoritairement s'organisent sous forme tutorat collectif.

Les freins à la mise en place de Cordées

Le temps de trajet pour les sorties culturelles, le manque de moyens horaires, la difficulté à trouver des tuteurs étudiants ou des bénévoles pour les associations et entreprises, mais des enseignants référents dans des académies franciliennes où les équipes sont instables du fait des mutations. Le suivi des cohortes au-delà de la 1^{re} année est parfois difficile.

Enfin, la région souhaite faire une évaluation du dispositif "à la fin de chaque action en demandant aux élèves et aux étudiants de remplir une enquête de satisfaction", qu'Hervé Riou juge plus juste qu'une enquête quantitative.

Le "portail de l'orientation, de la formation, des métiers et de l'emploi de l'Île-de-France", piloté par l'ancien directeur de l'Onisep Pascal Charvet et qui sera lancé à l'automne prochain, pourrait aussi présenter ces Cordées et faciliter les démarches pour les établissements et les partenaires (1) dans un souci de "favoriser la lisibilité et la visibilité" des informations, suggère Marie-Hélène Granier-Fauquert, directrice générale adjointe en charge de l'enseignement supérieur, de l'orientation et de la recherche. Une autre journée de réunion avec les proviseurs franciliens pourrait être également programmée, peut-être sous la forme d'un "forum".

Ci-dessous la carte de l'implantation des Cordées de la réussite en Île-de-France et l'Atlas des risques sociaux d'échec scolaire du Céreq pour les académies de Versailles, Paris et Créteil. Cliquez pour faire défiler.

Pour l'Atlas des risques sociaux d'échec scolaire : dans les cartes de gauche, les zones rouges signalent les territoires où le risque d'échec scolaire est le plus élevé. Dans les cartes de droite, les zones blanches correspondent à ces mêmes zones mais qui relèvent des "QPV", les zones rouges restantes sont donc les territoires où il y aurait intérêt à créer des Cordées pour Hervé Riou.

(1) Les partenaires peuvent être des établissements supérieurs (grandes écoles et universités), des lycées (encordés à des collèges), des CFA, des entreprises ou des associations.

www.mondedesgrandesecoles.fr

Pays : France

Dynamisme : 9



Page 1/6

[Visualiser l'article](#)

Paul Friedel partage son enthousiasme pour IMT Atlantique

www.mondedesgrandesecoles.fr
Pays : France
Dynamisme : 9



[Visualiser l'article](#)



www.mondedesgrandesecoles.fr
Pays : France
Dynamisme : 9



[Visualiser l'article](#)

Paul Friedel, DG de IMT Atlantique ©IMT Atlantique

Paul Friedel est à la tête de la nouvelle école d'ingénieurs née de la fusion de Mines Nantes et de Télécom Bretagne, IMT Atlantique. Nous lui avons demandé de déclarer sa flamme pour l'établissement qu'il dirige depuis janvier 2017. Les motifs de son enthousiasme sont nombreux !

Que représente le 1er janvier 2017 pour vous ?

Le début d'une grande aventure ! IMT Atlantique est officiellement née. Je suis heureux de constater que l'école représente déjà beaucoup plus que la somme des deux établissements dont elle est issue. IMT Atlantique conjugue des expertises de premier plan – le numérique, l'énergie et l'environnement – avec pour ambition de transformer la société et l'industrie.

Les grandes dates de la nouvelle école

1er janvier 2017 : Naissance de IMT Atlantique Bretagne-Pays de Loire

Juin 2017 : Dépôt du dossier d'habilitation du nouveau programme à la CTI

Septembre 2018 : Premier recrutement sur le concours commun Mines-Ponts

Novembre 2021 : Diplômation de la première promotion d'ingénieurs IMT Atlantique

www.mondedesgrandesecoles.fr
Pays : France
Dynamisme : 9



[Visualiser l'article](#)



Etudiants de la nouvelle école ©IMT Atlantique

www.mondedesgrandesecoles.fr
Pays : France
Dynamisme : 9



[Visualiser l'article](#)



©IMT Atlantique

Quels signaux vous font dire que IMT Atlantique est déjà reconnue ?

Toutes nos parties prenantes ont été consultées. Cela porte ses fruits aujourd'hui. Nos équipes mais aussi nos partenaires, notamment de la COMUE Université Bretagne Loire ou de l'IMT, parlent de nous, nomment l'école. Elle apparaît au 5e rang du classement de l'Usine Nouvelle. La CGE régionale, les associations de professeurs de prépa (UPSTI, UPS notamment) nous identifient. Je suis très heureux d'annoncer que dès le 5 janvier nos associations de diplômés avaient elles aussi fusionnées ! **IMT Atlantique existe ! Tous les indicateurs sont au vert et me font dire que notre projet, notre stratégie, sont les bons.**

« Un ingénieur, c'est quelqu'un qui a la capacité à changer le monde ! »

Paul Friedel déclare sa flamme à IMT Atlantique et à ses futurs ingénieurs

J'aime notre **vision très ambitieuse de l'ingénieur**: grand scientifique et technicien, il maîtrise ses domaines et possède une réelle capacité d'évolution

Je suis fier d'une école qui va **préparer des acteurs des changements du monde**, hautement conscients de leur rôle dans la société, de leur impact sur la vie de chacun

En les formant aux humanités, aux sciences humaines et sociales, à la gestion, nous les dotons aussi d'**un profil d'ingénieurs très cohérent avec les attentes de l'industrie**: capacité de discernement, engagement, prise de recul, esprit critique, capacité d'analyse

Je suis très attaché à l'esprit d'entreprise et à sa transmission à nos élèves car nous **formons de futurs cadres techniques pour la Nation et ses entreprises**, pour préparer l'avenir

www.mondedesgrandesecoles.fr
Pays : France
Dynamisme : 9



[Visualiser l'article](#)

Je suis à ce titre très fier de l'importance prise par notre incubateur créé en 1996, il accueille 40 à 45 startups par an

IMT Atlantique se différencie car elle est fortement fondée sur le triptyque formation/recherche/innovation Elle capitalise sur ses expertises en **se positionnant sur les grandes transitions du 21e siècle**: numérique, énergie et environnement

Elle innove en déployant une pédagogie active, une pédagogie par compétences

Son excellence dans la recherche se développe comme en témoignent la reconnaissance de l'Europe au travers de 3 ERC, la distinction de notre chercheur Claude Berrou lauréat du prix Marconi en 2005 ou encore notre contribution en recherche fondamentale de haut niveau au sein de Subatech à Nantes

Il n'y a pas que moi qui aime IMT Atlantique ! Ainsi, nous avons signé début février une **convention de rapprochement avec l'ENSTA Bretagne**

Le coup de cœur de Paul Friedel

IMT Atlantique est une école en avance, qui bouge.

Elle met l'IMT en mouvement en tant que première école « Mines-Télécom » de l'Institut, elle ouvre la voie.

Elle met aussi son environnement en mouvement. Notre projet est envisagé sous tous ses aspects. Nous travaillons avec nos partenaires locaux pour développer la liaison entre Brest et Quimper. Je considère le défi de la distance entre nos campus comme une opportunité d'innover dans notre organisation et notre manière de travailler ensemble.

PARTAGER LES INNOVATIONS, DÉBATTRE DES ENJEUX : REVIVEZ THINK EDUCATION 2017

TECHNOLOGY - AFRIQUE - NUMÉRIQUE



Pourquoi Think Education ?

Merci aux 1 000 participants de l'édition 2017 de Think Education, l'événement de News Tank consacré à l'innovation dans l'enseignement supérieur. Pendant un an, nous avons travaillé à construire avec vous le meilleur programme possible et à réunir des partenaires de grande qualité autour du projet. La synthèse que vous tenez entre les mains matérialise la richesse des contenus de cette journée. Elle est aussi l'occasion de rappeler nos objectifs en créant cet événement.

Vous surprendre

Chez News Tank, nous sommes des passionnés de l'enseignement supérieur, nous sommes terriblement curieux. En créant Think Education, notre objectif était de vous surprendre par des sujets, des angles, des intervenants que vous n'attendiez pas. Cela s'est traduit en 2017 par une programmation à 360°, pensée pour tous les acteurs des universités et écoles. Open Education et blockchain, design thinking, apprentissage actif, tiers-lieux, impact du numérique et du big data sur l'enseignement supérieur...

Notre fil rouge : l'Afrique

Depuis presque trois ans (News Tank a été lancé mi-2014), cela nous saute aux yeux : l'Afrique est la nouvelle frontière de l'enseignement supérieur français. Partenariats et investissements se multiplient

et nous voulions mieux comprendre ce qui se joue sur ce continent. Nous avons donc fait de l'Afrique notre fil rouge de la journée.

Avec une exigence : donner la parole aux acteurs, décideurs et experts africains. Et organiser le dialogue avec les établissements français.

Un temps politique en pleine actualité

Nous en sommes convaincus : l'enseignement supérieur et la recherche sont des sujets cruciaux, qui n'émergent pas assez dans le débat public. Alors, présidentielle oblige, un débat a réuni les représentants des candidats à l'élection qui étaient prêts à répondre, dans un dialogue direct, aux questions des principales conférences d'établissements de l'enseignement supérieur. ▶



► Vous faire découvrir des speakers

Think Education n'est pas un club fermé c'est un forum ouvert, un moment de respiration, d'inspiration et, pourquoi pas, d'ébullition.

La parole est donc donnée à des acteurs que vous ne connaissez pas encore (et qui ne sont pas tous issus du monde l'enseignement supérieur).

Réunir les « VIP » de l'ESR

L'enseignement supérieur a aussi ses VIP et ils étaient nombreux à nous faire l'honneur et l'amitié d'être présents. Signalons ici la présence de personnalités étrangères de haut niveau :

- Hort Hippler, président de la conférence des recteurs allemands (HRK) ;
- Koffi N'Guessan, directeur de l'INP-HB (Institut national polytechnique Houphouët-Boigny, Yamoussoukro).
- Madicke Diop, administrateur général délégué de BEM Dakar / Kedge Business School
- Ali Elquammah, directeur des relations internationales du Groupe HEM Maroc
- Amina Bouzguenda-Zeghal, directrice générale, Dauphine-Tunis
- William-F Pralong, délégué du président de l'EPFL.

Créer «Think technology»

C'est l'événement dans l'événement : le séminaire «Think technology» a été imaginé par nos complices d'Ither Consult, Michel Mudry et Paul Jacquet.

En deux tables rondes et un grand débat, ils ont cherché à dresser des pistes pour rénover la formation et la recherche technologiques en France. Avec un plateau de choix !

Pour l'analyse d'image des Business Schools et universités d'excellence françaises

Le partenariat noué avec Meltwater a débouché sur une étude d'image inédite. Pour la première fois ont été chiffrées :

- la présence des 10 premières business schools françaises dans la presse en ligne et sur les réseaux sociaux ;
- la présence en ligne des universités lauréates d'une IDEX dans le cadre du programme d'investissements d'avenir.

Lancer le concours «TNES»

Les start-up EdTech spécialisées sur l'enseignement supérieur ont désormais leur concours «TNES» (pour Technologies numériques pour l'enseignement supérieur). Créé cette année, c'est déjà un succès. Nous avons reçu 77 candidatures dans 6 catégories (une entreprise peut concourir dans plusieurs catégories) dont les prix ont été remis lors de Think Education après des « pitches » de 18 start-up.

Un état d'esprit

C'est un peu une université d'été (mais en hiver) que nous voulons installer dans le paysage.

Un protocole réduit au minimum, des moments dédiés pour «networker», une large place accordée au public (qui a posé la majorité des questions lors de tous les débats et ateliers)... Bref tout sauf un colloque statique et institutionnel. Cet événement est le vôtre ! Et d'ores et déjà nous vous donnons rendez-vous l'année prochaine !

Merci à la présidence et aux équipes de l'Université Paris-Dauphine de nous accueillir avec enthousiasme et professionnalisme chaque année !

RETRANSCRIPTION DE THINK EDUCATION : UN PARTENARIAT AVEC LE MASTER JOURNALISME EUROPÉEN DE L'UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

Une partie des articles publiés dans cette synthèse et sur le site de News Tank l'ont été avec l'aide des étudiants du master bilingue journalisme européen de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3.

KEYNOTES SUR L'INNOVATION

7 minutes, c'était le temps maximum accordé aux intervenants qui lançaient la journée avec leurs « keynotes ». Morceaux choisis.



Gilles Babinet

Digital champion de la France auprès de la Commission européenne

« Le monde de l'éducation a adopté des préceptes et des symboles rigoureusement opposés à ceux que l'on trouve dans le monde du numérique », déclare Gilles Babinet, digital champion de la France auprès de la Commission européenne, dans une keynote intitulée « Quel impact des data sur les modèles pédagogiques et économiques ? Dressant un constat sévère du modèle éducatif en France et dans le monde, il met en évidence le contraste entre le monde du numérique et le monde de l'éducation. Citant le philosophe Michel Serres, Gilles Babinet avance l'idée que « la légitimité au 21^e siècle, ce n'est plus le diplôme ou le gradient hiérarchique, mais la compétence ». Il reproche ainsi à l'école et à l'université leur aspect anachronique. « Le système éducatif tel qu'il existe vient du système productif de la manufacture, qui lui-même a été construit sur le modèle de l'armée ». A l'inverse selon lui se trouve un monde en constante évolution : celui des start-up. (...)



Pierre Giorgini

Recteur de l'Université Catholique de Lille

Un « véritable laboratoire de la recréation du monde » : voilà comment Pierre Giorgini, recteur de l'Université Catholique de Lille, présente son établissement à l'horizon 2030. Il revient sur le projet de la Catho de Lille pour les prochaines années afin de l'adapter à la « transition fulgurante », concept qu'il a développé dans un ouvrage éponyme⁽¹⁾. En 2030, la Catho sera ainsi selon son recteur, « un écosystème innovant ouvert », offrant aux étudiants, usagers, entrepreneurs, « un environnement de créativité permanente ». L'université sera alors « une nouvelle façon d'allier la sociosphère, la technosphère, et la biosphère dans un projet qui offre un destin à la planète », déclare Pierre Giorgini. La « transition fulgurante » que Pierre Giorgini décrit « est portée par la transition numérique qui, en retour, l'amplifie et l'accélère ». Cependant elle ne saurait se réduire à « l'augmentation des capacités des outils de stockage, de traitement de l'information et plus largement de la connaissance ». Pour Pierre Giorgini, cette transition se situe « au cœur d'une révolution d'ordre épistémologique et pour certains auteurs, d'ordre anthropologique ». C'est bien là que la question de l'enseignement et de la transmission des connaissances entre en jeu : « Elle ne pose plus seulement la question du comment transmettre mais aussi et surtout celle du quoi transmettre », déclare-t-il. Ainsi, ce ne sont plus seulement les étudiants, mais les lieux de transmission eux-mêmes qui deviendront « apprenants ». Des lieux qui « se diversifient, et se mélangent avec les lieux de vie, de toute la vie ». (...)

⁽¹⁾ La transition fulgurante : Vers un bouleversement systémique du monde ?, 18 septembre 2014, Bayard.



Nadia Jacoby

Vice-présidente de l'association VP-Num

« Le numérique est partout et cette vague de transformation digitale ressemble à une véritable 4e révolution industrielle. Dans ce contexte, à quoi ressemblera l'université ? », s'interroge Nadia Jacoby, maître de conférences en économie industrielle et économie de l'innovation. « Si les salles de cours et les enseignants n'auront à l'évidence pas disparu, la création et la diffusion des savoirs prendra très probablement une autre forme : avec une nouvelle manière de produire les contenus et une nouvelle approche dans la construction des parcours. »

Les nouveaux contenus que produira l'université

Des contenus partagés

« Des cours en ligne donc partagés et disponibles pour des apprenants de tous âges et en tous lieux, dans l'université mais aussi ailleurs, avec des besoins et des attentes différentes aussi. »

Des contenus collaboratifs

« Le collaboratif est une réelle source d'enrichissement des contenus. Les enseignants pourraient ainsi créer et alimenter une banque de contenus. »

Des contenus multilingues

« Parce que même si le français sera la langue la plus parlée au monde en 2050, il est important de garder sa dimension universelle au savoir et de lui offrir une capacité de diffusion la plus large possible. »

Des contenus labellisés, certifiés

« Parce qu'il est indispensable de préserver la qualité du savoir académique et que les travaux des chercheurs sont et resteront la matière première de l'enseignement universitaire. »

Une nouvelle approche de la construction des parcours

« En formation initiale et continue on se doit de penser ces publics d'apprenants de manière conjointe car personne n'exercera plus aujourd'hui le même métier toute sa vie. » Ce qui distinguera les universités seront « les algorithmes d'accompagnement à la création de son parcours qu'elles développeront pour les individus ». « Là devra être la spécificité, la valeur ajoutée de chaque université dans l'accompagnement de ses apprenants. (...) »



Koffi N'Guessan

Directeur de l'INP-HB

« L'enseignement supérieur africain doit viser en permanence un niveau de qualité respectant les standards internationaux afin d'inspirer la confiance des employeurs. Que ce soit les institutions publiques ou privées, il est nécessaire de mettre en place un système d'assurance qualité et d'inciter à des accréditations internationales », déclare Koffi N'Guessan, directeur de l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (Yamoussoukro). « Si la recherche de la qualité est fixée comme un objectif commun pour tous les acteurs du système, alors les innovations à introduire pourraient être acceptées par toutes les parties impliquées dans la formation (parents, élèves, État, employeurs, partenaires financiers). » « Dans ce sens et pour faire face aux effectifs croissants, l'introduction des technologies de l'information et de la communication pourrait favoriser l'éclosion de comportements nouveaux et accessibles. »



Amina Bouzguenda-Zeghal

Directrice de Dauphine-Tunis

L'« université inversée ». C'est le concept mis en œuvre par Dauphine-Tunis et présenté par sa directrice, Amina Bouzguenda-Zeghal. Ce concept s'appuie sur le fait que l'étudiant ne choisit plus sa formation de façon isolée et unilatérale. C'est, au contraire, l'entreprise qui le choisit sur la base d'une sélection opérée par l'université. L'entreprise finance ses études tout en apportant sa coopération à l'élaboration du contenu des formations, avec, à la clé, une embauche assurée dès l'obtention du diplôme. Dans ce nouveau schéma, l'université n'est plus seulement l'institution qui propose une formation à l'étudiant, mais un acteur au centre d'un réseau de partenaires. Un principe mis en œuvre avec des compagnies d'assurance tunisiennes pour lancer un master en actuariat ou encore dans le secteur du big data.

THINK TECHNOLOGY

Replacer la technologie dans le débat sur l'enseignement supérieur et la recherche, proposer des pistes pour la rendre plus attractive auprès des jeunes et plus efficace pour l'industrie. Tels étaient les objectifs de Think Technology, séminaire organisé par Ither Consult en partenariat avec News Tank et qui était donc hébergé par Think Education. Au programme de cet événement dans l'événement, une introduction par Yves Bréchet, haut-commissaire à l'énergie atomique, deux tables rondes sur la recherche et la formation et une conclusion dressant des propositions.



**Introduction par Yves Bréchet,
haut-commissaire à l'énergie
atomique**

« REPENSER LA DUALITÉ »

« La richesse du monde technologique contemporain, son emprise sur tous les domaines de la vie sociale, son contenu scientifique de plus en plus sophistiqué, la rapidité de son évolution, tous ces faits d'évidence nous conduisent, sous peine de n'être plus que les spectateurs de l'avenir, à repenser la dualité entre science et technologie, entre recherche et industrie, entre formation par cours magistraux et formation par apprentissage.

Repenser la dualité ne signifie pas la gommer, cela signifie l'assumer et la dépasser. Et en ayant garde de ne pas confondre, opposer ou subordonner les termes de l'alternative, nous accroîtrons nos chances de former les ingénieurs de demain, au lieu de cloner les professeurs d'hier. Penser la formation au mode de la technologie moderne nous conduit naturellement à réexaminer la dualité sciences fondamentales/science de l'ingénieur, pour comprendre ce que nous devons enseigner. Pour former les ingénieurs de demain, et les rendre capables d'anticiper les ruptures technologiques, il nous faut réexaminer les relations recherche publique/industrie. Et enfin, la dualité des méthodes d'enseignement, du cours magistral à l'apprentissage, nous questionne sur le « comment » de nos formations.

Dans un monde en rapide évolution technologique, la formation des ingénieurs doit les mettre en état de « préparer le coup d'après ». On peut déduire de cette exigence des évolutions souhaitables dans le corps enseignant... Cela suppose que le corps enseignant soit en prise directe avec la science au meilleur niveau, mais cela nécessite aussi qu'il soit en prise avec les préoccupations industrielles. Se dédouaner de cette double exigence en invitant des conférenciers industriels, ou en ayant des contrats de recherche avec l'industrie est insuffisant.

Débat conclusif de Think Technology

Modéré par OLIVIER MONOD / NEWS TANK

« DANS L'INDUSTRIE, LE NIVEAU BAC +3 EST VRAIMENT LE BON NIVEAU »

« Dans l'industrie, le niveau bac +3 est vraiment le bon niveau, par exemple à l'issue d'une année complémentaire réalisée après un DUT. Paradoxalement, on a aujourd'hui plus de mal à recruter au niveau bac +3 qu'au niveau bac +5 », déclare **Bruno Grandjean**, président du directoire de l'entreprise Redex et de la fédération des industries mécaniques, lors du débat intitulé « Vers une filière technologique française compétitive ? » du séminaire Think Technology, organisé par Ither Consult au cours de Think Education.

Laurent Carraro, directeur général d'Arts et Métiers ParisTech (Ensam), **Philippe Jamet**, directeur

général de l'institut Mines-Télécom, et **William-François Pralong**, délégué au président de l'EPFL en charge de la qualité et des accréditations, sont également présents. Tous quatre sont favorables à la promotion d'un diplôme de bachelor d'assistant ingénieur en trois ans.

« Oui, si ce sont des licences professionnelles des grandes écoles. Oui, s'il s'agit de mettre sur le marché principalement des cadres intermédiaires polyvalents qui font défaut dans les entreprises, notamment dans les PME et ETI. Il y a un déficit aujourd'hui, et il faut le faire », affirme Philippe Jamet.

« Importance de l'esprit de recherche »

Une deuxième direction d'évolution nécessaire concerne la relation entre les élèves et la connaissance en train de se construire. Je voudrais insister sur l'importance de l'esprit de recherche dans la formation des ingénieurs. La formation par les classes préparatoires et les écoles d'ingénieurs « classiques » prédispose à résoudre efficacement les problèmes bien posés, ceux dont les solutions existent déjà dans les livres.

La formation par apprentissage, plus pragmatique, prédispose à tirer le bénéfice maximum de l'existant. Mais c'est la formation par la recherche qui apprend à se confronter avec l'inconnu, à résoudre des problèmes dont les solutions n'existent pas dans les livres, et à bien poser ces problèmes dans un contexte de formation, avant d'avoir à le faire dans un contexte professionnel : la formation par la recherche apprend à la fois l'autonomie et le travail en équipe, la prise de risque et la maîtrise des étapes d'un projet, l'abstraction et la familiarité trop souvent méprisée avec le travail manuel, la créativité et l'acculturation des expériences passées.

Que ce soit par des « années de césure » ou par des « formations par alternance », ou par une pédagogie par projet venant en complément important du cours magistral, introduire dans la formation des ingénieurs une part d'apprentissage qui dépasse l'exercice un peu convenu des « stages » me semble un évolution indispensable. Dans le panorama de la formation des ingénieurs que nous esquissons dans cette contribution, nous appelons de nos vœux un lien étroit entre la formation, la recherche et l'industrie. La France a encore beaucoup de progrès à faire : les réformes successives de l'université renâclent à introduire dans les organes de gouvernance une proportion importante d'industriels. Il est urgent de prendre conscience que notre industrie sera basée sur l'innovation ou ne sera pas, et que le terreau de l'innovation est un socle de connaissance fondamentales fertilisé par l'engrais des savoir-faire et irrigué par le fleuve des besoins du marché. Tout divorce dans cette triade nous privera des fruits de l'innovation technologique.»

« Plutôt non, s'il s'agit de créer une nouvelle voie d'accès pour les étudiants. Réglons d'abord le problème de la réussite en licence, qui est le chantier prioritaire », poursuit-il.

« La seule question c'est celle du marché. Quand il y a un besoin, il faut mettre en face une réponse, que ce soit les écoles d'ingénieurs ou d'autres », estime de son côté Laurent Carraro, évoquant « un besoin du côté des PME, mais pas seulement ». Pour William-François Pralong, « la définition du contenu d'une formation d'ingénieur à bac+3 doit être réfléchi de manière très concertée avec le marché et le monde de l'entreprise ».



ATELIER RECHERCHE

Modéré par **JULIE SOUVESTRE** / NEWS TANK

La recherche technologique et l'industrie française doivent mieux coopérer

« La technologie, c'est une chaîne entre la formation, la recherche et l'industrie. Cette chaîne est partout présente et plus visible dans certains pays. Elle est très visible en Allemagne, où les universités décident d'affirmer leur caractère technologique. En France on a tous les ingrédients pour faire pareil, mais nos universités hésitent à se déclarer technologiques. On a le tissu pour le faire. Si on regarde le regroupement des grandes écoles, et de nos universités, on a le potentiel de s'affirmer technologiques. L'an dernier, le CEA a été reconnu n°1 en innovation selon Thomson Reuters », déclare **Jean-Frédéric Clerc**, directeur adjoint du CEA Tech, lors de la table ronde « Quelle politique de recherche en technologie ? ». Elle réunissait aussi **Antoine Petit**, président d'Inria, **François Cansell**, président de la Cdefi, et **Agnès Paillard**, vice-présidente d'EADS.

Développer une recherche en lien avec le monde industriel

Antoine Petit souligne l'importance croissante de la relation entre recherche technologique et monde industriel : « Il y a une vraie évolution des mentalités de la communauté des enseignants chercheurs. Aujourd'hui l'appétence des jeunes chercheurs pour travailler avec le monde industriel, pour créer des start-up par exemple, diffère radicalement par rapport à il y a 20 ans. C'est un élément dont il faut profiter pour mettre l'excellence scientifique au service du transfert technologique et de la société, ce qu'il y a 30 ans aurait été inimaginable. » Il faut encore que le monde industriel français soit prêt à collaborer avec celui de la recherche », prévient Antoine Petit, qui considère que ce n'est pas majoritairement le cas aujourd'hui. « On trouve un certain nombre d'industriels avec lesquels on peut travailler, mais, de manière générale, il est plus facile de travailler avec des grands groupes industriels étrangers qu'avec les Français », estime-t-il. Une difficulté due principalement à la question du financement, car « les étrangers comprennent que ces partenariats sont prioritaires et que la recherche a un coût, et ils sont prêts à payer », tandis qu'en France « on essaiera d'abord de voir comment trouver le financement public ».

Le monde de la recherche n'est pas assez visible

Pour Agnès Paillard, « le monde de la recherche n'est pas assez visible, organisé, pour qu'il y ait de manière immédiate une compréhension de la manière dont il fonctionne ». Elle souligne qu'en Allemagne, « il y a une relation historique avec le monde industriel plus ancienne, ancrée dans la culture allemande et qui fait que naturellement on établit des partenariats avec les instituts de recherche ». Pour François Cansell, « le challenge c'est d'aller de la formation et la recherche vers l'industrie pour créer des produits innovants, sans découpler la formation de la recherche » et « créer des espaces pour avoir cet ensemble-là ». « Le système est bien sûr complexe mais il ne faut pas se flageller de trop. On a CEA Tech, on a Inria, on a Aerospace Valley, on a l'Université de Bordeaux et on a Bordeaux INP. Cela se passe quand même pas mal, on arrive à travailler ensemble, avec des laboratoires performants. Ce qu'il faut, c'est arriver à coordonner ces dispositifs. » Selon François Cansell l'un des défis de la coopération en France est d'ordre bureaucratique : « On a aujourd'hui des structures qu'on n'arrête pas de démultiplier, ce qui nous complique la vie à nous, opérateurs publics, et aux entreprises. »



ATELIER FORMATION

Modéré par **AGNÈS MILLET** / NEWS TANK

Les défis de la formation technologique en France

« La technologie est ce que l'on fait quand on ne s'oriente pas vers des études générales. La technologie est associée au baccalauréat technologique et, par extension, à la technique. En France, il est noble de comprendre mais très vulgaire de faire », déclare **Christian Lermينياux**, directeur de Chimie ParisTech, lors de l'atelier « Quelle formation pour la technologie ? » Il intervenait aux côtés de **Horst Hippler**, président de la HRK, **Hervé Riou**, professeur au lycée Chaptal et président de l'UPSTI, et **Jean-Michel Nicolle**, président de l'UGEL, qui échangeaient leurs points de vue sur les défis auxquels l'enseignement technologique en France fait face.

Christian Lermينياux formule plusieurs propositions :

- Faire appel aux enseignants des sciences pour prendre en charge l'enseignement technologique dans le but de faire le pont entre la technologie et les sciences.
- Faire en sorte que l'objectif fondamental de la formation technologique soit autant de faire que de comprendre.
- Promouvoir davantage l'entrepreneuriat.
- Effectuer des changements structurels au sein de l'enseignement supérieur : Renommer les filières d'université pour y inclure plus le mot « technologie », encourager le doctorat en entreprise, développer le DRT (diplôme de recherche technologique, bac +6).

De son côté, Hervé Riou dresse plusieurs constats quant au rapport de la jeunesse française à la technologie : « Le rapport des jeunes au savoir a considérablement changé avec l'arrivée d'Internet. Une question posée en ligne aboutit à des centaines de réponses immédiates. Concernant la formation scientifique, on peut se demander si l'apprentissage par cœur a toujours son importance. Aujourd'hui, cet aspect n'est plus si important car les informations sont disponibles à distance. Il ne faut cependant pas confondre savoir et connaissances. Le rapport des jeunes à la technologie a changé. Aujourd'hui les jeunes sont « techno-addict » et entourés de technologie. Ils maîtrisent et adorent cette nouvelle technologie. » « La formation à la technologie doit inviter à inventer les technologies de demain. On peut donc se demander comment former les jeunes à une technologie que l'on ne connaît pas encore. Il est important de réhabiliter la technologie imaginaire dans les formations technologiques. Il faut inviter les étudiants à imaginer un peu plus le futur. La formation au rêve doit être aussi une de nos ambitions. Il faut donc doter les étudiants de compétences nouvelles pour les préparer à la résilience et à l'inconnu », note Jean-Michel Nicolle.

LE CAS ALLEMAND

« Il existe une grande tradition de collaboration avec l'industrie en Allemagne. Le système universitaire allemand repose sur de nombreux échanges entre la recherche et l'industrie sous la forme de projets pratiques ou de stages obligatoires pour les étudiants en ingénierie et en sciences humaines. De plus, un enseignant chercheur en ingénierie doit avoir travaillé au moins dix ans dans le milieu industriel avant son entrée en fonction », explique Horst Hippler, représentant des recteurs d'université allemands.

D'AUTRES CONTRIBUTIONS À THINK TECHNOLOGY

En amont de l'événement plusieurs personnalités ont éclairé les enjeux de la formation et de la recherche technologiques publiées par News Tank.

- Panorama de l'enseignement supérieur technologique aux Etats-Unis, par Michel Mudry <http://education.newstank.fr/fr/article/view/86250/panorama-enseignement-superieur-technologique-etats-unis-michel-mudry.html>
- Science et technologie : « La hiérarchisation des disciplines est omniprésente », entretien avec Claude Boichot <http://education.newstank.fr/fr/article/view/85500/science-technologie-hierarchisation-disciplines-omnipresente-boichot.html>
- Thomas Pardoën (Université Catholique de Louvain) : « La France ne fait pas confiance à ses

- chercheurs » <http://education.newstank.fr/fr/article/view/84761/thomas-pardoën-ucf-france-fait-pas-confiance-chercheurs.html>
- Saclay : « L'erreur initiale a été de vouloir faire un seul énorme établissement d'ESR », entretien avec Jean-François Cervel <http://education.newstank.fr/fr/article/view/84340/saclay-erreur-initiale-vouloir-faire-seul-enerme-etablissement-esr-f-cervel.html>

ZOOM SUR QUATRE ATELIERS



Des tiers lieux créatifs pour « faire les choses différemment »

Modéré par **SOPHIE BLITMAN** / JOURNALISTE INDÉPENDANTE ET COLLABORATRICE DE NEWS TANK

L'émergence de « tiers lieux » était au centre d'un atelier qui réunissait **Jean-Charles Cailliez** et **Christian Simon**, responsable du fab lab de l'UPMC.

« Ce sont des lieux inspirants pour les étudiants, mais aussi pour les enseignants. Dans ces lieux de créativité, on observe deux choses : ce sont des lieux d'inspiration et d'accélération. Il suffit de rentrer à l'intérieur pour avoir envie de faire des choses différemment », témoigne **Jean-Charles Cailliez**, vice-président de l'innovation à l'Université catholique de Lille.

Sur le campus de la Catho de Lille, il existe plusieurs sortes de « créative lab », que décrit Jean-Charles Cailliez. Le premier, appelé « learning lab », est une salle d'expérimentation pédagogique. Les étudiants ont la possibilité d'organiser des « meeting lab » pour apprendre à se réunir différemment, c'est-à-dire diminuer le temps de réunion tout en augmentant l'efficacité.

Dans le « fab Lab », contraction des mots anglais « fabrication laboratory », on trouve des outils très technologiques comme des imprimantes 3D ou encore des drones. Il existe aussi des « fab lab » moins technologiques, dans lesquels les étudiants peuvent emprunter des cartons papiers ou des paires de ciseaux. Troisième catégorie : le « media lab » avec de la radio numérique et de la télévision. Le dernier type de lieu, le « living lab » est un espace ultra connecté, ouvert à tous les citoyens.

Selon **Christian Simon**, dans les fab lab, le prix du matériel est élevé. Découpeuse laser, fraiseuse de grande dimension, plusieurs imprimantes 3D, découpeuse vinyle, ordinateurs. En mise de fonds, il faut compter entre 75 000 et 80 000 euros minimum, estime-t-il. Et prévoir les emplois étudiants, qui permettent d'être ouvert presque 24h/24. « La gestion du temps c'est ce qui coûte le plus cher », souligne-t-il.

La place et le rôle des directions communication en discussion

Modéré par **CLAIRE LAVAL-JOCTEUR** / PRÉSIDENTE DE L'ARCES ET CHARGÉE DE LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE DE L'UPMC

Points communs et différences entre communication territoriale et communication des universités, positionnement vis-à-vis des élus et des directions générales, métiers et compétences à développer... Ces thématiques sont évoquées lors de l'atelier « Communication : collectivités et enseignement supérieur quels partages de pratiques ? ». **Virginie His**, directrice de la communication de l'Université Paris-Diderot, **Annabelle Ouvrard-Milon**, directrice de la communication de l'Université de Bordeaux, et **Hervé Gaudin**, directeur de la communication du conseil départemental du Bas-Rhin, participaient à cet échange.

« Un directeur de la communication peut faire passer un certain nombre de messages politiques. Nous ne sommes pas seulement des exécutants. Il m'arrive de donner un avis de professionnel mais aussi un avis de citoyen », affirme **Hervé Gaudin**.

« La dimension de la communication autour de la recherche est très importante. Il faut aller à la rencontre des acteurs de l'université et éditorialiser tout ce contenu, avoir des approches et des angles », déclare **Virginie His**.

« Il y a tout un vocabulaire du marketing qui est un peu tabou, qui fait peur et qu'on ne peut pas utiliser. Récemment, le terme de "client" m'est revenu comme un boomerang de la part des syndicats. Pour autant, cela fait des années que les structures publiques se posent des questions de cet ordre, sans mettre les mots dessus », selon **Annabelle Ouvrard-Milon**.





Le design thinking, un changement de paradigme pour l'enseignement

Modéré par **MANUEL CANÉVET** / CANÉVET ET ASSOCIÉS

« Le design thinking représente un changement de paradigme pour l'enseignement. Avant, l'éducation apportait des connaissances toutes faites aux étudiants. Dans la pensée design, ce sont les étudiants qui construisent eux-mêmes les connaissances », déclare Valérie Chanal, coordinatrice scientifique de l'Idéfi Promising (Université Grenoble-Alpes). Elle intervient lors de l'atelier de Think Education intitulé « Comment le design Thinking peut changer l'ESR ? », réunissant Dominique Sciamma, directeur de Strate Ecole de Design et vice-président de France Design Education, et d'Olivier Ryckewaert, directeur de la plateforme régionale de l'innovation de Pays-de-la-Loire.

Selon les trois intervenants, la pensée design pourrait casser la rigidité du système d'éducation supérieure en France.

La méthode commence en effet à intéresser un public plus large dans l'univers de l'enseignement supérieur, puisqu'elle est proposée à des étudiants non spécialisés en design et n'ayant pas encore d'expérience de travail en mode projet. Ainsi, à l'Université Grenoble-Alpes, le travail en mode projet est proposé pour l'instant aux étudiants en deuxième année de Master. Valérie Chanal estime qu'il faudrait introduire une « révolution complète » et proposer le module plus tôt car « en M2, les étudiants sont déjà trop formatés ».

Son ambition est de rendre obligatoire un semestre en mode projet, pendant lequel les étudiants travailleraient leur pensée critique, apprendraient à problématiser une question et s'approprieraient la pensée design. Ils seraient libres de choisir n'importe quel semestre entre L1 et M2.

Les projets de longue durée sont à privilégier pour que les acteurs puissent s'approprier la méthode.

Olivier Ryckewaert fait l'analogie avec le cas de la collectivité Pays-de-la-Loire, au sein de laquelle il a créé une équipe dédiée à l'innovation : « On amenait des fonctionnaires travailler sur le terrain et faire des immersions pendant une semaine... Mais le lundi d'après ils rentraient aux bureaux et le choc était terrible. Ce n'est pas possible d'avoir cet espace de liberté à côté. »

Dominique Sciamma partage son avis et suggère des projets qui durent au moins six mois.

Les avantages de la réalité virtuelle immersive pour l'enseignement supérieur

Modéré par **SOPHIE BLITMAN** / JOURNALISTE INDÉPENDANTE ET COLLABORATRICE DE NEWS TANK

La réalité virtuelle immersive est pour nous une opportunité de ramener à l'intérieur de la salle de cours des organisations auxquelles les étudiants n'auront peut-être pas accès dans la vraie vie. On peut les faire visiter par exemple une plate-forme pétrolière, une centrale nucléaire ou un sous-marin », déclare Marie-Laure Massué, professeure à Neoma business school. Elle participait à l'atelier sur « La réalité virtuelle immersive au service de la pédagogie » aux côtés de Alain Goudey, également professeur à Neoma BS, Jean-François Fiorina, directeur adjoint de Grenoble école de management, et de Benjamin Six, directeur de l'innovation au K-Lab de l'Essec.

La réalité virtuelle immersive à Neoma BS

Depuis la rentrée 2016, 300 étudiants de Neoma Business School, dont 200 du programme grande école, suivent un cours qui intègre de la réalité virtuelle immersive. Pour mettre en place son projet de réalité virtuelle immersive, Neoma a acheté 50 casques de la marque Homido, dans lesquels les étudiants placent leur smartphone.

Les atouts de la réalité immersive virtuelle

- « La réalité virtuelle immersive est une mise en situation, une expérimentation individuelle qui permet aux étudiants de vivre une expérience et de la répéter autant de fois qu'ils le souhaitent », selon Jean-François Fiorina.
- Elle intègre les technologies numériques dans l'enseignement supérieur au lieu de limiter leur usage
- « Dans le monde d'aujourd'hui, on est dans l'économie de l'attention », affirme Alain Goudey. « Les professeurs sont en concurrence permanente avec internet, les réseaux sociaux... Là-dessus il y a deux philosophies : la démarche de dire "fermez les ordinateurs et éteignez vos portables" mais personnellement je n'ai jamais opté pour ce choix-là. Au contraire, j'ai réfléchi à comment inclure ces outils techniques dans la démarche pédagogique. »
- Son côté ludique stimule la motivation des étudiants. Elle apprend aux étudiants de gérer les imprévus et "fait dialoguer la théorie et la pratique". Pour Benjamin Six, cette technologie permet de « mettre un étudiant face à une situation complexe, de créer un choc et retravailler derrière avec lui ce qu'il a perçu ».





L'AFRIQUE NOUVELLE FRONTIÈRE DE L'ESR

Le nombre d'étudiants en Afrique a plus que triplé ces 15 dernières années : il est passé de 3,5 millions au début des années 2000 à plus de 12 millions d'étudiants actuellement selon les dernières statistiques de l'Unesco. Déjà, les besoins en compétences, en formation de techniciens supérieurs et de cadres, explosent. Et l'enseignement supérieur africain cherche à se mettre au diapason. Le Times Higher Education a d'ailleurs produit son premier classement dédié aux universités africaines en 2016. Autant d'indices qui ont conduit News Tank à faire de l'Afrique le fil rouge de sa journée Think Education.

L'enseignement supérieur africain face aux défis de la qualité et de l'insertion

Modéré par AUDREY STEEVES / NEWS TANK

« Les universités d'Afrique font face à de multiples défis, celui de la qualité des formations, de la recherche et de la gouvernance, et celui de l'insertion des diplômés sur un marché du travail étroit », déclare **Jemaïel Benbrahim**, directeur régional du Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF. Il s'exprime au cours du débat « Afrique : besoins et solutions pour l'enseignement supérieur ».

« Ces défis interviennent simultanément, dans un contexte d'explosion démographique et de mutations technologiques », ajoute **Henri-Bernard Solignac-Lecomte**, directeur de la communication du pôle développement de l'OCDE. « Le continent affronte un cocktail de défis que nous, pays de l'OCDE, n'avons jamais connu. Au défi quantitatif de l'explosion démographique en cours s'ajoute un défi qualitatif : nous ne connaissons pas les emplois de demain », ajoute-t-il.

Pour répondre à ces défis, **Amina Bouzguenda Zeghal**, directrice générale de l'Institut Dauphine Tunis, préconise l'avènement de l'université inversée, « en partant des besoins des entreprises pour viser l'employabilité des étudiants ». **Tawhid Chtioui**, directeur d'EM Lyon Afrique, avance le concept du « saut quantique » de l'enseignement supérieur, estimant que « les établissements ne sont pas obligés de repartir à zéro pour construire des standards internationaux ».

L'Afrique, un continent en mouvement rapide

Pour Jemaïel Benbrahim, directeur régional du Bureau Afrique de l'Ouest de l'AUF, « il n'y a en Afrique pas assez d'étudiants, moins de 7 % de la tranche d'âge des 19-24 ans sont à l'université ».

L'Afrique génère 1 % de la recherche scientifique mondiale, dont 1/3 en provenance d'Afrique du Sud, la France en produit 3,5 % et les États-Unis 20 %. « Le contexte africain évolue plus vite que le reste du monde », indique Tawhid Chtioui, directeur d'EM Lyon Afrique.

Il distingue trois défis classiques :

- Adapter l'offre de formation au marché de l'emploi »
- Rompre avec les logiques d'assistance pour coopérer et co-concevoir »
- Accepter de désapprendre pour réapprendre » ;

Et anticipe trois autres défis « moins attendus » :

- La logique de penser global, « car la demande des entreprises en Afrique est encore plus globale qu'ailleurs » ;
- L'enjeu des inégalités entre sexes qui exige de permettre aux femmes d'accéder davantage à l'enseignement supérieur et aux postes à responsabilités ;
- Et « le défi majeur de la production de connaissance, qui va permettre d'adapter l'offre au marché local ».

L'accès à l'enseignement supérieur en Afrique, enjeu majeur des partenariats

« Face aux défis de l'enseignement supérieur en Afrique, nous sommes tous partenaires. Le premier défi est d'envisager les moyens de rendre les études accessibles. Je lance un appel, afin de nous regrouper, sous forme peut-être d'une fondation, pour imaginer un processus global de financement des jeunes », déclare **Marc-François Mignot-Mahon**, président de Galileo Global Education France. Il s'exprime au cours de l'un des deux ateliers « Afrique : la condition de la réussite des partenariats ».

Pour **Christophe Germain**, directeur général adjoint d'Audencia Business School, « deux logiques prévalent ensemble à tout développement à l'international, l'approche locale et l'approche globale. Le premier enjeu est de trouver la juste place du curseur, qui sera différente selon le pays ». Il n'y a pas une Afrique, mais 54 pays sur le continent, « avec des conditions socio-économiques infiniment diverses », poursuit-il. « Il faut développer le modèle économique qui va permettre de former ces jeunes. Comment co-construire cette chaîne de valeur ? ».

Une option serait d'intensifier les bourses octroyées aux étudiants sur le continent africain. « Nous explorons cette voie du développement des bourses locales, par exemple dans des établissements qui auraient des partenaires français, plutôt que des bourses à taux plein pour des étudiants d'Afrique en mobilité en France », indique **Olivier Chiche-Portiche**, directeur de la coordination géographique de Campus France.

« Il nous faut attirer des étudiants togolais, béninois, burkinabé... », déclare **Koffi N'Guessan**, directeur de l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire). « Ma vision est nord-sud-sud : je suis au sud, je souhaite bénéficier de l'appui du nord pour aider le sud. »

Pour Amina Bouzguenda Zeghal, directrice générale de l'Institut Dauphine Tunis, l'enjeu de la mobilité se joue au niveau « des partenariats sud-sud ». Actuellement, « un étudiant sur seize fait des études en dehors de son pays d'origine ».

LES ATELIERS

Les deux ateliers consacrés aux partenariats avec l'Afrique étaient animés par Audrey Steeves et Dahvia Ouadia (News Tank). Ils accueillent :

- Le matin : Madické Diop, directeur général de BEM Dakar, Arnaud Langlois-Meurinne, senior adviser de l'EFMD (European Foundation for Management Development), Ali Elquammah, directeur des relations internationales de HEM Business School et Amina Bouzguenda Zeghal.
- L'après-midi : Olivier Chiche-Portiche, directeur de la coordination géographique de Campus France, Christophe Germain, directeur général adjoint d'Audencia, Jean-François Guezou, directeur du développement de Renater, Marc-François Mignot-Mahon, et Koffi N'Guessan.

MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS AFRICAINS : LA FRANCE EN RECUL RELATIF

« 380 000 étudiants d'Afrique sont actuellement en mobilité diplômante à l'international », rapporte Olivier Chiche-Portiche, directeur de la coordination géographique de Campus France. « Le Nigéria est un mastodonte, dont les ressortissants rejoignent le Royaume-Uni et les États-Unis. Puis les pays du Maghreb, suivis par le Sénégal et le Cameroun, avec la France comme première destination. En 2014, la France accueillait ainsi selon l'Unesco 100 000 étudiants en provenance d'Afrique. »

La mobilité intra-continentale est croissante, principalement vers l'Afrique du Sud, le Ghana, le Maroc et la Tunisie, et dans une moindre mesure la Turquie, la Chine et l'Arabie Saoudite. « La France ne doit pas mollir dans ses efforts », poursuit Olivier Chiche-Portiche, « son poids relatif est moindre aujourd'hui. »

ÉCHOS DES DÉBATS DE LA JOURNÉE

Accueil des chercheurs internationaux

Modéré par OLIVIER MONOD / NEWS TANK

« ARRÊTONS DE BRICOLER ! »

« Si l'on faisait tout ce qui est vraiment nécessaire pour attirer les chercheurs internationaux, ce serait un énorme choc pour le système français. Evidemment c'est dur, bien sûr qu'il faut embaucher pour accueillir des gens. Tous les blocages possibles et imaginables sont là. Il faut qu'on arrête de bricoler en France si on veut être sérieux ! C'est le moment de mettre en place une vraie stratégie au niveau national et de travailler collectivement pour avancer », déclare **Christopher Cripps**, directeur des affaires internationales de PSL, dans le cadre de l'atelier « Comment attirer les chercheurs internationaux ? »

Pour répondre à cette question, **Patrick Comoy**, sous-directeur adjoint de l'enseignement supérieur et de la recherche au ministère des affaires étrangères et du développement international, évoque le Passeport talent, lancé le 01/11/2016 : « C'est un visa qui permet notamment aux chercheurs qui viennent en France de se voir délivrer un titre dans des conditions plus simples, en limitant le nombre de fois où il doivent se présenter en préfecture. Un titre qui couvre la durée de leur présence sur le territoire et qui concerne aussi les conjoints ».

« Attirer les lauréats de l'ERC » (Christian Lermaniaux)

« En Europe, il existe un marché des lauréats des ERC. Quand vous avez une bourse de l'ERC vous avez le droit de changer d'établissement. Nous pouvons donc essayer de les recruter. Mais ça n'est pas simple. Il faut les identifier, puis les convaincre. À Chimie ParisTech nous avons recruté récemment un chercheur suisse, sa condition était qu'il voulait un poste permanent. Le CDI s'appliquait donc très bien. Au niveau du MENESR c'est tout à fait possible, sauf que peu d'établissements le font. Il y a un combat à mener qui est de convaincre les académiques qu'on peut le faire, et que ça n'implique pas de changer complètement la philosophie de gestion d'un établissement. Il y a un travail de conviction interne et il faut avoir les moyens financiers pour pouvoir sortir des grilles de la fonction publique. Grâce à PSL on peut arriver à offrir des emplois doubles, pour les conjoints, des conditions de travail ».

A Sciences Po, une tenure track sur le modèle américain (Christine Musselin, directrice scientifique)

« Il faut mettre en place une gestion des carrières qui soit compatible avec le système français, mais aussi avec le système international. À Sciences Po nous avons mis en place un tenure track, calqué sur le modèle américain. Mais ce sont des CDD de droits privés permis par la FNSP. Ce que nous avons exigé c'est que chaque personne qui passe la tenure ait soutenu son habilitation, de manière à ce qu'il y ait une équivalence avec le passage au statut de professeur et une reconnaissance académique. La difficulté n'est pas seulement financière, elle est aussi liée à la gestion de la transformation des carrières que cela implique au sein des établissements ».



« La France est dans l'excellence en terme de recherche et d'accueil. C'est le 6^e pays au monde pour la dépense en R&D et 6^e pour les publications scientifiques. 42 % des doctorants en France en 2014-2015 étaient étrangers. Ce chiffre était de 30 % il y a 10 ans », selon Patrick Comoy.

CPGE-universités-écoles

PARTENARIATS, MISSIONS ET RÉSULTATS FONT DÉBAT

Modéré par DAHVIA OUADIA / NEWS TANK

« Qu'est-ce qui justifie que l'État accepte de mettre davantage de financements sur des classes prépa et un volume horaire plus élevé ? Quels sont les objectifs poursuivis ? Je ne dis pas nécessairement qu'il faut tout aligner, avoir un système unique et homogène, mais il faut clarifier les missions », déclare **Nathalie Dompnier**, présidente de l'Université Lyon 2 Louis Lumière, lors de l'atelier « Classes prépas et universités : je t'aime, moi non plus ? ».

Sur cette question, **Sylvie Bonnet**, présidente de l'UPS, estime à l'inverse qu'on « ne voit pas où le ministère veut amener les universités. Plus que les problèmes de financement il y a les problèmes d'objectifs. Quand on sait ce qu'on cherche on trouve les moyens ».

L'atelier réunissait également **Alain Joyeux**, président de l'Aphec, **Pascal Charpentier**, membre du conseil d'administration de l'APLCPGE, et **Alice Guilhaon**, directrice générale de Skema Business School.

Les points de crispation entre universités et CPGE

« Tous nos étudiants sont inscrits obligatoirement dans les universités partenaires et payent leurs frais d'inscriptions, soit 8 M€, ce qui fait une manne en échange de services assez limités pour l'instant », regrette Sylvie Bonnet.

« En classe prépa, en deux ans, les élèves ont autant de cours que ceux de l'université en trois ans. On n'a pas forcément compris localement pourquoi nos élèves devaient payer 180€ à l'université sans souvent aucun reversement », ajoute Alain Joyeux.

« Je ne sais pas s'il y a des crispations sur les questions de gouvernance mais il y en a sur des questions financières (...) sur l'allocation des moyens entre classe prépa et université. Le coût d'un élève en classe préparatoire est à 14 980€ et celui d'un étudiant à l'université à 10 800 €. C'est ce qui explique en partie que les universités ne sont pas très prompts à proposer des services supplémentaires aux classes prépas », selon Nathalie Dompnier.

« Il faut qu'on soit capable d'avoir une vraie vision du coût complet, sur la filière. Quand les étudiants entrent dans l'enseignement supérieur c'est pour sortir avec un master, regardons et lisons les coûts sur les cinq ans et on verra après, qu'en matière d'employabilité, de reconnaissance du diplôme, dans certains cas l'université coûtera beaucoup plus cher qu'un cursus 2+3 », estime Alice Guilhaon.

LES CONVENTIONS CPGE-UNIVERSITÉS PRÉVUES PAR LA LOI ESR DE 2013

« L'APLCPGE a fait une enquête au niveau national et je confirme qu'il y a de vraies disparités nationales, c'est indéniable et c'est un problème », indique Pascal Charpentier.

« Par rapport à l'accès aux ressources universitaires il semble qu'il y ait à ce jour des réticences. Mais il y a aussi eu un point positif : nous étions dans un dispositif où des universités voulaient bien prendre des élèves de classe préparatoire de certains lycées et pas d'autres. Nous avons quand même fait en sorte que les conventions soient valables pour toutes les classes préparatoires d'une académie. Il y a quelques avancées et de grandes disparités. »

Le PIA

Modéré par THÉO HABERBUSCH / NEWS TANK

UN LEVIER FINANCIER ET DE TRANSFORMATION QUI NE PEUT PAS TOUT POUR L'ESR

« Le PIA permet d'avoir une flexibilité de moyens additionnels sur des objectifs stratégiques, avec une réactivité qu'on ne peut pas avoir autrement. C'est un dispositif très performant en matière de transformation et qui est pérenne », indique **Manuel Tunon de Lara**, président de l'Université de Bordeaux, lors du débat « PIA : en être ou ne pas en être ? ». « La question n'est pas "en être ou ne pas en être ?" mais plutôt "pourquoi en être ?" », ajoute-t-il.

Thierry Coulhon, président de PSL, relève deux effets du PIA sur le rayonnement à l'international :

- Au niveau des classements, nous avons fait des simulations et le message est clair, PSL est 22^e dans celui de Shanghai, Saclay est très proche, Sorbonne-Université aussi, tout cela est signe de confiance ;
- Au niveau des partenariats, et dans le cas de PSL c'est très clair, puisque nous avons signé des partenariats avec Columbia, NYU, Cambridge, l'EPFL, Berkeley etc., qui sont des gens qui ont peu de temps à perdre pour des accords qui dormiront sur une étagère.

« Le PIA a un effet levier pour le projet de l'université, mais ce dernier ne doit pas être lié à l'appel à projet. Si un établissement l'a, cela facilite la transformation, mais s'il ne l'a pas, il faut quand même avancer, même si cela se fera plus lentement. Le PIA est un instrument, pas une fin en soi, c'est le projet que l'on porte qui est plus important », estime **Mohamed Amara**, président de l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

« Le PIA n'est qu'un élément d'une politique globale, il ne peut pas tout. Nous essayons d'écouter tout le monde et d'être pragmatique, ce qui nous a conduit à faire évoluer nos programmes, avec la mise en place des I-site par exemple. Mais le PIA n'est pas que les I-dex et les I-site, il y a aussi des objets qui n'impliquent pas des grandes universités, mais uniquement l'ouverture à l'excellence », conclut **Louis Schweitzer**, commissaire général à l'investissement.

Le point de vue des régions

« Le PIA a créé de la différenciation entre les établissements. En fonction de leur taille et de leur capacité à se structurer, les dispositifs n'ont pas été labellisés de la même façon. Les régions ont donc un rôle à jouer, mais qui reste encore à « Bénéficier du PIA offre une visibilité pour l'université et la région. Il faut faire attention à ce que le PIA ne déséquilibre pas une région par rapport à une autre, puisque l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et donc le développement économique se tiennent, et il ne faut pas que cet équilibre tombe », selon Anne Besnier, vice-présidente de Centre Val de Loire. définir. Nous apportons des financements complémentaires pour accompagner les établissements », analyse **Gérard Blanchard**, vice-président de la région Nouvelle Aquitaine.



PIA 3 : LES ANNONCES DE LOUIS SCHWEITZER

Le commissaire général à l'investissement, Louis Schweitzer, est intervenu lors de deux temps de Think Education : il a conclu le débat sur les effets du PIA et il a présenté au cours d'un échange avec le public les différents programmes qui vont être lancés en 2017 dans le cadre du PIA 3. Synthèse.

- Prolongation à 10 ans des Labex nés lors du PIA 1et dont le financement devait s'achever en 2019. La nouvelle est devenue officielle quelques jours après la tenue de Think Education.
- Contours des futures sociétés universitaires de recherche dotées de 400 M€ de fonds propres. Elles peuvent concerner « tout projet légitime pour une université ou un établissement d'enseignement, à la condition qu'il y ait un co-investissement privé et un équilibre risque/rentabilité ».
- Appels à projets nouveaux cursus à l'université détaillés avec une précision de taille : ils sont ouverts aux écoles, y compris privées.
- Présentation des attentes concernant les EUR (écoles universitaires de recherche) qui disposeront de 300 M€ de dotation décennale. « Le but essentiel est d'accroître l'attractivité par un lien plus fort master-doctorat-recherche », selon Jean-Pierre Korolitski, conseiller de Louis Schweitzer. L'EUR « n'est pas une institution au sens juridique, c'est une activité ou un projet, cela peut prendre appui sur un ou des Labex, cela concerne des étudiants de master ou de doctorat », énumère le commissaire général.
- Lancement prochain d'actions en recherche.
- L'appel à manifestation d'intérêt « Equipements structurants de recherche ».
- Soutien à des programmes de recherche thématique.
- Soutien à des équipes ou à des chercheurs.

LE CHOIX DE L'UNIVERSITÉ DE SAVOIE

« Il était naturel pour l'USMB de participer au PIA, avec des Labex, des Equipex, des Idefi et à l'I-dex avec nos partenaires grenoblois. Mais son porteur [l'UGA] a exigé que l'on fusionne, ce qui était compliqué pour nous au regard de notre territoire », retrace Denis Varaschin, président de l'Université Savoie Mont Blanc. « En effet, notre métropole est de l'autre côté de la frontière, puisque c'est Genève, et par ailleurs, notre territoire est aussi en cours de métropolisation [fusion d'Annecy et de ses cinq communes voisines au 01/01/2017]. Nous n'avons donc pas présenté l'I-dex, mais fait autre chose. »

RETOUR SUR QUATRE ATELIERS

Comment les établissements évoluent sous l'impact du numérique

Modéré par **BOUCHRA HAJRI** / DIRECTRICE, BRAINS AGENCY

« On est à l'aube d'une révolution qui va bouleverser le monde du travail et la société. Avec l'intelligence artificielle, la génétique, tout va changer et nous sommes au cœur de ce dispositif. Nous formons les auteurs du monde de demain, et nous pourrons les orienter. Il faut qu'on se réinvente et qu'on accompagne les étudiants », déclare **Agnès Behar**, directrice du développement du groupe Efrei, à l'occasion de Think Education. Elle s'exprime au cours de l'atelier « Numérique : quelles conséquences dans l'organisation des établissements ? ».

« Les établissements supérieurs véhiculent d'anciennes pratiques, ils ne sont pas les plus à mêmes de bouleverser les choses. Il existe une tradition universitaire, ceux qui n'y sont pas habitués n'hésitent pas à renverser les tables. Malgré tout, les établissements évoluent grandement, ils sont diversifiés et complexes », affirme **Laurent Barbieri**, directeur général des services de Centrale Marseille et représentant de l'ADGS.

L'atelier réunissait par ailleurs **Stéphane Amiard**, président de l'association VP-Num et vice-président numérique de l'Université d'Angers, **Pierre-Paul Cavalié**, CDO à Rennes school of business, **Yves Condemine**, président du CSIESR et vice-président numérique à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et **Dominique Houdayer**, directrice du campus de Paris de Skema Business School.

Les salles de classes changent

Pour s'adapter aux nouveaux outils numériques utilisés dans les campus, les salles de classes changent. Selon Stéphane Amiard, « la transformation mobilière est en cours, et elle se massifie dans les écoles comme les universités ». « Nous effectuons des changements dans les lieux déjà existants, et on en crée d'autres », confirme Laurent Barbieri.

Pour Dominique Houdayer, cette révolution a commencé par la suppression du schéma linéaire des tables et des chaises : « On passait notre temps à placer le mobilier en carré, en rond... Désormais, tout le mobilier est sur roulettes, avec des tableaux et des écrans sur les murs. Nous avons également créé des lieux physiques où les étudiants peuvent suivre des cours, nous mettons en place des ateliers ouverts où chacun peut découvrir différents outils. Il existe aussi des espaces créatifs, où l'étudiant peut travailler assis, debout, allongé... »

LES ATTENTES DES ÉTUDIANTS

Yves Condemine revient sur la démarche de l'Université Lyon 3 Jean Moulin : « On a demandé aux étudiants ce qu'ils voulaient. Nous avons mené une étude marketing. Il s'agissait d'un questionnaire assez approfondi, avec 140 questions. Les questions étaient basées sur leurs habitudes personnelles, leur usage pédagogique des outils, la façon dont ils appréhendaient l'environnement numérique, et ce qu'ils souhaitaient voir à l'université, dans le meilleur des mondes. Nous avons reçu 5 000 réponses : soit 6 à 700 000 éléments d'information à exploiter. Nous avons appris beaucoup de choses sur leurs habitudes. »



«La blockchain va permettre de désintermédier la question de la confiance»

Modéré par **MARC GUIRAUD** / NEWS TANK

«La blockchain est un réseau dans lequel personne ne fait confiance à personne, mais où tout le monde a la capacité de prouver sa bonne foi. Toutes les institutions peuvent entrer dans ce réseau pour autant qu'elles décident de jouer le jeu», déclare **Cyril Grunspan**, professeur à l'ESILV, lors de l'atelier «Open education & blockchain : de l'idée à un modèle durable au service du développement de l'enseignement supérieur».

Pour **Primavera de Filippi**, chercheuse au CNRS, experte légale pour Creative Commons France, et coordinatrice à l'Open Knowledge Foundation, «la blockchain va permettre de « désintermédier » la question de la confiance, et de passer d'un système basé sur la confiance à un système basé sur la preuve, et donc de ne plus avoir besoin d'opérateurs (...) Sur ce sujet, il y a un rôle pour les institutions, non plus d'administrateur, mais de certificateur des contenus ».

Sophie Touzé, vice-président d'Open Education Consortium, et **Perrine de Coëtlogon**, toutes deux expertes du numérique enseignement supérieur à la Mipnes au MENESR, ainsi que **Pierre Noizat**, cofondateur de Paymium, intervenaient également.

Définitions et grands principes de la blockchain, certification des diplômes, impact écologique, open models, droit à l'oubli, sécurité sont quelques-uns des thèmes abordés par les intervenants à la suite de questions posées par l'auditoire.

Comprendre la technologie blockchain

Pour Primavera De Filippi (CNRS, Creative Commons France), «on peut utiliser deux analogies pour expliquer la blockchain » :

- « L'une plus simpliste : On peut imaginer la blockchain comme un livre avec des particularités magiques : chaque personne qui a une copie de ce livre peut, sous certaines conditions, continuer à écrire dedans, et automatiquement chaque copie de ce livre se met à jour en intégrant les nouveaux éléments. Toutes les personnes qui détiennent une copie de ce livre collaborent, d'une certaine façon, à écrire l'histoire de ce livre.
- L'autre moins simpliste : En réalité, la blockchain est un document ou un registre décentralisé dont tout le monde a, à chaque instant, une copie synchronisée. Question sécurité, tout le monde n'a pas la possibilité d'ajouter du contenu, sinon il n'y aurait plus de règles ni de cohérence. Il y a donc des mécanismes pour permettre de valider et vérifier les informations ajoutées, via un protocole de la blockchain qui mobilise une majorité des personnes détenant une copie, afin de vérifier la validité des nouvelles informations. »

Une base de données sans administrateurs

«La blockchain est un réseau dans lequel personne ne fait confiance à personne, mais où tout le monde a la capacité de prouver sa bonne foi. Toutes les institutions peuvent entrer dans ce réseau pour autant qu'elles décident de jouer le jeu», selon Cyril Grunspan (Esilv).

«Un Bitcoin [qui utilise la technologie blockchain] est une chaîne de signatures électroniques. Si vous modifiez quelque chose dans la chaîne une signature, le Bitcoin n'est plus valable, c'est pour ça que lorsque l'on reçoit un Bitcoin, on vérifie que la chaîne de signatures est correcte », affirme Pierre Noizat (Paymium).

Et de résumer : « La blockchain, c'est une base de données sans administrateurs, décentralisée, et de fait incorruptible, puisque personne ne peut réécrire la base. »

L'influence médiatique des grandes écoles de commerce et des Idex

« Dix écoles de commerce ont généré au total plus de 30 000 articles au cours de l'année 2016 dans la presse en ligne internationale », indique une étude de Meltwater.

Réalisée en partenariat avec News Tank, cette analyse porte sur :

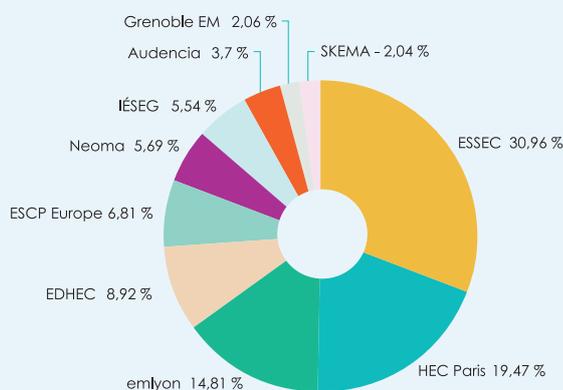
- Les dix premières écoles de commerce du classement 2016 des masters in management du Financial Times ;
 - Une première analyse succincte de l'e-réputation des regroupements d'universités lauréats d'une Idex. Concernant ces dernières, il apparaît que « certains regroupements n'ont pas encore une image clairement définie dans la presse. La notoriété de certains établissements prend parfois le pas sur celle du regroupement dont ils font partie ».
- « L'e-réputation d'une université ou d'une école dépend bien évidemment de sa communication et de ses événements. Mais d'autres facteurs sont à prendre en compte : les étudiants, les professeurs et chercheurs, les associations étudiantes et le réseau alumni peuvent influencer sur la bonne ou mauvaise réputation d'un établissement. C'est pourquoi nous nous sommes penchés sur le contenu généré par les meilleures écoles de commerce et regroupements d'universités dans la presse en ligne et sur les médias sociaux », indique Meltwater.



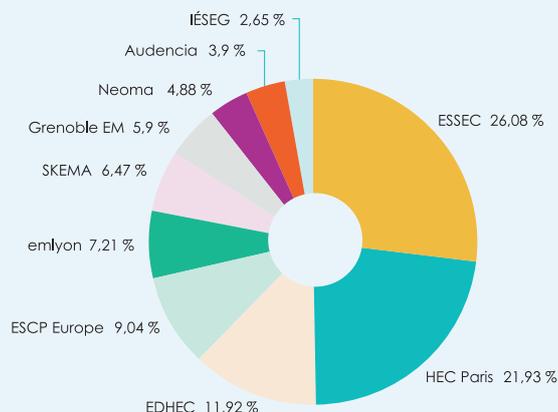
Principaux résultats de l'étude Meltwater sur l'influence médiatique des établissements

Résultats des business schools

Répartition de la couverture internationale sur les médias sociaux

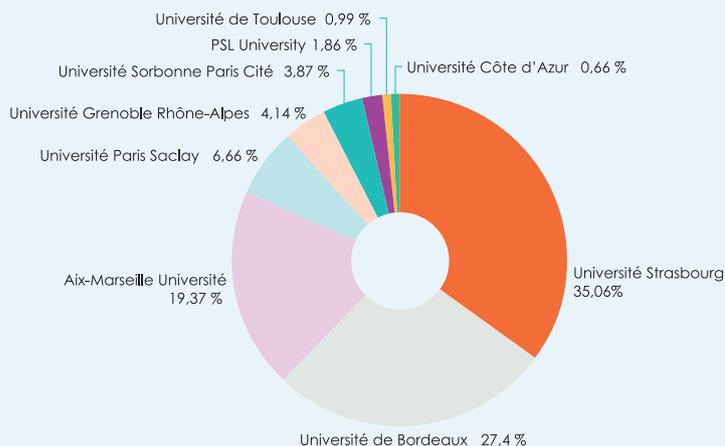


Répartition de la couverture presse internationale

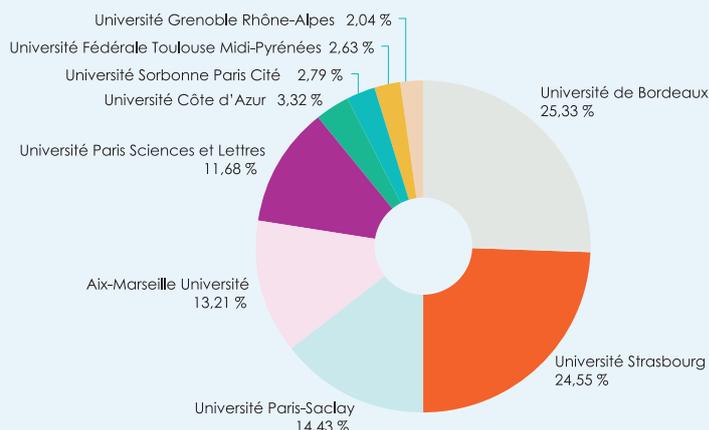


Résultats des universités et regroupements lauréats d'une Idex

Répartition de la couverture presse



Répartition de la couverture médias sociaux



REGARDS SUR L'AVENIR

L'œil des grands témoins

Modéré par **MARC GUIRAUD** / NEWS TANK

« Les outils numériques sont extraordinaires mais il faut parler du chantier en lui-même en réinventant la capacité à s'emparer de ces outils pour les missions de l'enseignement et la recherche. C'est là, le vrai défi : passer de l'outil à la mission », déclare **Alain Beretz**, DGRI. Il revient avec **Olivier Faron**, administrateur du Cnam, sur la question de la transformation numérique des établissements de l'ESR, l'une des thématiques centrales de l'événement Think Education.

Le numérique est « un formidable outil pour donner une chance à des étudiants et renforcer notre visibilité à l'international. Cela nous permet de nous ouvrir vers le monde et de renforcer notre attractivité », indique ainsi Olivier Faron.

Ils échangent également sur la question de la recherche sur l'innovation pédagogique. Olivier Faron déclare : « Les collègues sont souvent chargés eux-mêmes de ces questions, sans que l'ingénierie pédagogique soit au niveau. Et il y a une question de base : comment intègre-t-on les attentes du public ? Dans un moment où les établissements passent, globalement, d'une logique disciplinaire à une logique de compétences, les enjeux sont forts mais il faut penser la question des moyens. »

Leur débat aborde encore la question des formations technologiques, autre thème de la journée via le séminaire Think Technology qui se déroulait de la matinée sous l'égide d'Ither Consult. « La recherche est un continuum : on ne décrète pas qu'on fait de la recherche. En France, la recherche poussée par la curiosité se porte plutôt bien, même si elle pourrait être mieux financée. Le souci, c'est la transmission et la capacité à porter les résultats de la recherche vers le marché, pour faire des innovations », déclare, à ce sujet, Alain Beretz.



Le temps politique

Modéré par **THÉO HABERBUSCH** / NEWS TANK

Les propositions des candidats François Fillon et Jean-Luc Mélenchon pour l'ESR

Installation de pré-requis par filière pour l'entrée en licence, intégration dans le PIA de financements permettant la collaboration entre enseignement supérieur public et privé pour François Fillon ; création d'une université nationale, suppression du HCERES et du CIR pour Jean-Luc Mélenchon : telles sont quelques-unes des propositions défendues par les deux candidats à l'élection présidentielle de 2017, et défendues par leurs représentants, **Patrick Hetzel**, député les Républicains pour François Fillon et **Hendrik Davi**, chercheur à l'Inra pour Jean-Luc Mélenchon, lors du débat « Quelles politiques pour l'enseignement supérieur ? » à l'occasion de Think Education.

Patrick Hetzel et Hendrik Davi étaient interpellés par **François Cansell**, président de la Cdefi, **Jean-Michelle Nicolle**, président de l'UGEI, **Anne-Lucie Wack**, présidente de la CGE et **François Germinet**, président de la commission formation professionnelle de la CPU.

Parmi les thèmes abordés figurent l'orientation, la réussite en licence, la place de l'enseignement privé et ses liens avec le public, la diversité sociale ou encore l'interministériel et l'autonomie des établissements et leurs moyens.

news tank
higher ed & research

DÉCIDER EN TOUTE CONNAISSANCE

5 RAISONS DE S'ABONNER À NEWS TANK HIGHER ED & RESEARCH

NEWS

Un flux d'actualités économiques et politiques, exclusives, synthétiques, fiables, neutres, produites et diffusées en temps réel (Politique & Gouvernance, Établissements, Formation, Recherche, Innovation & Transfert)

TANK

Un réservoir de data, dossiers et d'archives

THINK

Un espace de réflexion, tribunes, analyses, débats

NETWORK

- Des outils de collaboration et d'échange
- Annuaire des organisations et annuaire des membres
- Outil de rediffusion des articles
- Classeurs pour stocker vos articles préférés et les partager
- Événements : Think Education, Clubs dédiés réservés aux abonnés (club numérique, club marketing & communication...)

DISPONIBLE EN PERMANENCE, SUR TOUS LES ÉCRANS

- Ergonomie au service de la lecture, multi écrans, avec de nombreuses fonctionnalités de personnalisation pour chaque abonné
- Choix de l'heure de réception de votre Quotidien
- Choix du jour et de l'heure de réception de votre Hebdomadaire
- Choix des rubriques et mots-clés pour la veille

Vos contacts

THIERRY DE TENEUILLE / thierry.deteneuille@newstank.fr

PIERRE MEURISSE / pierre.meurisse@newstank.fr

Notre équipe

Fondateur et président Groupe News Tank Network : Marc Guiraud / Fondateur et directeur général Groupe : Frédéric Commandeur / Directeurs généraux associés News Tank Higher Ed & Research : Théo Haberbusch, Gilbert Azoulay / Coordination : Claire Dannet / Développement : Camille Scribe, Pierre Meurisse, Thierry de Teneuille / Rédaction : Audrey Steeves, Olivier Monod, Dahvia Ouadia, Julie Souvestre, Agnès Millet, Joséphine Lefèvre, Théodore Hervieux, Laurence Peltier / Photographe : Seb Lascoux / Impression : Imprimerie Poisneuf.



thinkeducation!
news tank®

LES 6 START-UP LAURÉATES DU CONCOURS TNES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

HigherEdMe, Didask, Human Roads, Futur is good, Appscho et TestWe sont les six start-up lauréates du premier concours TNES (Technologies numériques pour l'enseignement supérieur) organisé par News Tank et dont les prix sont remis lors de Think Education, l'événement organisé par News Tank le 07/02/2017 à l'Université Paris-Dauphine.

49 sociétés mais aussi des établissements d'enseignement supérieur, avaient candidaté dans une ou plusieurs des catégories, soit un total de 76 dossiers.

Les lauréats bénéficieront :

- D'un accès aux vice-présidents en charge du numérique dans les universités, établissements et organismes de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- D'un accès aux responsables du numérique de la Conférence des grandes écoles et de l'UGEI ;
- D'un abonnement de 12 mois à News Tank (domaines enseignement supérieur, d'une valeur de 5 990 €), d'un stand et de visibilité (d'une valeur de 7 990 €) lors de Think Education 2018.

Lauréats et finalistes par catégories

Catégorie Gestion

Lauréat : HigherEdMe

Finalistes : Dunity Free Grid et Your Lecturer

Catégorie Pédagogie / Contenus

Lauréat : Didask

Finalistes : Easy Prof et Nomad Education

Catégorie Information / Orientation :

Lauréat : Human Roads

Finalistes : Impala et Study quizz

Catégorie Impact Social :

Lauréat : Futur is good

Finalistes : Brained et ReadSpeaker

Catégorie Campus connecté

Lauréat : Appscho

Finalistes : Lekooa et TestWe

Prix du public de Think Education

Lauréat : TestWE

Finalistes : HigherEdMe, Nomad Education, Study Quizz et Brained.

MERCI AUX PARTENAIRES QUI RENDENT POSSIBLE THINK EDUCATION



FLORENCE POIVEY

PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION ÉDUCATION-
FORMATION-INSERTION DU MEDEF, PRÉSIDENTE
DE LA FÉDÉRATION DE LA PLASTURGIE

L'Afrique, continent de l'espoir

La Jeunesse, l'Entrepreneuriat et l'Afrique rassemblés dans une même ambition, dans un même engagement : comment ne pas être enthousiaste et désireuse de partager l'aventure ? C'est aussi tout l'enjeu de l'initiative que nous avons lancée en décembre, en préambule du récent Sommet de Bamako 2017, avec le premier Forum de la Jeunesse et de l'Entrepreneuriat Afrique & France, réunissant décideurs publics et privés, jeunes, diasporas, entrepreneurs, start-upers et entreprises, des universités et grandes écoles et les patronats africains. En matière d'enseignement supérieur, de nombreux partenariats existent déjà. Mais il y a tant à faire ! L'Afrique est, pour des décennies encore, le continent le plus jeune du monde, véritable Terre d'espérance.

De part et d'autre, nous avons à offrir à notre jeunesse un parcours de formation qui offre désormais une employabilité à chacune et chacun, tout au cours de son parcours professionnel. Les prochaines innovations de ruptures concernent le numérique et les objets connectés, la transition énergétique, la santé, le transport, les smart cities, l'agroalimentaire. Les ruptures s'accroissent. Elles sont autant d'opportunités pour la France comme pour l'Afrique. Ces évolutions sont autant d'exigence nouvelle en termes de formation innovante à la fois technologique et entrepreneuriale. Elles nécessitent pour les entreprises de l'agilité, devenue la clé de la compétitivité : expertise technologique et soft skills notamment à l'international et priorité au développement de l'esprit entrepreneurial et à l'open innovation. Cela veut dire par exemple de développer l'apprentissage comme un des outils répondant au mieux aux entreprises, donc au marché du travail. Cela veut dire aussi favoriser la mobilité, en particulier internationale, à travers des systèmes d'échanges entre étudiants d'Afrique et de France. Cela veut dire encore repenser certaines de nos formations et leur ajustement à des besoins particuliers comme ceux de l'Afrique. La croissance durable de l'Afrique comme celle de la France passe par un système éducatif performant, une ambition formidablement passionnante à partager !



La Conférence des présidents d'université rassemble les dirigeants des 73 universités françaises, ainsi que ceux de 3 universités de technologie, 3 instituts nationaux polytechniques, 4 écoles normales supérieures, plusieurs grands établissements et l'ensemble des communautés d'universités et d'établissements. Rassemblant près d'1,6 million d'étudiants, elle représente, grâce à ses liens avec les organismes et écoles, la majeure partie des forces d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovations françaises. Force de proposition et de négociation auprès des pouvoirs publics, des différents réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales, la CPU se confronte aux évolutions du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche et propose des éléments de transformation.

C'est en ce sens que nous organisons à Reims, les 28/02 et 01/03/2017, notre colloque annuel « Pensons l'université pour l'avenir ». Nous avons la conviction en effet que le rôle que tiendra l'Université dans les prochaines années sera décisif pour l'avenir de notre pays. Nous souhaitons donc mettre le sujet de l'enseignement supérieur et de la recherche au cœur des débats des prochains mois, et des engagements des candidats aux élections présidentielles et législatives de 2017.

L'organisation de « Think Education participe à cette visibilité, en ayant réuni des représentants des conférences et associations de l'enseignement supérieur, et des porte-paroles des candidats à l'élection présidentielle. Partenaire de News Tank Education de la première heure, la CPU s'est naturellement associée à cette journée qui a été un grand événement de démonstration de ce que doit faire l'enseignement supérieur et la recherche pour l'avenir de notre pays. Nous remercions News tank Education pour les conditions de confiance mutuelle dans lesquelles elle s'est déroulée.



Créée par décret en 1976, la CDEFI (conférence des directeurs d'écoles françaises d'ingénieurs) est l'une des deux conférences institutionnelles représentatives de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle représente l'ensemble des directeurs et directrices des 206 établissements, ou composantes d'établissements, publics et privés, accrédités à délivrer le titre d'ingénieur diplômé.

Les formations d'ingénieurs étant conçues autour des trois piliers formation, recherche et innovation, il était évident, pour la CDEFI, et son président, François Cansell, de s'impliquer dans Think Education 2017, événement dont la Conférence est partenaire depuis la première édition. La CDEFI œuvre notamment pour améliorer le regard porté sur la technologie et les formations dites professionnalisantes, mais aussi pour rendre plus attractives les formations d'ingénieurs auprès des collégiens, des lycéens, et plus particulièrement auprès des jeunes filles. Think Education 2017 a, entre autres, permis d'aborder ces enjeux primordiaux à l'orée des élections présidentielles.

L'enseignement supérieur et la recherche sont des vecteurs majeurs du développement économique et social durables de notre pays. Les multiples rencontres, experts rooms, tables rondes, organisés par News Tank ont permis de réunir de nombreux acteurs ; les échanges ont ainsi été très riches et ont alimenté les travaux de notre Conférence, notamment ceux relatifs à la structuration de grands établissements technologiques.

La CDEFI tenait également à témoigner, de son souhait de renforcer davantage les partenariats académiques et de recherche avec les établissements supérieurs africains. Enfin, Think Education a été l'occasion pour la CDEFI de réaffirmer l'importance qu'elle porte aux actions de solidarité et de citoyenneté. Les Trophées Solidaires et la CDEFI ont ainsi choisi d'officialiser leur partenariat portant sur l'initiative Impact Campus à l'occasion de cet événement.



Avec ses propositions pour l'élection présidentielle 2017, la CGE s'invite dans le débat. La Conférence des grandes écoles (CGE), regroupement de 222 grandes écoles françaises (ingénieur, management, normales sup, sciences po, architecture, art, design, santé...), a été la première conférence à dévoiler ses propositions pour l'enseignement supérieur, au Palais du Luxembourg le 29/09/2016, en présence de sénatrices et sénateurs de toutes tendances et de nombreux journalistes. Depuis septembre, la CGE parcourt les territoires à la rencontre des équipes de campagne avec un objectif : que les politiques se saisissent des enjeux liés à l'enseignement supérieur !

Une priorité absolue : faire réussir la jeunesse

Acteur de poids de l'ESR (les grandes écoles forment 40% des diplômés de grade master du pays), la CGE a centré ses propositions sur un grand objectif : « faire réussir la jeunesse ». Les jeunes arrivent en masse dans l'enseignement supérieur : 2,5 millions d'étudiants aujourd'hui, et plus de 3,2 millions à l'horizon 2027, sous l'effet conjugué de la démographie et de l'élévation souhaitée du niveau d'éducation, soit 800 000 jeunes en plus sur les dix prochaines années.

Face au coût économique et social de l'échec, il ne suffit pas de dire que l'enseignement supérieur doit accueillir tous les bacheliers. Encore faut-il les faire réussir et les conduire vers l'emploi. Pour cela, la CGE formule ses propositions pour faire en sorte que chaque jeune puisse trouver une voie correspondant à ses aspirations.

Une nouvelle équation pour l'enseignement supérieur, avec 5 leviers : réussite en 1^{er} cycle, ouverture sociale, impact territorial, agilité et financement.

Orienter, accompagner, développer les formations courtes permettant une insertion professionnelle à bac +3, développer l'apprentissage, gommer les biais liés à l'origine sociale par des programmes massifs d'inclusion, favoriser l'agilité et l'autonomie des établissements pour innover et anticiper, accroître l'impact des établissements sur les territoires et trouver un nouveau modèle de financement... Sur ces sujets prioritaires, la CGE formule 24 propositions concrètes, pour que Grandes écoles et universités, entreprises et territoires se mobilisent, ensemble, pour l'avenir de notre jeunesse et de notre pays.

L'Union des Grandes Écoles Indépendantes, créée en 1993, fédère 33 établissements privés : 20 écoles d'ingénieurs et 13 écoles de management, délivrant des diplômes qui confèrent le Grade de Master, implantées sur l'ensemble du territoire national. L'UGEI représente ainsi 43 000 étudiants, 8 500 apprentis et près de 10 000 diplômés à bac +5 par an. Les écoles de l'UGEI offrent les meilleurs atouts pour une parfaite insertion professionnelle de diplômés audacieux et réactifs grâce à la qualité et à la diversité de leurs formations et grâce à leur collaboration étroite et constante avec les milieux économiques et industriels. Ces écoles proposent des formations initiales, une ouverture internationale des cursus, des recrutements diversifiés, la formation par l'apprentissage, la recherche avec des partenariats et collaborations de toute nature, la formation continue au service du monde professionnel. C'est la raison pour laquelle, formation et technologie ont au cœur de la dynamique de l'UGEI. La technologie est à la fois objet et support de la formation, formations à la technologie et technologies pour la formation.

Le thème renvoie au rapport entre l'Homme et la technologie et à la responsabilité, en particulier des écoles d'ingénieurs, de le construire, de l'accompagner et de l'anticiper. Notre système de formation limite trop souvent sa responsabilité d'apprentissage des deux niveaux de l'innovation et de la réalisation. Or, si on se réfère aux travaux du philosophe Koert Van Mensvoort, il existe 7 niveaux, de l'imaginaire à l'intégration homme-nature, des technologies imaginées (Léonard de Vinci, Jules Verne, etc.) aux technologies « invisibles » totalement fusionnées (c'est le cas de la cuisson des aliments inventée il y a 200 000 ans). Une autre dimension est plus sociologique : la formation doit préparer aux nouveaux rapports sociaux dans l'industrie du futur. Dans cette perspective, risque et responsabilité de la technologie constituent des dimensions essentielles.

Principal réseau professionnel des personnels d'encadrement supérieur de l'administration universitaire, notre association poursuit une triple ambition :

- › Créer de nouvelles synergies autour des enjeux de gestion, de management et de gouvernance universitaires en France et à l'étranger
 - › Promouvoir l'échange de pratiques innovantes et renforcer la professionnalisation de ses membres, à travers notamment l'organisation de rencontres et de séminaires de pointe, réflexifs et interactifs
 - › Assurer la défense des intérêts individuels et collectifs des personnels détachés ou chargés des fonctions de DGS, en concertation avec l'administration centrale, la conférence des présidents d'universités (CPU) et la conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI).
- Soucieuse de respecter la diversité de nos environnements professionnels que compte le paysage universitaire français, notre association se veut ouverte à l'ensemble des collègues exerçant des fonctions de DGS en université ou école, ou de secrétaire général d'établissement public œuvrant dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche (en qualité de membre associé).



Le Comité des Services Informatiques de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CSIESR) est une structure associative nationale dont les adhérents sont les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, soit 140 universités, grandes écoles et EPST. Le CSIESR fédère les services numériques de ses établissements adhérents autour de 3 missions principales :

- Contribuer au développement du numérique pour l'éducation, la culture, et la recherche ;
- Accompagner les services des techniques de l'information et de la communication et leurs personnels pour appréhender les innovations, les évolutions technologiques, les méthodes et organisations ;
- Renforcer la reconnaissance du rôle stratégique des

systèmes d'information dans les établissements et d'accompagner les décideurs dans la prise en compte de ces aspects.

L'une des forces du CSIESR réside dans sa capacité à rassembler autour du thème majeur de la transformation numérique de l'ESR tous les acteurs concernés de ses établissements adhérents, des équipes opérationnelles aux directeurs et vice-présidents porteurs des approches stratégique et politique. Si le CSIESR constitue avec ses adhérents un vaste espace de réflexion sur le numérique, il leur apporte également une offre concrète en matière de formation. Cette activité importante (environ 1600 jours hommes formés en 2016) s'appuie sur un riche catalogue thématique réactualisé annuellement.

Le CSIESR propose également divers événements telles que des journées thématiques ou encore les Assises annuelles dont l'édition 2017 aura lieu du 2 au 5 mai à Cannes. A cette occasion, nous allons mobiliser plus de 200 responsables numériques des établissements ESR, avec le soutien de 18 grands acteurs socio-économiques. En lien avec notre partenaire News Tank, cette édition des Assises s'inscrira pleinement dans la continuité de sujets traités lors de Think Education 2017.



L'Arces (association des responsables de communication de l'enseignement supérieur) : le premier réseau des communicants de l'enseignement supérieur.

L'Arces réunit plus de 400 membres issus de plus de 200 établissements (universités, écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, organismes, institutions...). Pour répondre aux défis d'un environnement en perpétuelle évolution comme celui de l'enseignement supérieur, le rôle d'une direction de communication est central et stratégique. C'est pourquoi le réseau Arces se veut un lieu d'expertises, de ressources et d'échanges qui permet d'accompagner depuis plus de 30 ans tous les professionnels des universités, des écoles, des institutions ou organismes... qui cherchent à élargir leur

horizon, se questionner sur leurs pratiques, échanger, enrichir leurs compétences. L'Arces développe des partenariats étroits avec d'autres grands réseaux d'experts, notamment en Europe, avec Euprio.

Nos missions

- › promouvoir la fonction communication dans l'enseignement supérieur
- › susciter des échanges d'informations et des confrontations d'expériences
- › participer à la promotion de l'enseignement supérieur.

Le poids des rankings

Ils deviennent un des objectifs prioritaires des établissements et se place en 5^e position des priorités des communicants, avant même la relation avec les diplômés ou la recherche de financement.

Partager ses expériences, développer son réseau, se former

- › Une mise en réseau unique : accès à un annuaire en ligne de tous les membres, un réseau social « Votre Arces » (réservé aux adhérents)
 - › Des programmes de formation adaptés et de qualité en partenariat avec le CELSA
 - › Des colloques et des rendez-vous annuels
 - › L'Observatoire des métiers de la communication : depuis plus de 10 ans et tous les 2 ans, l'Arces mène une grande étude sur les métiers de la communication dans l'enseignement supérieur en collaboration avec le cabinet Occurrence
- Cette année, l'Arces se penchera sur la thématique suivante : « Communication d'influence, les règles du jeu ont-elles changé ? »
- Rendez-vous le 09/06/2017 au Pôle Léonard de Vinci, Paris La Défense pour des conférences, workshops et tables rondes.



La FCU est un réseau d'experts d'une centaine de membres, tous acteurs publics de la formation continue (universités, écoles, Instituts Nationaux Polytechniques, CNAM...). La FCU a pour mission de favoriser le développement de la formation continue et de la Formation Tout au long de la Vie (FTLV) à l'université. La force de la FCU, c'est aussi son implantation. Avec des établissements répartis sur tout le territoire, et organisée en réseau,

déclinant ainsi une offre au plan régional, national et international, la FCU est un partenaire privilégié des Régions, des entreprises et des branches professionnelles.

La FCU propose, au travers de ses établissements membres, un ensemble de formations et de services, important, cohérent et diversifié. Elle s'appuie sur les meilleurs spécialistes ou pédagogues de chaque discipline, pour répondre aux besoins de montée en compétences, à tout niveau et pour tous les métiers, y compris en matière d'innovation. L'ensemble de l'offre est accessible, selon les universités, en mode présentiel, à distance ou en mixant les deux.

Pour répondre à un besoin de formation, la FCU prépare à des diplômes nationaux (DUT, licences, licences professionnelles, masters, doctorats...), des titres d'ingénieurs, des Diplômes d'Université (DU), des formations qualifiantes courtes, un équivalent national au Baccalauréat, le Diplôme d'Accès aux Études Universitaires (DAEU).

Pour répondre à un besoin de reconnaissance de l'expérience, la FCU combine la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE 2002) qui permet sur la base de l'expérience d'obtenir tout ou partie d'un diplôme, des dispositifs de dispense (VAPP85), des modalités permettant d'adapter ou de raccourcir les parcours de formation, des bilans de compétences...

Les services FCU sont donc un lieu privilégié d'accueil et de conseil. Ils accompagnent entreprises et adultes, de façon personnalisée, dans la construction d'un projet d'évolution ou de mobilité professionnelle.



Secteurs d'activité : Enseignement Supérieur et Recherche / Direction de Cabinet

Cercle de réflexion et d'échanges d'expériences entre directeurs de cabinet des établissements et organismes relevant du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'association DircabESR compte une cinquantaine de membres actifs. Elle est aussi un espace de rencontre et de coopération avec les collaborateurs de cabinet des ministères, administrations centrales

et déconcentrées, collectivités territoriales, établissements publics et avec les responsables politiques et administratifs de l'action publique, au premier rang les élus.

Après avoir établi un état des lieux des missions et compétences permettant de mieux délimiter les contours de la profession de Directeur de Cabinet dans le paysage de l'ESR, l'association travaille aujourd'hui à la mise en place d'un cycle de formation à destination de ses adhérents et de l'ensemble des collaborateurs de Cabinet des universités.

Intéressée à l'ensemble des sujets et problématiques concernant l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, c'est tout naturellement que l'association a développé un partenariat avec News Tank dans le cadre de Think Education.



L'association VP-NUM est composée des vice-présidents en charge des questions numériques des établissements d'enseignements supérieur en France. Ces membres (50) à l'aide d'un bureau HYPERLINK (Nadia Jacoby, Brigitte Nominé, Anne Vannet, Olivier Perlot, Francois Perea, Stephane Amiard) travaillent les questions du numérique sous tous ces angles : gouvernance, pilotage, de la fibre optique à la pédagogie en passant par le système d'information, prospective et benchmark de manière à gagner en efficacité dans les établissements et les territoires. Notre activité principale se décline autour de 4 axes : les missions, de l'accompagnement et professionnalisation, de la communauté au réseau, partenariats et leadership.

Ces axes de travail ont été mis en place pour gagner les défis de la transformations numériques des établissements et des territoires. Nous travaillons sous formes de journées intensives d'échanges de pratiques professionnelles appelées #BootcampNum. Les prochaines ont lieu à l'université de Montpellier 3 les 29 et 30/06/2017.

Nous sommes venus à Think Education dans un esprit qui nous anime en permanence : il n'y a de vérité que dans la confrontation des idées et des pratiques.



La Conférence des Étudiants Vice-Présidents d'Universités est une association loi 1901 administrée par une commission permanente de 15 Vice-Président(e)s Étudiant(e)s qui inclut un bureau : Dorian Colas des Francs (président), vice-président du conseil académique de l'université de Bourgogne ; Jonas Costagliola (secrétaire général), vice-président étudiant de l'université Grenoble-Alpes et Hadrien-Maury Casalta (trésorier), vice-président vie étudiante, insertion professionnelle et entrepreneuriat de la ComUE HESAM.

La CEVPU se voit comme un espace de mutualisation et d'échanges entre VPE, elle est ainsi un vecteur de formation des VPE à l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, elle existe essentiellement à travers ses rencontres nationales s'est réunie du 10 au 12/06/2017 au campus de Lorient de l'université Bretagne-Sud pour travailler sur des thématiques telles que le handicap, la culture, la démocratie universitaire, les FSDIE ou encore des temps de présentation d'initiatives locales.

Au-delà d'un outil pour les VPE, la CEVPU en est aussi la porte-parole auprès de ses nombreux partenaires. Elle siège ainsi à la commission mensuelle vie de campus et vie étudiante de la CPU et est régulièrement invitée à des événements de l'AVUF, la COURROIE, l'AMUE...

Ayant à cœur de représenter les VPE, quelle que soit leur sensibilité politique, la CEVPU se positionne sur certains sujets de manière complémentaire, sous l'angle des fonctions de VPE, aux associations de représentation étudiante déjà existantes. Elle a ainsi récemment sollicité la CPU pour retravailler la valorisation de l'engagement des étudiants de concert avec chaque VPE suite à un accord unanime de son réseau.

Considérant que les représentants étudiants doivent être préparés à proposer leurs politiques d'enseignement supérieur dans leurs établissements, la CEVPU avait à cœur qu'ils puissent assister et participer aux débats de Think Education et s'associer à News Tank de manière plus générale.



L'Associations des Villes Universitaires regroupe 82 collectivités locales (municipalités, agglomération, métropoles) qui

interviennent en soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur sur leur territoire, et cherchent à améliorer l'efficacité de ce soutien. Elle est présidée par Catherine Vautrin, Député-présidente de la Communauté Urbaine du Grand Reims.

Les collectivités locales n'interviennent pas directement sur l'enseignement supérieur (à l'exception des Écoles d'Art et de 3 écoles spécialisées de la Ville de Paris) mais elles développent des actions sur des champs connexes. C'est le cas pour la valorisation de la recherche, les services de vie étudiante ou le (co) financement d'équipements de formation et de recherche, qui s'intègrent parfois dans de vastes opérations d'aménagement. Dans les villes moyennes, nos adhérents contribuent souvent au budget de fonctionnement des pôles universitaires de proximité.

Nous travaillons en ce moment sur les questions d'immobilier universitaire qui nécessitent des réponses innovantes pour assurer l'attractivité des campus et surtout la prise en compte de la transition énergétique ou de la rénovation numérique. Notre association se doit d'anticiper des risques à venir, à la fois pour les universités qui devront faire des choix d'optimisation de leur patrimoine immobilier, et pour les collectivités locales qui devront les accompagner. Nous organisons un séminaire national à ce sujet le 8 mars avec 4 autres associations de collectivités, la CPU et la CDC.

L'an dernier, Catherine Vautrin est intervenue à la 1^{re} édition de Think Education, mais cette année nous sommes venus pour écouter, par exemple le commissaire général à l'Investissement sur les orientations du PIA, et pour rencontrer des chefs d'établissements et d'autres acteurs de l'ESR, avec qui nous pouvons imaginer des collaborations, dans des domaines aussi variés que l'habitat étudiant ou l'attractivité internationale.



La FNEGE, Fondation au service de l'excellence de l'enseignement et de la recherche en management Créée en 1968 par l'État et des entreprises, la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la gestion des Entreprises

(FNEGE), Fondation reconnue comme établissement d'utilité publique, a pour principale mission de développer et de promouvoir l'enseignement supérieur de gestion en France, et le porter à un niveau d'excellence. La Fondation est un lieu unique d'échanges privilégié entre les Universités, les Instituts d'Administration des Entreprises (IAE), les Grandes Écoles de Gestion et les entreprises à qui elle propose toute une gamme de services innovants (séminaires, tests d'aptitudes, remises de prix, rencontres et colloques, études...). La FNEGE est lauréate du Programme Investissement d'Avenir (PIA) en 2015 avec Pépite France, 1^{er} réseau d'étudiants-entrepreneurs, programme coordonné par Jean-Pierre Boissin. En s'appuyant sur les 29 PEPITE (Pôles Étudiants Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat), ce programme vise à fédérer et renforcer les mesures nationales autour de trois axes :

- › 1 : Diffuser des outils numériques de sensibilisation à l'entrepreneuriat avec Minimento
- › 2 : Mettre en place des certificats de compétences en entrepreneuriat et en innovation afin de les valoriser aussi sur le marché du travail : intrapreneuriat, business developer...
- › 3 : Renforcer le statut national étudiant-entrepreneur avec le programme Pépite Starter Pépite France a aussi vocation à mettre en lien le dispositif PEPITE, les étudiants-entrepreneurs et les entreprises.



Vous êtes une entreprise

Dopez votre compétitivité en recrutant un doctorant ! Plus de 400 nouvelles entreprises bénéficient du dispositif Cifre chaque année, pourquoi pas la vôtre ! Vous souhaitez rester compétitif, améliorer un domaine de compétences déjà existant... Vous voulez anticiper une obligation réglementaire... Vous recherchez une rupture technologique... Dotez-vous d'un diplômé de grade Master qui encadré par un scientifique reconnu, vous proposera des solutions concrètes. L'ANRT pour le compte du ministère en charge de la recherche vous verse une subvention annuelle

de 14 000 € pour un salaire d'embauche annuel brut, en CDI ou CDD de 3 ans, au moins égal à 23 484 €. Les coûts restants à charge sont susceptibles d'être éligibles au crédit d'impôt recherche.

Vous êtes un laboratoire

Dopez vos recherches avec le dispositif Cifre ! Vous placez vos étudiants dans des conditions scientifiques et financières optimales autour d'un projet en partenariat avec une entreprise. Vous confrontez vos axes de recherche avec la stratégie et les besoins de l'entreprise. Vous vous dotez d'un potentiel de transfert et de valorisation de vos recherches. Vous signez avec l'entreprise bénéficiaire de la Cifre un contrat de collaboration garant des conditions de déroulement des recherches et du partage de la propriété des résultats.

Vous êtes étudiant

Stimulez votre avenir ! Vous préparez un doctorat dans un cadre multiculturel en bénéficiant d'un double encadrement académique et professionnel. Vous serez responsable d'un projet de recherche sur lequel votre entreprise et votre laboratoire d'accueil établiront un partenariat : des atouts précieux pour s'insérer dans la vie professionnelle !



Opcalia, un OPCA au service de la performance

Opcalia est un organisme paritaire collecteur agréé, une structure associative qui gère, mutualise puis redistribue les contributions financières des entreprises pour la formation professionnelle. Opcalia agit en faveur de l'insertion professionnelle, du maintien dans l'emploi et de la mobilité par le développement des compétences. Opcalia gère un éventail de dispositifs de formation qui lui permettent de répondre aux demandes et attentes de ses entreprises adhérentes en matière de gestion des compétences et de développement des qualifications. Négociés par les partenaires sociaux et instaurés par le législateur, ces dispositifs sont strictement encadrés par la loi (Plan de formation, contrats et périodes de professionnalisation, POE, CPF, bilans de compétences, VAE).

Publics visés, objectifs, conditions d'accès, déroulement des formations, durées, financements : chacun d'eux comporte, en effet, des modalités d'organisation très précises. Doté d'une implantation maillée sur tout le territoire, Opcalia représente plus de 65 000 entreprises qui emploient près de 2 millions de salariés issus de 39 branches et secteurs d'activité partenaires ou de l'interprofession.

Nos missions

Simplifier la gestion administrative :

- › Accompagnement personnalisé, gestion administrative, suivi des dépenses de formation, demandes de prise en charge en ligne (OPCABOX), subrogation
- Construire et gérer le plan de formation :
- Analyser les compétences des salariés au regard des projets de l'entreprise, détecter les besoins en formation, définir le cahier des charges, proposer des prestataires, élaborer le plan de formation, évaluer et faciliter l'accès à la formation des TPE/PME
- Opcalia développe des services de proximité :
- Une équipe dédiée à l'entreprise : 1 Conseiller et 1 assistant formation

Notre offre de services s'articule autour de 5 piliers :

- › Anticiper vos besoins
- › Recruter vos collaborateurs
- › Manager les compétences
- › Acheter des formations
- › Gérer/évaluer votre investissement.



Renater, acteur majeur du numérique de la communauté Enseignement et Recherche, conçoit et exploite le réseau sécurisé à très haut débit fournissant une connectivité nationale et internationale dédiée à plus de 2 millions d'utilisateurs (étudiants, enseignants, chercheurs) à travers 1 400 sites d'enseignement et de recherche.

Renater propose un portefeuille de services (mobilité, visioconférence, sécurité, fédération d'identité, messagerie, antispam), ainsi que des services collaboratifs performants et adaptés aux besoins de la communauté. L'objectif permanent de Renater est d'anticiper l'évolution des usages et des technologies afin d'apporter des solutions toujours

plus performantes à ses usagers. Renater est membre actif du réseau pan-européen Géant, dédié à la communauté Recherche et Enseignement International. Il soutient la coopération internationale en partageant au sein de cette communauté les travaux de R&D et la diffusion des services. Renater, en tant qu'acteur de référence, apporte son expertise réseau au projet européen Africaconnect 2 pour améliorer les coopérations Nord/Sud au sein du continent africain. Renater est également partenaire de WACREN (West and Central African Research and Education Network) depuis 2011 et depuis 2015, participe au projet Horizon2020, Tandem, qui vise à accélérer la mise en œuvre de NREns particulièrement en Afrique de l'Ouest et du Centre.



EducAzur est un cluster français regroupant actuellement 20 institutions publiques et privées liées au secteur des EdTechs. Sa mission est de mettre en place des projets structurants et innovants entre les acteurs de l'écosystème local et national : les startups de la French Tech Côte d'Azur (acteur national #Edtech), les grands groupes du numérique et de la e-éducation, la recherche et l'enseignement supérieur (avec le projet d'Idex UCAJEDI), les acteurs de l'éducation nationale, les chambres consulaires et les collectivités. Son ambition est d'accélérer les expérimentations dans l'enseignement scolaire, supérieur et la formation professionnelle. Pour exemple, EducAzur et Class'Code ont signé un partenariat autour du codage en région PACA, région pilote. Les animateurs d'EducAzur sont G. Giraudon (Inria et Vice-Président Innovation Université Côte d'Azur), F. Moizan (Gayatech et co-Président FTCA) et M-C Forgue (ERCIM/W3C, head of training). EducAzur est partenaire du concours TNES (membre du jury) et par conséquent partenaire de Think Education initiative qui contribue à la dynamique française des EdTechs.

Le « Facility Management » au service de l'éducation

Les offres de l'écosystème GYSC - Aimaira - Kinousassur permettent de vous recentrer sur votre cœur de métier. Toutes nos solutions ont été demandées, développées et approuvées par des professionnels de l'éducation. Vous optimisez la gestion de vos tâches quotidiennes, tout en maîtrisant la qualité et le coût.



Didask

Didask est une plateforme d'apprentissage au service des enseignants et des formateurs, pour les aider à améliorer leur efficacité pédagogique par une démarche scientifique. Notre start-up a été créée et elle est dirigée par des chercheurs et enseignants à la croisée de l'économie, des sciences cognitives et des data science. Nous développons la plateforme en collaboration étroite avec le département d'études cognitives de l'ENS de Paris et le laboratoire de recherche en informatique de Centrale-Supélec. Les établissements d'enseignement supérieur utilisent Didask pour remettre à niveau les étudiants avant le démarrage d'un cours ou d'une année universitaire, pour mettre en place des innovations pédagogiques basées sur des phases d'exercices personnalisés en parallèle des cours, ou pour consolider régulièrement leurs acquis après le cours et améliorer la réussite aux examens et aux concours. Nous aidons également les établissements à renforcer leurs partenariats public-privé et avec d'autres établissements en France et à l'international. L'architecture pédagogique unique des formations Didask, composées de petites capsules pouvant être réutilisées dans diverses formations, permet aux établissements de partager, échanger ou vendre leurs capsules à d'autres organisations via une marketplace intégrée. Le 20/06/2017 a eu lieu le lancement officiel de notre offre de commercialisation auprès de l'ESR. Didask est d'ores et déjà utilisée par 3 000 apprenants et des enseignants de plusieurs établissements dont

l'ENS Paris, l'École d'économie de Paris et l'université Paris-Dauphine. La start-up est également soutenue par les PIA (Lauréat e-FRAN), l'organisme Scientipôle, la Région Île-de-France et la BPI. Nous avons souhaité nous informer sur les changements en cours dans le secteur de l'ESR (numérique, internationalisation, pédagogie) et échanger sur notre vision des innovations numériques avec nos pairs et les experts présents.



Pourquoi proposer aux écoles et aux entreprises de devenir nos partenaires privilégiés ? CILEVEL vous permet de digitaliser vos contenus à grande échelle, d'installer une nouvelle dynamique pédagogique ; à coûts sans équivalent, en ne vous limitant plus à une seule digitalisation d'un seul ou de quelques MOOC. Profitez-en pour mettre à jour votre offre blended et penser à l'expérience globale de l'apprenant. Cilevel, un process de digitalisation en trois étapes :

- › Vos contenus sont scénarisés et enrichis.
- › Nous produisons vos films interactifs à votre image, avec des médiateurs pédagogiques, dans le respect de votre ligne éditoriale.
- › Nous déployons la plateforme de formation et mettons à votre disposition les outils de suivi pédagogique.

Nous optimisons les modèles économiques de nos clients en réduisant les frais fixes, et en proposant de nouvelles économies d'échelle. Pourquoi continuer à suivre des cours dans une seule et même salle de classe ? Alors même que vos salles de cours en ligne se multiplient, sans limite aucune, et que le partage d'expérience et le travail collaboratif n'ont jamais été aussi simples. Vous optimisez les budgets de formation, économisez sur les frais fixes et réduisez le déplacement des équipes. Vos apprenants ne viennent plus seulement pour écouter, ils viennent pour agir : «learning by doing», interagir entre pairs ou avec leurs tuteurs, expérimenter la classe inversée en se préparant en ligne et vivant des sessions d'apprentissage revisitées, vivre des moments de

partage pédagogique plus riches avec leurs professeurs : Sur le plan pédagogique, nous fédérons 3 mondes : celui de la technologie, de l'éducation, du spectacle. Nous donnons envie d'innover avec des modèles d'apprentissage disruptifs et incitatifs. Nous libérons la créativité, pour apprendre autrement ou même apprendre à apprendre : Vous attirez de nouveaux apprenants / étudiants. Les stagiaires gagnent en confort de travail et de vie, en efficacité, et en équilibre. Le développement et l'épanouissement de chacun sont facilités. Les apprenants peuvent désormais apprendre à tout moment, où ils souhaitent, en poste, en recherche d'emploi, en tant qu'étudiant, en tant qu'alternant. L'outil digital respecte plus que jamais chacun dans ses rythmes d'apprentissage ou professionnels, permettant plus aisément le développement des compétences en formation initiale ou tout au long de la vie.

Nous incitons via l'outil digital à :

- › respecter les rythmes d'apprentissage de chacun,
- › reconnaître les différents types d'intelligences,
- › adopter une pédagogie par l'émotion, permettant d'identifier les points de force de chacun et mieux travailler les points de progrès.

Notre approche et nos outils permettent également un accompagnement individuel renforcé via un assessment 360 et des progiciels de suivi quotidien de la courbe d'apprentissage de chacun. L'observation d'un véritable ROE (Return on Education) et la promotion effective d'une pédagogie de l'accompagnement et de l'encouragement ne sont plus des vœux pieux.

› Développons ensemble de nouveaux marchés Pourquoi se contenter d'enseigner sur site uniquement à quelques centaines de stagiaires alors que l'on peut démultiplier les sessions à l'envi, à des milliers de stagiaires en France et au-delà des frontières ? Les avantages d'une telle transformation sont nombreux :

- Proposer des cursus partout dans le monde, à portée de clics, et à des publics très variés : jeunes et adultes, en poste ou à la recherche d'un emploi, pour une évolution

professionnelle ou un changement de vie.

- Intégrer un écosystème éducatif digital et international, fédérant à la fois des universités, des écoles et des entreprises

Devenir partenaire de Cilevel, ce n'est pas seulement opter pour une digitalisation des parcours, simple et enfin accessible financièrement, c'est aussi s'inscrire dans un nouveau dispositif éducatif et sociétal, dont l'objet est de garantir une meilleure employabilité à chacune et chacun.



Lafayette Associés est une société de conseil, créée en 2008 et qui a pour mission d'accompagner établissements d'enseignement, collectivités, branches professionnelles et entreprises dans la conception et le développement de leurs dispositifs Emploi-Formation. Portée par la récente réforme de la formation professionnelle, notre société compte aujourd'hui 10 collaborateurs. Nous sommes aujourd'hui, leader dans la labellisation des certifications de formation. Nous proposons à nos clients une offre unique qui combine la maîtrise et l'exploitation des données emploi-formation, la mise en œuvre de modèles économiques et modèle de développement propres à l'éducation, et enfin la labellisation des certifications formation (RNCP et Inventaire). Parmi nos références figurent d'établissements d'enseignement et de formation professionnelle (Centrale-Supelec, CFA Ingénieurs 2000, Groupe IGS, Groupe Studialis, Groupe Y-nov, HEC, Institut des Télécoms, Skema, Université de Cergy, Université Paris Diderot...), des collectivités (Régions Pays de Loire, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais), des branches professionnelles et OPCA (FRTP, ALIFSA, UIMM, SYNTEC). En 2016, nous avons lancé l'offre Data : Acolad. Une solution d'analyse et de production de flux de données emploi-formation à destination de l'enseignement et de ses financeurs. Acolad, a été retenue par la CDC et le Ministère du Travail pour fournir les données et indicateurs emploi-formation pour le CPA mis en œuvre en janvier 2017.

Verifdiploma, 17 ans d'expertise dans la vérification de diplômes en France et à l'international.

En partenariat avec les établissements de l'Enseignement supérieur, Verifdiploma a développé une base de données nationale de près de 12 millions de diplômés :

- › 361 conventions de partenariat avec les établissements de l'Enseignement Supérieur
- › Tous types d'établissements : Universités, IAE, IUT, Écoles de commerce, Écoles d'ingénieurs,...
- › Tous types de diplômes : nationaux (Brevet, CAP, Bac, BTS, DUT, Licence, Master, Doctorat...), diplômes universitaires (DU...), certificats, formations professionnelles...
- › Niveau: Cap, Bep, Bac, Bac +2, Bac +3, Bac+4, Bac +5, Bac+6 et Bac +8
- › Toutes les années de promotions : capacité à gérer l'historique
- › Zones géographiques : France et international (Partenariats USA, Chine...)

Innovations

Afin de s'adapter à la demande de son marché qui s'internationalise ainsi qu'à l'évolution des nouvelles technologies, Verifdiploma a développé des services innovants s'adressant aux acteurs suivants :

- › Étudiants
- › Établissements
- › Recruteurs

Lancement de 3 innovations accompagnant les services de scolarité dans la transition numérique :

- › Gestion des demandes de vérifications de diplômes des recruteurs
- › Vérification des diplômes lors des admissions
- › Dématérialisation des documents de scolarité

Concept

Le concept est la digitalisation des services de scolarité.

Ces nouveaux services permettent aux établissements de réaliser des gains de productivité par l'innovation numérique tout en proposant un service de meilleure qualité à leurs étudiants et entreprises partenaires.

- › Favoriser et sécuriser l'insertion professionnelle des diplômés
- › Faciliter et sécuriser l'admission des étudiants
- › Accompagner et sécuriser la mobilité internationale des étudiants et diplômés

Partenaires

De nombreux partenaires institutionnels en France et à

l'international : Ministère de l'Éducation Nationale, CGE, CNCP, ANDRH, CSCSE (Chine), Groningen, NSC (USA),...



Société de conseil en stratégie dédiée à l'éducation supérieure

La croissance des besoins en éducation supérieure est faible ou stable dans les pays du nord alors qu'elle est très forte dans les pays du sud ou émergents.

Notre activité est organisée autour de quatre pôles principaux :

- › L'internationalisation de programme et d'écoles avec la mise en place de franchises et la délocalisation de programmes
- › L'ingénierie pédagogique et la production de contenus de cours via les nouvelles approches éducatives (vidéo, MOOC, online et blended learning)
- › La croissance organique et externe : fusions acquisition et accompagnement du changement
- › L'activité d'opérateur d'écoles et d'universités pour le compte d'investisseurs.

Nous intervenons principalement pour des écoles européennes, américaines et asiatiques avec des partenaires au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, en Afrique, en Amérique du Sud.

Nous vous accompagnons pour la recherche de partenaires sérieux, la duplication et la sécurisation de vos processus internes, la digitalisation de vos programmes, la qualité du recrutement pédagogique et des étudiants délocalisés, la gestion des flux physiques avec vos partenaires, l'audit et le contrôle qualité, l'exhaustivité de votre chiffre d'affaires et l'assurance de vos flux financiers.



ETS, concepteur des tests TOEIC® et TOEFL®, est le plus grand organisme privé à but non lucratif dédié à la recherche éducative et à la conception de tests d'évaluation et de mesure de compétences linguistiques.

ETS Global, filiale détenue à 100 % par ETS, apporte à l'échelle internationale l'expertise et l'expérience d'ETS auprès des pouvoirs publics et des

communautés professionnelles et éducatives.

Notre mission

La mission d'ETS est d'œuvrer au développement d'un enseignement équitable et de qualité grâce à des tests équitables et valides. Les solutions d'ETS permettent d'évaluer les savoirs et les compétences, de promouvoir la qualité de l'apprentissage et de la pédagogie tout en contribuant au perfectionnement éducatif et professionnel de tous, partout dans le monde. ETS Global soutient l'ensemble de ses missions dans près de 60 pays dans le monde.

Le programme TOEIC® propose un éventail d'évaluations et d'outils de préparation permettant de certifier les compétences en anglais pour se démarquer sur le marché du travail.

Les tests TOEIC®, la référence mondiale pour l'évaluation des niveaux d'anglais

78% des entreprises déclarent que leur besoin en compétences en anglais a augmenté dans les trois dernières années. Quel que soit le secteur d'activité ou le métier, la maîtrise de la langue anglaise est un atout majeur dans le milieu professionnel. Près de 14 000 entreprises et organismes dans plus de 150 pays utilisent les tests TOEIC. Ils offrent une évaluation précise des quatre compétences linguistiques :

- › la compréhension écrite et orale (tests TOEIC® Listening and Reading et TOEIC Bridge™)
 - › l'expression écrite et orale (tests TOEIC® Speaking and Writing)
- Les tests TOEIC permettent de certifier les compétences en langue anglaise des jeunes diplômés et de les valoriser sur le marché de travail avec une certification objective et reconnue partout dans le monde.



À l'occasion de la journée Think Education, Meltwater a présenté les résultats d'une étude, réalisée en partenariat avec News Tank. Ce rapport analyse l'e-réputation, sur la presse en ligne internationale et les médias sociaux, des dix premières Business Schools françaises du classement du Financial Times 2016. Ce rapport identifie les différents facteurs qui influencent sur la bonne ou mauvaise réputation d'un établissement. On y constate

en effet une vraie différence entre les classements académiques et médiatiques ! Nous notons par exemple comment le corps enseignant et la direction d'une école peut contribuer à son image, ainsi que l'impact des étudiants et des anciens élèves.

Dans ce rapport, on découvre, entre autres, comment développer l'image internationale d'un établissement et éviter les crises dans un secteur qui n'en est pas à l'abri.

Meltwater est le leader en solutions de media intelligence. Nos solutions de veille stratégique, d'e-réputation et de social media monitoring aident les entreprises à prendre de meilleures décisions à l'aide d'informations issues de leur marché. Nous scannons et rassemblons des milliards de données provenant d'une multitude de sources digitales afin de permettre à nos clients d'en obtenir des Insights en un clin d'œil. Avec 56 bureaux dans 27 pays, nous apportons à nos 24 000 clients un service global avec une expertise locale depuis 15 ans.

Nos consultants sont experts dans l'analyse média et sauront vous conseiller pour dynamiser votre croissance et développer votre marque en comprenant mieux vos concurrents, votre marché, vos clients et vos communautés. En parallèle, nos équipes de R&D travaillent au développement de solutions innovantes pour conquérir la sphère du Big Data.

Meltwater a également fondé la Meltwater Entrepreneurial School of Technology (MEST). Une organisation à but non lucratif dédiée à former les futures générations d'entrepreneurs.

EDUNAO

EDUCATION & TECHNOLOGIES

Edunao propose des solutions de campus numériques (LMS) open source pour l'enseignement et la formation professionnelle. Avec 10 ans d'expérience dans les MOOC et le e-Learning, Edunao est l'un des premiers partenaires de la transformation numérique de l'apprentissage en France, avec plus de 500 plateformes installées par ses équipes pour 2 millions d'utilisateurs. Edunao propose des services de conseil, d'édition & d'intégration technique, des plateformes d'apprentissage spécialisées et outillées, et des services d'hébergement.

Edunao sert l'ensemble des étapes de projets e-learning :

- › assistance à l'expression de besoins ou cahier des charges de plateforme e-Learning, audit de LMS ;
- › livraison de plateformes pré-installées standards, ou enrichies & packagées, ou avec des développements techniques ad hoc ;
- › intégration de vos contenus et des utilisateurs, paramétrage et/ou configuration, intégration dans vos SI.

Edunao est le seul partenaire Moodle établi en France, et partenaire de Microsoft Education (intégration de Moodle Office365 dans Moodle & hébergement cloud Azure), de Kaltura (solution complète de production/gestion/diffusion vidéo pour la formation), de Blackboard (classe virtuelle Collaborate & hébergement MoodleRooms), d'Intelliboard (learning analytics & suivi d'apprentissage) et d'autres solutions qui enrichissent l'expérience de Moodle.

Edunao est présent à Paris, Grenoble, Avignon et Cambridge (GB).

FUTUR IS GOOD

Futur is Good a été imaginé il y a 4 ans autour d'une envie : donner à celles et ceux qui cherchent un job, qui veulent changer de job ou créer leur entreprise, un outil simple pour s'entraider. J'ai été confronté dans ma vie professionnelle à une période « sans », et j'ai rebondi grâce à l'entraide... Je sais donc que ça marche ! L'idée de départ n'était pas d'en faire un business : c'est l'engouement et le nombre d'utilisateurs qui nous a « obligé » à trouver un modèle économique. Nous avons réalisé que beaucoup d'organisations se tournent vers le collaboratif (l'autre nom de l'entraide) pour essayer de résoudre leurs problématiques d'employabilité. Notre premier client a été Pôle Emploi avec qui nous avons co-construit une plateforme pour les demandeurs d'emploi créateurs d'entreprises, puis tout s'est enchaîné. Pour l'enseignement, nous développons des plateformes qui réunissent les étudiants, les diplômés, les responsables carrières, les entreprises partenaires avec pour objectif de faciliter leurs relations. La particularité de Futur is Good est d'être un système ouvert et d'agréger les outils d'accompagnement déjà

disponibles dans les établissements. Notre présence au sein du Lab RH (un collectif de 400 start-up innovantes du monde RH) nous permet d'être force de proposition. Nous sommes également un média qui informe sur les mutations du monde du travail.

Nous venons de mettre en place une expérimentation avec Skema Business School et nous travaillons sur la généralisation aux 6 campus de l'école pour septembre. Nous sommes en discussion avancée avec une grande école d'ingénieurs et dans un autre domaine, nous avons gagné l'appel d'offre de la plateforme CPA (compte personnel d'activité) associés à 2 autres start-up. Enfin, nous travaillons avec plusieurs organisations à la mise en place de stratégies de mobilité interne.



humanroads

MillionRoads est une startup co-fondée par François-Xavier Beillon, chasseur de tête en informatique, puis fondateur d'Agence-e (Cabinet de recrutement IT) et Benoît Bonte, directeur technique depuis plus de 10 ans dans des startups.

En 2017, à l'heure de la data et de la data-visualization, l'orientation attend toujours sa révolution digitale. Nous avons créé humanroads, le GPS de l'orientation scolaire et professionnel en indexant des centaines de milliers de parcours et en les cartographiant avec l'appui d'enseignants-chercheurs. Cette carte est un véritable simulateur prenant en compte ma situation, mon parcours et m'indiquant toutes les voies qui ont été réellement empruntées par d'autres pour atteindre mon objectif. Comme sur une carte routière, le calcul d'itinéraire mets en relief les différentes voies possibles, les temps de parcours, itinéraire bis, etc. Si je ne sais pas quoi faire, je vais explorer tous les débouchés et toutes les poursuites d'études après ma formation, et m'y projeter.

Vos étudiants mettent à jour leurs données au fur et à mesure qu'ils utilisent l'application, vous réutilisez ces mêmes données pour vos propres besoins. HumanRoads vous propose une solution en mode SAAS permettant de :

- › Prouver la qualité de vos formations pour booster votre communication et

attirer de nouveaux étudiants

- › Ne plus passer des semaines entières pour répondre aux différentes enquêtes (RNCP, CTI ou autre)
- › Transformer votre réseau d'alumni en une communauté d'entraide étudiant-alumni

HumanRoads a suscité l'intérêt de l'ipag, l'Esme, l'Enoes et également de l'UTT et des écoles de Troyes dans le cadre d'une réponse à l'appel à projet PIA3 Disrupt Campus. HumanRoads révolutionne l'orientation grâce à l'intelligence collective et apporte à celui ou celle qui cherche une orientation la carte dont il ou elle a besoin. Offrez ce service à vos étudiants et à vos alumni et assurez-vous d'obtenir les informations indispensables à la gestion de votre établissement !



Kalyzée est spécialiste de solutions audiovisuelles autonomes pour l'enseignement supérieur et la recherche. Sa mission est de valoriser le savoir des chercheurs, des enseignants, des experts et des formateurs.

Avec sa solution Kast®, la société automatise entièrement la prise de vue, la réalisation, l'enregistrement et la diffusion audiovisuelle des cours et des conférences. Sur la base du concept des conférences TED, Kalyzée transforme les amphithéâtres et les salles de cours en lieux connectés pour recréer des espaces étendus de rencontres et d'échange autour du savoir. La réputation internationale des établissements hôtes s'en trouve nettement améliorée.

Kalyzée est une spin off d'Aix-Marseille Université (Loi Allègre 25-1), labellisée Jeune Entreprise Universitaire (JEU), créée en 2014 à Aix-en-Provence par un étudiant, un chercheur et un enseignant-chercheur.



HigherEdMe est une SAS basée à Dijon, Lyon et Saint-Etienne, fondée par Arnaud CATINOT et Pierre-Alexandre PIARULLI en novembre 2015. HigherEdMe a pour ambition de faciliter la mise en relation entre étudiants étrangers

et établissements d'enseignement supérieur sur une base globale. Nous proposons aux établissements d'utiliser une plateforme à la manière d'un site de rencontres pour contacter des étudiants en attente de programme. Nous aidons également les établissements à utiliser les réseaux sociaux et le digital pour se faire connaître avec plusieurs niveaux de prestations.

Nous avons dépassé les 100 premières mises en relations cette semaine, et près de 1000 offres d'établissements ont été envoyées. Près de 20 000 étudiants se sont inscrits à ce jour, et plus de 150 établissements de 34 pays différents dans tous les domaines. Nous avons été invités à Think Education pour présenter notre startup, et avons rencontré de nombreux professionnels.



Le Career Center by JobTeaser.com est à la fois un outil performant et intuitif, et une plateforme qui offre du contenu riche et adapté aux étudiants en matière d'orientation, de coaching et d'emploi, directement intégré dans l'intranet de l'établissement.

Concrètement, JobTeaser.com propose aux écoles et universités d'intégrer son site en marque blanche en tant que site carrière officiel, de façon totalement gratuite. En raison de la richesse de son contenu, mais également parce que la plateforme est réellement adaptée aux étudiants, cette solution a déjà séduit plus de 200 établissements en Europe dont une dizaine d'universités : Université de Nantes, Paris Dauphine, du Maine, de Nîmes, UBO, etc.

Un outil clé en main qui facilite le travail des écoles et universités Le Career Center est conçu pour répondre aux attentes des services carrières : ils accèdent à une plateforme regroupant tous les outils et services qui permettent de favoriser le contact entre étudiants et entreprises.

Cette plateforme permet également aux écoles et universités de gagner en temps et en efficacité, car l'outil est actualisé en continu par les entreprises qui postent leurs actualités et offres directement sur la plateforme, via un point d'accès unique vers les différents établissements. Les étudiants

bénéficient d'un nouvel intranet en phase avec leurs attentes. Grâce au Career Center by JobTeaser.com, les établissements équipés proposent à leurs étudiants une plateforme moderne et innovante (disponible également sur application mobile) mais également du contenu riche, leur permettant de choisir la bonne orientation professionnelle.

Les étudiants ont désormais accès, au sein de leur intranet, à un site carrière innovant qui regroupe d'une part l'ensemble du contenu JobTeaser.com, soit plus de 1200 vidéos métiers, des vidéos coaching, des chats live et plus de 10 000 offres, ainsi que le contenu exclusif réservé à leur école ou université.

LE ROBERT

Depuis 1951, les éditions Le Robert publient des ouvrages de référence spécialisés dans la langue et la culture. Les ouvrages fondateurs comme Le Grand Robert ou Le Petit Robert proposent une description complète de la langue en dévoilant les mots sous tous leurs aspects. Bien au-delà de la norme et du bon usage, les dictionnaires Le Robert, scolaires, bilingues, thématiques ou culturels, témoignent de la richesse du français, reflet vivant de la culture, connaissance de soi et ouverture sur le monde.

Les dictionnaires numériques Le Robert complètent cette offre depuis plus de 20 ans et comptent aujourd'hui plus de trois millions d'utilisateurs dans le monde. Le Robert a franchi une nouvelle étape de sa stratégie numérique en lançant deux services linguistiques complémentaires : Le Robert Correcteur, le logiciel PC/Mac de correction orthographique et d'aide à la rédaction, ainsi que la Certification Le Robert, la 1ère certification globale en langue française 100 % en ligne.

e-marger

LEKOOA est une start-up avec le label FrenchTech créée fin 2015, hébergée à l'incubateur Estia Entreprendre depuis Janvier 2016. Le slogan de LEKOOA est «un lieu, des activités, des services numériques». LEKOOA développe des produits

dans le domaine de la Location Based Services (LBS). La plateforme E-MARGER fournit des services pour valoriser au mieux la présence de l'étudiant dans l'établissement scolaire.

Avec E-MARGER la signature attestant la présence de l'étudiant ne sera possible que si l'étudiant est bien dans la salle de formation (utilisation de la géolocalisation en intérieur). Toutes les signatures sont accessibles à l'administrateur de l'établissement de formation pour lui permettre d'en faire une analyse (visualisation sous forme de courbe) mais aussi l'exportation sous forme de rapport de présence en format pdf si nécessaire (vers les OPCA notamment).

A terme, l'utilisation du papier va disparaître et des solutions telles que E-MARGER vont remplacer l'usage de la feuille de présence, et fournir de nouveaux services.

L'utilisation d'E-MARGER permet :

› De gagner du temps en évitant l'appel :

A chaque début de cours, c'est une perte de temps d'au minimum 5 minutes. Pour une école de 1000 étudiants, un étudiant passe en moyenne près de deux semaines par an à émarginer, c'est autant de temps de gagner avec E-MARGER pour chaque étudiant.

› D'éviter le gâchis de papier

Pour une école de 1000 étudiants, chaque semaine près d'une ramette de papier est utilisée pour les feuilles d'émarginement. Ces feuilles sont ensuite jetées ce qui est un énorme gâchis. Sur une année scolaire il s'agit de près de 30 kg de papier de jeté.

› De centraliser en temps réel les signatures et feuilles d'émarginement. Actuellement, l'appel se fait de manière séquentiel, les étudiants répondent les uns après les autres lors de l'appel ou signent les uns après les autres. Avec E-MARGER, tout le monde émarginer en même temps. La scolarité est au courant en temps réel de la présence des étudiants. De plus, il n'y a pas de perte d'information dû à un non-retour d'une feuille d'émarginement. Nous évitons aussi le fait qu'un étudiant signe pour un autre.

› De dispatcher les feuilles d'émarginement selon les besoins des acteurs (formateur, établissement, financeur)

Dans le cas où une école a des apprentis il est possible de pouvoir définir des rapports d'émarginements de manière automatique pour

chacun des OPCA financeurs.

› D'effectuer des push (notifications) d'information auprès des étudiants : événement, alerte...

Avoir une application sur le smartphone des étudiants permettra à la scolarité de fournir des informations, envoyer des messages à destination d'une promotion, d'un groupe d'étudiant ou d'un étudiant avec une efficacité plus accrue qu'en le faisant par mail.

› De sécuriser les lieux et effectifs (plan vigipirate)

E-MARGER utilise une technologie de géolocalisation en intérieur. Ceci permet de localiser avec précision les étudiants sur le campus pour permettre à des secours de pouvoir intervenir plus efficacement.

Mais également à un étudiant de signaler si besoin un événement en particulier pour aider les secours.

› De mieux connaître le corpus étudiant (BigData)

E-MARGER inclut un module d'analyse et de visualisation des données de présence. La fonction d'évaluation du cours associée à une messagerie liée à un cours permettra par bigdata d'individualiser la formation, d'anticiper les difficultés des étudiants et enfin de pouvoir mieux structurer le programme.

› D'intégrer les étudiants dans l'écosystème de l'établissement de formation

Un étudiant s'inscrit dans un écosystème local : logement, restauration, loisir, déplacement. Avec E-MARGER il s'agira de pouvoir faire bénéficier les étudiants d'opportunités des acteurs locaux. Avec E-MARGER, l'établissement connaît mieux ces étudiants



Oscar Campus CRM est la première solution de gestion de la relation candidat accessible par internet, entièrement dédiée au secteur de l'enseignement supérieur. Centralisez la collecte de vos contacts prospects dans votre base de données personnalisée, puis communiquez sur vos différentes cibles grâce aux outils directement intégrés à la plateforme (emailing, SMS, suivi des appels, publipostages, automatisations...) afin de transformer vos prospects en candidats. Oscar Campus CRM vous accompagne également dans la dématérialisation de votre process de

candidature et dans la conversion de vos admis en inscrits.

De par sa double compétence CRM et recrutement, l'équipe d'Oscar Campus CRM met tout en œuvre pour vous proposer une implémentation rapide de la solution. Nous paramétrons votre plateforme en fonction de vos process (aucun cahier des charges n'est requis), avant d'affiner ensemble le paramétrage. Nous vous fournissons ensuite les éléments pour rattacher vos formulaires web à la solution, afin d'éviter toute ressaisie. Nous importons enfin vos données et formons les utilisateurs, qui pourront poser toutes leurs questions d'utilisation à notre hotline, une fois en situation.

Oscar Campus CRM a été créé en 2007 par le Groupe Idecom, avec l'aide de nombreux établissements d'enseignement supérieur et évolue chaque année en fonction de leurs besoins.

La solution est utilisée par des écoles telles que les écoles du Groupe INSEEC, l'ISC paris, EDC Business School, l'IPAG, Unilasalle, EPF, l'EISTI, l'EFAP, 3IS, la FNEGE, ICGES, l'ESI, l'ESUP...

Studapart

Au fil de ses études rythmées par les cours, les stages, et les échanges à l'international, il n'est pas rare qu'un étudiant déménage tous les semestres. Si cette mobilité est une véritable richesse, elle entraîne une recherche de logement, source d'angoisse et de difficulté. Malheureusement, les établissements d'études supérieures ne sont pas structurés pour être capables d'aider tous les étudiants à se loger que ce soit près du campus, partout en France ou à l'étranger.

Et c'est normal, car ce n'est pas leur métier. En revanche, c'est le nôtre : nous avons pour ambition chaque jour d'aider les étudiants à trouver leur logement. C'est pourquoi nous proposons aux écoles et aux universités de nous confier leur service logement, ce que nous aimons et ce que nous savons faire.

Chaque établissement a alors sa propre plateforme privée centralisant des offres variées à travers la France et à l'étranger. En complément de ce service en ligne, une équipe de "Customer Heroes"

est à la disposition de chacun des étudiants par téléphone, par chat et par Messenger. C'est une équipe de vraies personnes qui accompagne 6 jours sur 7 l'étudiant dans ses recherches, qui répond à ses questions et qui l'aide à trouver son logement. Ils connaissent parfaitement le secteur du logement étudiant et les différentes solutions si la situation de l'étudiant est perçue comme délicate sur le marché : un logement pour quelques semaines ou quelques mois, l'absence de garant résidant en France, ... En particulier, notre équipe, qui parle 5 langues, veille à accompagner les étudiants internationaux qui sont souvent démunis lors de leurs recherches.

"L'accompagnement" est véritablement le maître mot et la clé de votre service logement. Au-delà de l'assistance aux étudiants, nous tenons à accompagner également les professionnels de l'immobilier avec qui nous travaillons ainsi que les propriétaires particuliers. Nous assurons dès lors des offres sûres et de qualité pour les étudiants.

Ainsi, les établissements résolvent de manière innovante les difficultés de logement de leurs étudiants nationaux et internationaux, tout en devenant plus attractifs. La mobilité de vos étudiants est une richesse, pourquoi ne pas la faciliter ?

alcuin

Editeur de solutions logicielles Saas dédiées à la gestion de la scolarité des établissements d'enseignement supérieur, alcuin dispose d'une expérience solide acquise au contact des professionnels du marché de l'éducation et enrichie par les échanges privilégiés avec ses clients. Dans ce secteur en pleine transformation digitale, nous vous proposons des solutions innovantes et un accompagnement personnalisé. Quels avantages trouverez-vous avec alcuin ?

- Une ergonomie et une expérience utilisateur simple et moderne : vous vous concentrez sur la qualité du service offert à vos étudiants grâce à une navigation simple et intuitive, en particulier en mobilité,
- Une solution innovante et modulaire : vous bénéficiez d'une couverture fonctionnelle complète et

modulaire au service de l'innovation pédagogique,

- La modélisation des principaux processus métier : vous optimisez vos actes de gestion grâce à nos modèles de processus qui capitalisent les bonnes pratiques et l'expérience acquise auprès des professionnels de l'enseignement supérieur,
- Des innovations en conformité avec les évolutions réglementaires : nos experts métiers et R&D font évoluer nos solutions dans le respect du cadre légal (réforme de la formation professionnelle, enquête SISE, parcours LMD, BPF),
- La complémentarité de nos solutions : expert dans la gestion et le développement des talents et de la formation, Alcuin édite les seules solutions du marché qui permettent d'aborder tous les sujets de manière globale et synergique : formation initiale, formation continues, gestion des compétences...

- Des outils de pilotage adaptés aux spécificités de l'enseignement supérieur : de la gestion du recrutement, des admissions, aux inscriptions jusqu'à la diplômation des étudiants, gérez et pilotez tous vos processus métiers et adaptez votre stratégie à vos résultats.

UNIT4

In business for people.

Nouvelle génération de solutions ERP « self-driving » Unit4 est l'un des seuls éditeurs du marché qui facilite au quotidien le travail de vos collaborateurs. Avec sa plateforme « Unit4 People » base évolutive qui s'adapte au rythme et à la croissance de votre entreprise, Unit4 mobilise les technologies les plus innovantes de l'ère digitale et révolutionne l'univers des logiciels d'entreprise. Spécialiste du secteur tertiaire, Unit4 propose des solutions verticalisées pour les sociétés de services professionnels, de finance et pour le secteur de l'éducation. Unit4 propose des solutions de gestion des élèves, d'applications ERP et de gestion des recherches à plus de 1 000 établissements de l'enseignement supérieur dans le monde pour leur donner les moyens d'accélérer leur développement, de booster la réussite de leurs étudiants, d'améliorer leur efficacité administrative et de mener des recherches d'excellence. Les universités d'Oxford et de Cambridge, HEC Paris, l'université

de Waterloo, l'American University of Paris, l'université Robert Morris, le Baylor College of Medicine, Hult International, l'université de Dubaï ou encore NEOMA en France, sont autant d'établissements qui ont choisi Unit4.

Unit4 c'est plus de 4000 collaborateurs dans le monde, un réseau de partenaires étendu et un chiffre d'affaires annuel de plus de 500 millions d'euros.



UpStand est « Créateur d'écoles » Pourquoi créer de nouvelles écoles ? Pour quatre raisons majeures.

- › Il faut créer des « écoles » nouvelles pour permettre aux institutions éducatives de migrer plus vite vers un métier « d'ensemblier ». Pas de grande industrie sans un véritable tissu de prestataires spécialisés de qualité.

- › Il faut créer des « écoles » nouvelles pour faciliter la gestion du changement. La transition numérique de l'enseignement ne se fait que trop lentement. Bien entendu la gestion du changement doit mobiliser et associer tout le monde. Mais il faut créer des exemples complètement neufs et disruptifs qui rassurent sur la faisabilité et donnent des modèles à imiter.

- › Il faut créer des « écoles » nouvelles parce que les attentes des étudiants changent. Il est indispensable de répondre à de nouveaux besoins. Etudiants décrocheurs, créateurs d'entreprises, salariés, etc.

- › Il faut créer un grand nombre d'écoles nouvelles et originales pour créer un vivier, une sorte de biodiversité indispensable à la vivacité intellectuelle, éthique et professionnelle de notre éducation.

Ces nouvelles écoles, ces nouveaux parcours seront le fruit de startup indépendantes ou d'institutions établies du Sup. UpStand apporte des idées neuves, accompagne les vôtres, de la conception à la réalisation.

Quelques nouvelles écoles pour 2017 :

- › QUINTEtte : l'académie de la pédagogie digitale pour les enseignants et les directeurs pédagogiques du sup
- › IMPACT CAMPUS : l'université de l'engagement de la tolérance et de la

solidarité avec le Groupe SOS l'UGEI la CDEFI et es Trophées Solidaires
› Le CFA Mobilité Urbaine Durable avec la RATP.



AppScho est une startup parisienne fondée il y a 3 ans par Victor Wacrenier et Antoine Popineau, tous deux ingénieurs informatiques. Aujourd'hui l'entreprise emploie 8 collaborateurs pour développer son activité dans l'enseignement supérieur.

AppScho conçoit des applications mobiles personnalisées pour les établissements du supérieur afin que leurs étudiants puissent accéder à toutes leurs informations sur leur smartphone : planning de cours, relevé de notes, calendrier des événements associatifs, offres de stages... et ce en toutes circonstances. L'envoi de notifications en temps réel permet d'alerter immédiatement les étudiants de tout événement (annulation de cours, publication de note, message de l'administration) afin qu'ils ne ratent plus aucune information. Grâce à une technologie novatrice développée en interne et notamment récompensée par Google, AppScho peut se connecter à la grande majorité des outils métiers des établissements afin d'offrir le service le plus complet. L'objectif d'AppScho est de devenir l'application de référence pour les étudiants du supérieur en France et à l'international.

Fin janvier 2017, les écoles du groupe IGS et du réseau C&D ont lancé leurs applications développées par AppScho, qui compte désormais 37 écoles clientes et 35 000 étudiants utilisateurs. AppScho a également été citée par Forbes parmi les 10 entreprises EdTech à suivre en 2017.

Victor Wacrenier, CEO d'AppScho très impliqué dans la communauté EdTech française, est convaincu que le succès de la transformation numérique de l'ESR passe par une collaboration accrue avec les startups porteuses de projets innovants dans l'éducation. L'événement Think Education et le concours TNES constituent une opportunité unique pour relayer ce message auprès de tous les professionnels de l'éducation.

Les nouvelles technologies bouleversent notre quotidien, modifient nos attentes, même celles que nous avons vis-à-vis de l'enseignement. Quels sont ces nouveaux besoins ? Comment y répondre ? Diffuser et accéder au savoir, partout, tout le temps. Les avancées technologiques n'ont jamais été aussi grandes que ces dix dernières années. Dorénavant, nous considérons comme normal d'obtenir des réponses quasi immédiates à nos questions, d'être constamment en lien avec nos réseaux, de faire part de nos commentaires, d'écouter les avis des autres, etc. Notre monde ultra-connecté modifie nos attentes, notamment celles que nous avons vis-à-vis de l'enseignement. Plus besoin de se trouver dans un lieu et à un moment précis pour accéder au savoir. Grâce à Internet, un certain nombre de cours sont accessibles en ligne, des professeurs peuvent répondre à nos questions sur des forums. Et, grâce au streaming et aux applications mobiles, les cours peuvent même être suivis en direct par une personne se trouvant à l'autre bout du monde. Si la question de la protection de la propriété intellectuelle est à poser, ces évolutions technologiques constituent néanmoins une véritable opportunité pour l'enseignement classique. La fin des cours magistraux : mettre les élèves au cœur de l'enseignement. Traditionnellement, les cours s'organisent autour du professeur qui délivre son savoir de façon magistrale devant des élèves plus ou moins passifs. Rendons les cours plus interactifs ! En utilisant les nouvelles technologies il est désormais possible de diffuser le contenu de son cours en direct. Les élèves posent leurs questions en live à tout moment sans interrompre le cours et prennent des notes directement sur les slides de présentation, et ce, même à distance. Les enseignants ont tout à y gagner. Ils collectent les questions, y répondent quand ils le souhaitent et font évoluer leur contenu en fonction des retours. Et, en rendant leur cours interactifs, ils gardent leur auditoire alerte. L'adoption ou non de nouveaux outils dans l'enseignement viendra forcément de ceux qui dispensent le savoir. Nous sommes là pour vous montrer toutes les possibilités. Contactez-nous !

La vocation de HELIVETIUS Ingénierie, (fondée et dirigée par 2 ingénieurs expérimentés de l'industrie) est d'appliquer les principes de l'ingénierie cognitive aux problématiques « Métier » en vue d'apporter des solutions pertinentes avec les dernières technologies grâce à un procédé original. Les nombreuses réalisations, dans les Universités, les Grandes Ecoles et les Institutions de Formation professionnelles, parmi les références les plus prestigieuses et compétitives, permettent à plus de 60 000 apprenants, quelque soit le pays, de disposer de services en ligne pour interagir avec les processus administratifs et pédagogiques de leur Campus grâce à la solution HELISA, Student Information System, full web et multi canaux dans le Cloud. Elle contribue et accompagne le développement des activités de nos clients et équipe les « Organisations Académiques » de 500 à 35 000 apprenants dans le Public, le Privé, en France et à l'International. L'étudiant, d'aujourd'hui, est né avec le World Wide Web. Il est, nomade, mobile, connecté, averti sur la qualité et la reconnaissance des cursus qu'il veut pouvoir adapter selon son projet personnel en France et à l'International, tout au long de sa vie d'étudiant pour réussir son insertion professionnelle. L'apprenant est un client exigeant auquel chaque « Organisation Académique » doit apporter de façon très personnalisée, un conseil, un suivi, un parcours pédagogique, une diplomation et une acculturation au secteur professionnel. Elle doit aussi, servir au mieux les activités pédagogiques, en concevant, organisant et orchestrant la diversité des parcours, tout en mutualisant les ressources, grâce à la mise en place des processus qui vont assurer le fonctionnement quotidien : catalogue des offres, recrutement (Workflows), inscriptions administratives, financières, pédagogiques, ressources humaines et logistiques (planification), choix d'options, incomings et outgoings, évaluations, jurys et diplomation, stages, et bien d'autres actions encore... Ces processus, pour contribuer à la performance opérationnelle de l'organisation, doivent être synchronisés par un moteur de

cohérence tel qu'un ERP Etendu, d'une part pour le Back office (gestion administrative), et d'autre part une plateforme d'interaction en ligne grâce à un guichet unique offrant tous les services personnalisés à chaque membre de la communauté apprenante (portails : Prospects, Etudiants, Enseignants, Entreprise ...). De plus, HELISA donne toute l'autonomie à chaque client, de développer ses activités : en Créant de nouveaux campus en France et à l'International - D'adapter ses offres à la diversité des demandes en mutualisant les différentes ressources -, De transversaliser les parcours de chaque apprenant, sur des parcours diplômants ou non et sur des Campus différenciés,- De changer tout ou partie du Business Model en ayant fait au préalable des simulations en vraie grandeur,- De créer de la valeur pour la communauté apprenante grâce la Plateforme Académique Collaborative Etendue, créant de facto un réseau social à forte valeur ajoutée,- D'éclairer, grâce aux techniques de Reporting et de Business Intelligence, les décisions à chaque niveau de responsabilité, tant sur l'orientation des étudiants que sur des considérations stratégiques en toute connaissance de cause, D'aligner le SI sur la stratégie de la Direction,- D'élargir son rayonnement auprès des donateurs et entreprises... La solution HELISA a démontré qu'elle contribuait à l'ensemble de ces défis. La participation à Think Tank Education, nous a permis une relation directe avec les décideurs de l'Enseignement Supérieur, pour une meilleure connaissance d'une offre riche et pertinente à leur adresse.



Microsoft Education : Inspirer, Créer, Microsoft Partager.

Pour cette toute première Expert Room, nous avons la volonté de présenter la vision du Modern Campus Microsoft et aborder la fameuse thématique de la « transformation digitale » pour comprendre très concrètement comment le digital peut changer la donne au sein des institutions du supérieur. Car il faut être agile et savoir évoluer rapidement : développement

à l'international, classements mondiaux, rachat et fusion d'écoles, optimisation des ressources mises à disposition... les établissements du supérieur sont en effet plus que jamais soumis à une concurrence accrue pour se démarquer et émerger en France comme à l'international. Les enjeux sont nombreux et vont désormais bien au-delà de la mise à disposition d'un enseignement de qualité ; nécessité d'offrir aux élèves une palette de services qualitative et diversifiée, de rayonner le plus largement en faisant des populations enseignantes, étudiantes et alumni des ambassadeurs de leur école, de garder une flexibilité de fonctionnement allant de pair avec une stratégie d'agrandissement.

Microsoft relève ces défis à travers la mise disposition de technologies simples et utiles, basées sur la puissance du Cloud Microsoft. De la salle de classe à la création de bâtiments connectés, Microsoft Education et son écosystème de Partenaires ont pour ambition d'accompagner chaque établissement dans leur projet :

- › Etendre les frontières de la classe : permettre un apprentissage permanent, de partout et favoriser une collaboration active entre les différentes populations de votre institution
- › Suivre au plus près vos étudiants, de leur recrutement à leur diplôme, participer à leur réussite et tisser au fil du temps un réseau d'Anciens à haute valeur ajoutée
- › Offrir une expérience de vie sur vos campus optimale tout en diminuant les dépenses énergétiques de vos bâtiments



ITHERConsult est une SAS qui intervient dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, tout spécialement lorsque la dimension technologique est concernée. Ce cabinet a été fondé il y a plus de trois ans par cinq anciens chefs d'établissements d'enseignement supérieur - Ecole, Institut, Université - qui ont aussi exercé des fonctions à l'échelon national ou international. Son objet premier est d'apporter un appui aux chefs d'établissements d'enseignement supérieur - et en particulier ceux des écoles françaises

d'ingénieurs – dans tous les aspects de leur fonction et, au sein de leur établissement, dans tous les volets de la mission de ce dernier. Accessoirement, ITHÉ Consult peut également intervenir auprès d'institutions, en particulier les collectivités territoriales, en conseil à l'élaboration de leur stratégie. Enfin, les entreprises, peuvent trouver aussi un appui auprès d'elle, notamment à propos de leur politique de ressources humaines et technologiques. Après une phase de démarrage consacrée à sa clientèle naturelle en France, ITHÉ Consult a commencé de s'orienter aussi vers l'étranger, visant des établissements désireux d'établir des relations en France. Cette activité internationale se développe actuellement en premier lieu vers l'Afrique, l'Amérique du Nord et l'aire de la Grande Chine. L'autre axe de développement est la promotion d'activités de type Think Tank, en mobilisant, entre autres, le riche réseau de correspondants, collaborateurs et experts dont la société dispose pour le service de ses clients. À cet égard la manifestation annuelle Think Education a été pour ITHÉ Consult un moment fort, en tant que partenaire. Le séminaire Think Technology, que nous avons organisé à cette occasion, fut typiquement un laboratoire d'idées, dont un document fera un compte-rendu spécial. L'agence News Tank Education joue bien sûr un rôle essentiel dans la dissémination des résultats de la journée.

steelcase

Steelcase est le leader mondial, fabricant de mobilier pour l'aménagement d'espaces de travail, d'enseignement et de formation. Notre mobilier s'inspire des recherches innovantes en terme de conception d'espaces de travail. Steelcase développe une vaste gamme de solutions innovantes (bureaux, sièges, éléments de rangement, produits architecturaux, luminaires, solutions et infrastructures technologiques), complétée par de nombreux services, dont le conseil, l'aménagement d'espaces tertiaires ou le recyclage du mobilier en fin de vie. Steelcase est présent dans tous les départements à travers un réseau de 50 concessionnaires et dispose notamment d'une usine en France. Steelcase Education collabore avec

les institutions d'enseignement et de formation pour créer des espaces qui améliorent le taux de succès ainsi que le bien-être des étudiants et des enseignants.

- › Steelcase Inc est cotée à la Bourse de New York (NYSE) depuis 1998 sous le symbole SCS.
- › Nous sommes leader de notre industrie avec un chiffre d'affaires de 3.1 milliards de dollars pour l'année fiscale 2016.
- › Steelcase emploie près de 10,000 employés partout dans le monde.
- › L'équipe dirigeante est basée au siège social monde à Grand Rapids dans le Michigan (USA).
- › Nous sommes présents partout dans le monde au travers d'un réseau de 650 concessionnaires.
- › Aujourd'hui, Steelcase, Inc. regroupe 3 grandes marques – Steelcase, Turnstone et Coalesse et différentes sous-marques incluant Steelcase Health et Steelcase Education.

Steelcase Education a pour objectif d'aider les écoles et les universités à créer les environnements d'apprentissage interactifs les plus efficaces, gratifiants et stimulants, afin de répondre à l'évolution des besoins des étudiants et enseignants. Grâce à une approche basée sur nos connaissances, nous avons conçu des solutions pour tous les espaces d'apprentissage, des salles de classe aux cafétérias, en passant par les bibliothèques et les espaces intermédiaires. Nous mettons tout en œuvre pour assurer un apprentissage le plus efficace possible, grâce à des espaces d'apprentissage actifs et intelligents.

Depuis 2015, Steelcase Education sponsorise des écoles et des universités mettant en place des pédagogies innovantes en Europe et au Moyen Orient. Steelcase les aide en dessinant avec les enseignants des espaces d'enseignements innovants, les fabriquent et les installent. Parmi ces institutions innovantes se trouvent l'Ecole Central de Lyon, l'EM Lyon, la d.school de Paris Est, l'UPMC, l'université de Wolverhampton (UK), l'Université de sciences appliquées de Munich, l'Institut de Technologie de Karlsruhe (KIT), l'école Polytechnique de Milan, l'université Ramon Llull de Barcelone. Steelcase Education va participer aux événements suivants dans les prochains mois :

- › 28 février à Londres: conférence "The changing campus of the future", Insightful Environments, 29 Cloth

Fair, London, EC1A 7JQ

- › 18 mai, Conférence sur le Design Thinking à la d.school de Paris Est
- › 24 et 25 mai en Israël, "International Conference of Innovative Education", Ohalo college of Education
- › Du 14 au 16 septembre, conférence des 10 ans du Hasso Platner Institut de Postdam
- › Octobre, Higher Education show à Londres

En 2016, Steelcase Education a participé à la première de la conférence Think Education. Cette conférence a été un énorme succès et nous a permis de nous faire plus connaître, de rencontrer de très bons interlocuteurs et d'assister à des conférences très innovantes. Nous avons continué toute au long de l'année dernière de discuter avec Gilbert Azoulay et Marc Guiraud de comment avoir une meilleure expérience spatiale pour les visiteurs en 2017. Nous avons donc co-designer plusieurs espaces du chapiteau dont l'espace VIP, les espaces d'atelier 1 et 2. Nous avons également dessiné le stand commun que nous avons avec Microsoft Education. Cette année 2017, nous a permis de pouvoir mieux faire essayer nos solutions aux visiteurs mais aussi de pouvoir partager notre savoir issue de notre recherche avec la conférence présentée par Catherine Gall sur le développement de la créativité et de l'innovation à l'aide du Design Thinking.

Brains Agency

Le Partenaire des Écoles et Universités

BRAINS AGENCY, l'agence qui fait entrer les écoles dans le 3.0. Ce n'est nouveau pour personne, le paysage de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est en pleine mutation. Une mutation sous impulsion de l'état d'abord avec les regroupements, une mutation de marché ensuite, avec une sphère d'influence qui dépasse les frontières, une mutation de fond enfin, celle qui transforme notre société avec le numérique. Ces bouleversements demandent aux établissements de l'ESR - publics et privés - des réformes structurelles et des stratégies innovantes. Tant en termes de pédagogie et de développement que de marketing et de communication. Durant ces périodes de changements, il faut choisir ses appuis et conseils. Ceux qui connaissent à la fois le secteur et ses évolutions - pour coller au plus

près des nouveaux enjeux - mais qui ont aussi le recul nécessaire, une vision plus globale pour guider et défricher. Forte d'une expérience de 22 ans dans l'ESR, l'agence Brains a choisi d'être de ceux-là en faisant du numérique la pierre angulaire de son domaine d'action : le marketing et la communication. Essayer, transposer, imaginer, s'inspirer, inventer... c'est ce que l'agence fait tous les jours pour que chaque établissement qu'elle conseille voit ses ambitions réussies en tirant au mieux profit des innovations que permet le numérique. Consultants cognitifs dans le sens où nous mobilisons l'ensemble de nos savoirs logiques et créatifs pour décrypter les nouveaux processus, les paradigmes émergents et les dernières évolutions, nous cherchons - pour reprendre le titre de la proposition de La Fondation Lafayette - à faire de l'Inconnu un Allié. Et parce que la curiosité caractérise Brains Agency, nous avons choisi d'interroger les innovations au sein des établissements pour l'atelier « Numérique : quelles conséquences dans l'organisation des établissements ? ». Renouveau des pratiques, numérique au cœur des campus, nouvelles formes de collaboration, ... : la liste est longue, passionnante et à compléter avec nos intervenants !



« TestWe est une start-up Ed-Tech co-fondée par deux amis d'enfance Charles Zhu et Clément Régnier. Répondant à plusieurs problématiques logistiques et éthiques de l'organisation des examens et concours, TestWe offre de digitaliser à 100% le processus de l'évaluation des connaissances: tant l'organisation que la présentation. Ainsi, les professeurs conçoivent et corrigent leur examens depuis la plateforme web TestWe et les étudiants présentent leur examens sur leur propre ordinateur ou tablette dans un environnement sécurisé et off-line grâce à l'application TestWe. Travaillant avec plusieurs grandes écoles de commerce en France et à l'étranger, TestWe tend à renforcer sa présence en Europe en vue de s'imposer comme le leader de l'e-examen dès la rentrée prochaine. Nous sommes fiers aujourd'hui d'offrir à nos partenaires de renforcer leur image de marque, de les accompagner dans leur transformation digitale mais aussi de réduire leurs coûts liés aux examens (minimum 53% d'économies générées). Think Education est l'opportunité

pour TestWe de se faire connaître auprès des acteurs de l'enseignement supérieure mais aussi d'évoluer dans un écosystème dynamique et tourné exclusivement vers l'éducation. »



Lorsque début 2013, un certain nombre d'universités et de grandes écoles veulent se lancer dans la production de MOOC, ils se tournent vers le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) afin de choisir un diffuseur et un logiciel commun.

Lancée comme un projet incubé au ministère en juillet 2013, France Université Numérique est créée et devient le diffuseur des MOOC de l'enseignement supérieur français. Elle s'appuie sur Open EdX, un logiciel open source développé par EdX et mis à disposition de la communauté le 1er juin 2013.

Projet phare de la stratégie numérique de l'ESR, la plateforme FUN a pris un nouvel essor avec la création en septembre 2015 du GIP (groupement d'intérêt public) FUN-MOOC qui reprend les objectifs impulsés par le ministère et en développe de nouveaux.

Le GIP FUN-MOOC est désormais co-financé par le ministère et par ses établissements membres et partenaires. Son directeur est Catherine Mongenet et son président est Jean-Louis Bougeret.

Grâce à l'union et aux efforts de nos établissements membres et partenaires, nous proposons un vaste catalogue de cours qui s'enrichit de jour en jour avec des thématiques variées et d'actualité. Notre catalogue, proposé sur la plateforme publique www.fun-mooc.fr est composé de cours conçus par des professeurs d'universités et d'écoles françaises et internationales ainsi que des partenaires publics et privés.

Ces cours sont produits par plus de 90 établissements membres et partenaires en France et à l'international. Ils font partie des meilleurs établissements d'enseignement supérieur et structures publiques et privées. Nous leur permettons de diffuser la connaissance au plus grand nombre. Les MOOC proposés sont parfois rejoués à de multiples reprises. Trois ans après son lancement, FUN est devenu la plate-forme de référence mondiale pour les MOOC

francophones. En janvier, elle avait diffusé 269 MOOC répartis en 461 sessions. 916 380 apprenants avaient ouvert un compte pour 2 616 876 inscriptions à des cours.

Mais FUN c'est aussi et surtout un réseau de plus de 1000 personnes, référents, correspondants et concepteurs, réparties dans 250 établissements d'enseignement supérieur et partenaires en France et à l'international parmi lesquels 3 universités en Belgique, 1 en Suisse et 3 en Tunisie. FUN joue un rôle de facilitateur pour ce réseau très dynamique qui se réunit régulièrement en séminaire pour échanger et partager bonnes pratiques et expériences.

Depuis le printemps 2016, FUN a déployé un système de surveillance à distance qui permet de garantir le passage d'examen en ligne. Cet examen autorise la délivrance d'un certificat par l'établissement producteur de MOOC. Cette avancée importante ouvre la voie à la délivrance d'ECTS par l'établissement producteur du cours comme c'est le cas par exemple au CNAM où tout certificat obtenu pour un MOOC sur FUN donne droit à des ECTS lors de l'inscription à l'établissement.

FUN est résolument orienté vers la transformation numérique des apprentissages et de la formation tout au long de la vie et travaille actuellement avec plusieurs start-ups innovantes, un laboratoire de recherche et 10 établissements d'enseignement supérieur pour rendre les MOOC plus interactifs et accessibles. Dans le cadre du projet IDEFI-Numérique EIFFELa qui bénéficie d'une aide de l'État gérée par l'A.N.R. au titre du programme d'Investissements d'Avenir, FUN va intégrer des nouvelles fonctionnalités développées par les start-ups partenaires, comme l'enrichissement de vidéos, l'ancrage mémoriel, les interactions en temps réel via des outils collaboratifs et le développement de l'accessibilité.

Ce salon était l'occasion de présenter les évolutions et la croissance de FUN. Son dynamisme est le reflet de la transformation numérique qui est en train de se produire dans l'écosystème de l'enseignement supérieur français. Le plébiscite des apprenants est à mettre au crédit de la très grande qualité des MOOC dont les contenus ont pour socle le savoir-faire des enseignants-chercheurs et des équipes pédagogiques dans les universités et écoles.

La table-ronde qui a réuni David Cassagne de l'Université de Montpellier, Isabelle Duchatelle de l'université de Caen Normandie, Philippe Dedieu du CNAM et Catherine Mongenet a permis d'illustrer les nouveaux usages qui se développent autour des MOOC. En formation initiale, l'intégration de ces cours en lignes dans les formations et leur utilisation en classe inversée se développent, incitant les universités à accompagner ces nouveaux usages (formation des enseignants, renforcement des services d'appui, reconnaissance de l'investissement pédagogique des enseignants...). En formation continue, l'intérêt des entreprises, des OPCA et plus généralement du monde socio-économique pour les MOOC est une opportunité pour les établissements d'enseignement supérieur de renforcer leurs actions dans ce secteur en commercialisant ces cours en ligne pour la formation tout au long de la vie.

ISOGRAD



ISOGRAD® est une société française spécialisée dans la conception de tests d'évaluation et de certification des compétences, via une plateforme en ligne développée en interne. L'offre d'ISOGRAD s'articule autour de 3 axes :

- › TOSA : évaluation et certification des compétences bureautiques et digitales
- › CLEA : série de tests sur le socle de connaissances et de compétences professionnelles
- › Isograd Assessment Services : conception de tests sur mesure pour compte de tiers

L'offre d'Isograd s'adresse aux marchés de l'éducation, de la formation professionnelle et du recrutement, en France et à l'international.

Les tests d'évaluation et de certification TOSA :

Le TOSA est un standard d'évaluation et de certification des compétences digitales (Excel, Word, Powerpoint, Outlook, Access, VBA, Digital...). La certification TOSA délivre un score sur 1000 à l'aide d'une méthode de scoring scientifique à l'instar du GMAT. Tous les tests sont adaptatifs : la difficulté des questions évolue en fonction des réponses du candidat. Les questions sont interactives, elles

sont posées sous forme d'activité, d'utilisation directe du logiciel et de QCM illustrés.

L'évaluation positionne le niveau d'entrée et permet ainsi de proposer des programmes adaptés aux étudiants et stagiaires. Les résultats obtenus peuvent être comparés à un attendu métier en fonction de la filière du candidat (marketing, finance, gestion, ...).

La certification, éligible au CPF, permet d'améliorer l'employabilité et de mesurer l'efficacité des cours d'informatique.

La mise en place du TOSA permet de :

- › Mobiliser et motiver les étudiants pour leur apprentissage des outils bureautiques
- › Valoriser leurs acquis auprès des recruteurs
- › Améliorer leur employabilité grâce à une certification reconnue

Utilisé par plus de 800 entreprises, centres de formation, écoles dans une trentaine de pays, le TOSA assure une mesure fiable et précise des compétences.

Assessment services :

L'offre Assessment Services est destinée à toute organisation souhaitant proposer des tests sur mesure dans un domaine de compétence spécifique, pour le recrutement ou la formation.

ISOGRAD met à disposition son savoir-faire méthodologique et propose un accompagnement sur toutes les phases de la conception de tests d'évaluation ou de certification.

Les tests ainsi créés sont mis à disposition sur une plateforme SaaS constituée d'un module de passage et d'un outil de gestion des candidats.

En 2016, différents projets ont été initiés avec des grandes écoles, des éditeurs de MOOC et des spécialistes du recrutement.

THINK EDUCATION 2017 EN CHIFFRES :

- 1 000 PARTICIPANTS
- 125 INTERVENANTS
- 36 KEYNOTES, ATELIERS, DÉBATS REPRÉSENTANT 39H30 D'ÉCHANGES
- 52 PARTENAIRES
- 11 826 PETITS FOURS ET AUTRES BOISSONS
- UN CHAPITEAU DE 700 M²
- UN AMPHI DE 700 PLACES
- 10 AMPHIS ET SALLES TOTALISANT 1 529 PLACES
- UNE ÉQUIPE D'ORGANISATION DE 5 PERSONNES
- DES PRESTATAIRES : ART EVENT, XXO, LE CROUS PARIS

news tank
higher ed & research

DAUPHINE
UNIVERSITÉ PARIS

ITHER
CONSULT

SU CONFÉRENCE
DES PRÉSIDENTS
D'UNIVERSITÉ

CONFÉRENCE DES
GRANDES
ÉCOLES
EXCELLENCE FOR A COMPLEX WORLD

cdefi
Conférence des Directeurs
des Écoles Françaises
d'Ingénieurs

UGEI
Union des grandes
écoles indépendantes

VP-Num

association nationale
VP
CA

CONFÉRENCE
NATIONALE
DES ÉTUDIANTS
VICE-PRÉSIDENTS
D'UNIVERSITÉ

anrt
association nationale
recherche technologie

Grenoble
ENTREPRISE
INP

MEDEF

AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE

AVUF
Association des Villes
Universitaires de France

EDUCAZUR

DircabESR
Association des Directeurs de Cabinet de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

CSIESR
Association Loi 1901

ARCES

DGS
DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES SERVICES
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

fcu
La formation
continue
à l'université

Pépité France

FNEGE
Fondation Nationale pour l'Enseignement
de la Gestion des Entreprises

FUN
FRANCE
UNIVERSITÉ
NUMÉRIQUE
Se former en liberté

RENATER
CONNECTEUR DE SAVOIRS

OCTALIA
INITIATEUR DE COMPÉTENCES

OPCALIA
PROMOTEUR DE COMPÉTENCES

JOBTEASER.COM

Microsoft

steelcase

UNIT4
In business for people.

aimaira

alcuin

Brains Agency
Le Partenaire des Écoles et Universités

cilevel

EDUNAO
EDUCATION & TECHNOLOGIES

e-marger

ETS
GLOBAL
A subsidiary of Educational Testing Service

ETC

GYSC

HELVETIUS
INGÉNIERIE

humanroads

isic

kalyzée
Vidéo autonome

LAFAYETTE
ASSOCIES

leRobert

Meltwater
Outside Insight

mest
multidisciplinary
school of technology

OSCAR CAMPUS CRM
Le partenaire de votre stratégie de recrutement

Studapart

TOSA
BY EGDORAD

UP
Stand

verifdiploma

TROPHÉES
SOLIDAIRES

EVENIUM

strate
ÉCOLE DE DESIGN

Crous
Paris